

# SYNTHÈSE RÉGIONALE POITOU-CHARENTES

## DÉBAT SUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE



PRINTEMPS 2013

# TABLE DES MATIÈRES

<b>PARTIE 1 : PROCESSUS DU DÉBAT EN POITOU-CHARENTES.....</b>	<b>3</b>
<b>I PHILOSOPHIE DU DÉBAT EN RÉGION.....</b>	<b>3</b>
<b>II MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DU DÉBAT EN POITOU-CHARENTES.....</b>	<b>3</b>
<b>III BILAN QUANTITATIF.....</b>	<b>4</b>
III.1 Les personnes mobilisées.....	4
III.2 Les contributions libres.....	4
III.3 Les événements labellisés.....	4
<b>IV LES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES.....</b>	<b>5</b>
<b>PARTIE 2: LE CONTENU DU DÉBAT EN POITOU-CHARENTES.....</b>	<b>6</b>
<b>I INTRODUCTION.....</b>	<b>6</b>
<b>II QUESTION 1 : COMMENT ALLER VERS L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE ET LA SOBRIÉTÉ ?.....</b>	<b>6</b>
II.1 Propositions d'ordre général.....	6
II.1.a Les consensus ou propositions collectives.....	6
II.1.b Les propositions isolées (échelle nationale).....	9
II.1.c Les propositions aux opinions partagées (échelle nationale).....	9
II.2 Propositions d'ordre réglementaire.....	9
II.2.a Les consensus ou propositions collectives (échelle nationale).....	9
II.2.b Les propositions isolées (échelle nationale).....	9
II.3 Propositions d'ordre financier.....	10
II.3.a Les consensus ou propositions collectives (échelle nationale).....	10
II.3.b Les propositions isolées (échelle nationale).....	10
<b>III QUESTION 2 : QUELLE TRAJECTOIRE POUR ATTEINDRE LE MIX ÉNERGÉTIQUE EN 2025 ? QUEL TYPE DE SCÉNARIOS POSSIBLES À L'HORIZON 2030 ET 2050 DANS LE RESPECT DES ENGAGEMENTS CLIMATIQUES DE LA FRANCE ?.....</b>	<b>10</b>
III.1 Propositions d'ordre général.....	10
III.1.a Les consensus ou propositions collectives.....	10
III.1.b Les propositions isolées (échelle nationale).....	11
III.1.c Les propositions aux opinions partagées.....	11
III.2 Propositions d'ordre réglementaire.....	12
III.2.a Les consensus ou propositions collectives (échelle nationale).....	12
III.2.b Les propositions isolées (échelle nationale).....	12
III.3 Propositions collectives d'ordre financier.....	12
<b>IV QUESTION 3 : QUELS CHOIX EN MATIÈRE D'ÉNERGIES RENOUVELABLES ET DE NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'ÉNERGIE ET QUELLE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET TERRITORIAL ?.....</b>	<b>12</b>
IV.1 Propositions d'ordre général.....	12
IV.1.a Les consensus ou propositions collectives.....	12
IV.1.b Les propositions isolées.....	13
IV.1.c Les propositions aux opinions partagées.....	14
IV.2 Propositions d'ordre réglementaire.....	14
IV.2.a Les consensus ou propositions collectives (échelle nationale).....	14
IV.2.b Les propositions isolées (échelle nationale).....	14
IV.3 Propositions aux opinions partagées d'ordre financier.....	15
<b>V QUESTION 4 : QUELS COÛTS, QUELS BÉNÉFICES ET QUEL FINANCEMENT DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ?.....</b>	<b>15</b>
V.1 Propositions d'ordre général.....	15
V.1.a Les consensus ou propositions collectives (échelle nationale).....	15
V.1.b Les propositions isolées (échelle nationale).....	15
V.1.c Les propositions aux opinions partagées (échelle nationale).....	15
V.2 Propositions collectives d'ordre réglementaire (échelle nationale).....	15
V.3 Propositions d'ordre financier.....	15
V.3.a Les consensus ou propositions collectives (échelle nationale).....	15
V.3.b Les propositions isolées (échelle nationale).....	16
<b>VI QUELLE GOUVERNANCE ?.....</b>	<b>16</b>

# PARTIE 1 : PROCESSUS DU DÉBAT EN POITOU-CHARENTES

## I PHILOSOPHIE DU DÉBAT EN RÉGION

Au-delà de la proposition faite à tous de se saisir de cette opportunité pour organiser des débats sur les territoires, il a été proposé aux acteurs locaux de s'associer de nouveau à la dynamique régionale en faveur de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables, ce en dégageant, par des échanges d'idées, de nouvelles propositions et leviers d'action pour l'excellence énergétique. Cette émulation collective a été initiée dès 2004 en Poitou-Charentes, et a identifié les enjeux de la transition énergétique qui sont à la fois environnementaux, économiques et sociaux avec une croissance verte pourvoyeuse d'emplois non délocalisables. La rénovation thermique des bâtiments avec la menace de la précarité énergétique et la question du mix-énergétique notamment dans les zones rurales sont prégnantes.

## II MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DU DÉBAT EN POITOU-CHARENTES

En Poitou-Charentes, le débat a été officiellement lancé par la Conférence régionale sur la transition énergétique co-organisée par la Région et l'État, le 4 avril 2013. En appui à la communication sur le site internet de la Région, cet événement a été l'occasion de motiver les acteurs à organiser des temps d'échanges dans les territoires pouvant être labellisés.

D'une manière générale, chaque manifestation a été introduite par des témoignages de personnes directement impliquées dans le domaine de l'énergie et sur la base de réalisations concrètes et à l'intérêt confirmé.

Une conférence de clôture a été co-organisée par la Région et l'État le 27 juin. Elle a été à la fois l'occasion de témoignages de porteurs d'actions labellisées et d'une restitution de la synthèse des débats en Poitou-Charentes forte de 90 propositions.

Ainsi, le débat en Poitou-Charentes s'est articulé autour :

- de la conférence régionale sur la transition énergétique du 4 avril 2013, structurée avec des ateliers participatifs visant à aboutir à une contribution collective qui soit la plus opérationnelle possible en distinguant deux niveaux : national et régional ;
- un atelier autour de témoignages d'acteurs de la transition énergétique, sur le thème : « la rénovation thermique des bâtiments », le 17 juin 2013 ;
- une conférence organisée à l'initiative du Député Jean Michel CLEMENT, en lien avec Jean-Paul CHANTEGUET – président de la Commission Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire de l'Assemblée Nationale, le 17 juin ;
- une conférence de clôture le 27 juin 2013 ;
- mais également autour d'initiatives des acteurs du territoire : 18 événements labellisés.

Lors de la conférence régionale sur la transition énergétique du 4 avril 2013, 2 ateliers de réflexion ont été proposés. Chaque atelier a abordé une des quatre questions du Débat national au sein de laquelle 7 sujets ont été traités reposant sur les observations et les échanges issus du Schéma Régional Climat Air Énergie Poitou-Charentes (SRCAE) ou de sa mise en consultation.

•**Thème de l'Atelier 1** : Comment aller vers l'efficacité énergétique et la sobriété ?

•**Nombre de participants à l'atelier N° 1** : 75

•**Nombre de groupes de travail** : 14

•**Sujets proposés** :

- 1. L'accompagnement du particulier
- 2. Les outils de planification
- 3. La réhabilitation des bâtiments
- 4. La sobriété dans les usages de l'électricité
- 5. L'Agriculture
- 6. La maîtrise de l'énergie dans les entreprises
- 7. La Mobilité

•**Thème de l'Atelier 2** : Quelle trajectoire pour atteindre le mix énergétique en 2025 ? Quels types de scénarios possibles à l'horizon 2030 et 2050 dans le respect des engagements climatiques de la France ?

•**Nombre de participants à l'atelier N° 1** : 89

• **Nombre de groupes de travail** : 12

• **Sujets proposés** :

- 1. Le réseau intelligent
- 2. Le rôle du particulier dans le développement des énergies renouvelables
- 3. L'accompagnement au développement des énergies renouvelables
- 4. La territorialisation de l'énergie
- 5. Le cadre de mise en œuvre du développement des énergies renouvelables
- 6. Le développement des énergies marines
- 7. Quel R&D pour la production, distribution, consommation, stockage ?

Il est à noter que le thème des énergies marines, qui avait d'ores et déjà fait l'objet de nombreux travaux en région, par le Conseil Économique Social Environnemental Régional (CESER), la Région, l'Institut Atlantique Aménagement du Territoire (IAAT) n'a pas motivé de travaux complémentaires.

### III BILAN QUANTITATIF

#### III.1 Les personnes mobilisées

Au total, le débat sur la transition énergétique a mobilisé plus d'un millier de personnes en Poitou-Charentes (producteurs et distributeurs d'énergie, développeurs, collectivités locales, chambres consulaires, associations de consommateurs et environnementales, entreprises, réseaux bancaires, syndicats professionnels, chercheurs, syndicats, étudiants, citoyens, ...).

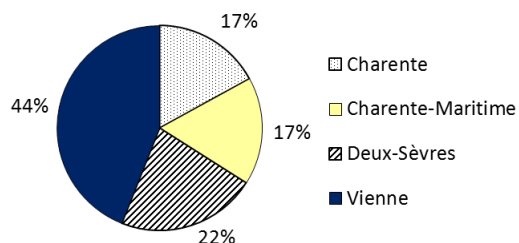
#### III.2 Les contributions libres

Sur le site internet du débat national, 11 personnes ont apportés leurs expériences ou déposés leurs commentaires et propositions sur plusieurs sujets (nucléaire, économie d'énergie, voitures électriques, hydroélectricité, mobilité, proximité, ...). La Région Poitou-Charentes a aussi collectée des contributions de particuliers ou d'associations directement par retour de courriel.

#### III.3 Les événements labellisés

Au total, ce sont 18 événements, de nature diverse (ateliers, tables rondes, conférences, débats, ...) qui ont été labellisés par la Région :

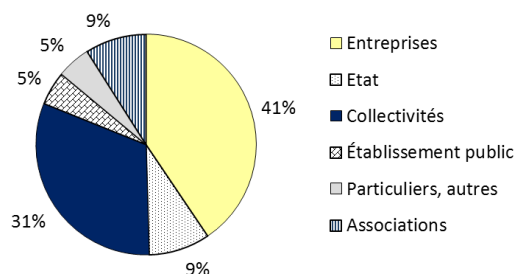
- 3 en Charente ;
- 3 en Charente-Maritime ;
- 4 en Deux-Sèvres ;
- 8 en Vienne.



RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES ÉVÉNEMENTS LABELLISÉS

Parmi les structures qui ont organisé des événements labellisés :

- 9 sont des entreprises ;
- 7 des collectivités ;
- 2 Etat ;
- 1 établissement public ;
- 2 des associations ;
- 1 élu parlementaire (député de la Vienne).



RÉPARTITION DES ÉVÉNEMENTS LABELLISÉS PAR TYPE D'ORGANISATEURS

La Région a également collecté et synthétisé des propositions et recommandations, fruits d'événements non labellisés mais qui se sont déroulés en Poitou-Charentes.

## **IV LES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES**

La première difficulté a été de s'inscrire scrupuleusement dans le cadre rigoureux que proposait le protocole national. Les initiatives prises par les différents acteurs en région sont peu visibles sans la labellisation de celles-ci.

Une faible proportion de citoyens et d'acteurs se sont approprié les enjeux du Débat malgré une large communication sur l'initiative. L'accompagnement de proximité, à une échelle communale ou intercommunale, pour une réelle mobilisation semble indispensable.

## PARTIE 2: LE CONTENU DU DÉBAT EN POITOU-CHARENTES

### I INTRODUCTION

Les propositions et idées issues des différentes contributions des habitants et des acteurs socio-économiques du Poitou-Charentes s'articulent autour des 4 grandes questions du débat. Cependant des recommandations ou propositions ont un caractère transversal ; elles sont présentées ci-après :

La transition énergétique doit engendrer une décentralisation où les territoires trouvent toute leur place, où la participation et l'implication du citoyen est facilitée. Elle est l'occasion, dans un contexte économique et social difficile, de proposer un modèle de développement économique produisant et renvoyant de la valeur vers le territoire. C'est donc, au-delà des enjeux énergétiques, un enjeu de développement économique et de cohésion sociale.

Pour réussir la transition énergétique, il va de soi que l'adhésion ou l'implication éclairée du public doit être recherchée grâce par exemple à l'amplification du réseau des Espaces Info Energie (ou l'équivalent), la multiplication des événements et actions d'information et de formation, afin de permettre au public un choix éclairé sur ses consommations et leurs conséquences à long terme.

De même, il a été souligné la nécessité de proposer un cadre fiscal, législatif, normatif stable. L'illustration des différentes modifications d'intervention de l'Agence nationale de l'habitat (Anah) a notamment été citée en illustration, au regard des enjeux de la lutte contre la précarité énergétique (évolution des règles d'attribution, le stop and go sur les propriétaires bailleurs...).

### II QUESTION 1 : COMMENT ALLER VERS L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE ET LA SOBRIÉTÉ ?

#### II.1 Propositions d'ordre général

##### II.1.a Les consensus ou propositions collectives

###### **Priorité à la sobriété énergétique**

###### *A l'échelle nationale*

###### *Éducation à l'environnement – Formation*

**Encourager le développement de l'éducation à l'éco-citoyenneté énergétique** et la sensibilisation au développement durable auprès, notamment, du jeune public. Des moyens sont donc nécessaires pour soutenir la mise en place d'actions éco-citoyennes avec les enfants et les jeunes suscitant l'envie et les moyens d'agir à l'échelle.

**Communiquer, selon des modes rénovés (mobile, internet, ...) auprès du grand public** sur les enjeux réels liés à l'énergie et sur les possibilités d'action, en veillant à donner un caractère concret et rattaché au quotidien. Ceci doit induire des modifications de comportements.

**Recourir à l'enseignement**, qu'il s'agisse de formation initiale et continue.

**Diffuser les bonnes pratiques** afin d'engager un processus d'apprentissage collectif positif et montrer que les solutions assurant la transition énergétique existent.

**Donner aux citoyens les moyens et les outils pour connaître leur consommation réelle** afin d'établir des bilans, et de contrôler les dépenses énergétiques de leurs bâtiments pour les responsabiliser et engager une prise de conscience.

**Redécouvrir le bon sens** et développer l'architecture bioclimatique.

**Définir une approche globale de la réhabilitation en s'appuyant sur des formations transversales** (conçues avec les acteurs du bâtiment), la mise en place d'un système de contrôle périodique des bâtiments (test d'étanchéité, qualité de l'air,

thermographie Infrarouge, ...) qui serait incitatif ou obligatoire.

### *Outils de planification*

**Mettre en œuvre des politiques foncières** permettant le développement d'une agriculture de proximité et des circuits courts alimentaires, une urbanisation favorisant la densification et le recours aux transports collectifs.

**Renforcer le développement de systèmes de consigne, recyclage** des produits.

**Créer des guichets uniques qui ne soient pas de simples plate-formes de relais mais des réels apports de conseils techniques et financiers** : l'un pour les particuliers pour donner conseil et aide au financement, l'autre pour les collectivités et entreprises pour favoriser l'accès à la demande. Cela implique un **renforcement des réseaux existants et une coordination réelle et accrue de ceux-ci**.

### *Mobilité*

Concernant la mobilité et les transports, il faudrait :

- accroître les transports en commun à bas coût (TER, bus) ;
- réduire le transport routier au strict minimum ;
- limiter les lignes LGV et TGV ;
- réduire les vitesses (trains, routes, autoroutes) ;
- revenir au fret par trains, péniches, ferroulage, par conteneurs normalisés ;
- développer des transports hybrides : fuel/voile pour bateaux, essence/électricité etc...

### *Recherche et développement (R&D)*

A l'échelle régionale, nationale, et internationale, **développer la R&D concernant les comportements** en rapport avec l'énergie pour faire évoluer ces derniers (par la **démonstration et l'expérimentation progressive**) et se donner les moyens de « massifier » les changements de comportements grâce à l'appropriation par les acteurs. Les premières actions à entreprendre pour atteindre cet objectif seraient de :

- réaliser un état des lieux des actions existantes et des centres de compétences ;
- définir l'organisation du pilotage des actions en associant les acteurs concernés (associations de consommateurs, énergéticiens, collectivités, entreprises, chambres consulaires, citoyens...) ;
- mener des expérimentations « économie positive », soutenables sous forme d'appels à projets État/Région/Europe et dans des modes d'organisations innovants (coopératives, économie participative, micro-finance, ...) ;
- développer nos capacités à dialoguer et sensibiliser, inciter aux comportements citoyens au travers des médias (ce sont aussi des outils pour mobiliser les aides et les épargnes), la scolarité et la formation.

### *Utilisation rationnelle de l'énergie*

Encourager la création de réseaux de chaleur pour récupérer la chaleur perdue (chaleur fatale) par de nombreuses entreprises.

### *A l'échelle régionale*

#### *Centre de ressources*

**Mettre en place une plateforme de rénovation de l'habitat** qui assumerait les fonctions suivantes : conseil, accès à l'expertise, suivi des opérations, évaluation.

**Mettre en place un Centre de Ressources plus spécialement dédié à l'emploi et l'évolution des métiers** de la construction pour accélérer les mutations nécessaires.

**Développer des guichets uniques de proximité pour le particulier** pour mieux détecter les besoins, communiquer (y compris avec la filière travaux) sur l'ensemble des dispositifs d'aides mobilisables et mieux conseiller (conseil neutre et de qualité sur les choix techniques et les éco-gestes) en incitant et favorisant la mise en place d'ambassadeurs locaux de l'énergie sur le court terme et dont le recrutement serait facilité par des aides financières.

Les groupements d'employeurs sont importants pour conserver les compétences dans le secteur du bâtiment.

#### *Sensibilisation - Formation*

**Compléter ou anticiper les dispositifs réglementaires favorisant les démarches vertueuses** en affichant clairement les

consommations, en faisant évoluer la réglementation pour augmenter le taux de garantie des produits et en s'appuyant sur les enjeux locaux et les retours d'expériences.

**Favoriser et encourager la sobriété dans les usages électriques notamment dans les domaines de l'éclairage public** (réduction des horaires de fonctionnement, de l'intensité lumineuse, utilisation de LED, candélabres autonomes, ...), **du tertiaire** (extinction de l'éclairage, des appareils en veille, ...) **et des commerces** (plan de rénovation des locaux commerciaux) en s'appuyant sur les politiques locales, les chartes d'entreprise, le développement d'alternatives à l'usage de l'électricité (chauffage au bois et cogénération), et l'évolution de la tarification de rachat des énergies renouvelables pour favoriser l'autoconsommation.

**Déployer des outils d'information sur les consommations via les compteurs communicants** et sensibiliser de manière à renforcer la prise de conscience de la responsabilité individuelle.

**Rénover les logements collectifs et diminuer les besoins énergétiques des logements privés existants en généralisant le soutien aux territoires engagés dans un projet global de réhabilitation**, en aidant à la création (formation transversale des professionnels, augmentation du plafond de revenus pour l'accès aux aides, ...) de réalisations exemplaires de proximité et en valorisant ces dernières.

### *Planification*

**Stabiliser voire diminuer la facture énergétique** des ménages, collectivités, entreprises en :

- diminuant la facture liée aux transports (limitation de l'étalement urbain, développement des transports en commun, choix de l'alimentation) ;
- diminuant la facture liée au chauffage (rénovation thermique des bâtiments) ;
- développant des unités de production décentralisée d'énergie ;
- optimisant l'utilisation des ressources naturelles locales et les besoins d'une part (exemple : mini-réseaux de chaleur en milieu rural) et en exploitant le potentiel de production locale d'énergie renouvelable et d'énergie de récupération. Cela suppose avoir une connaissance détaillée des gisements, de son potentiel de production et de sa consommation (développement de solutions technologiques par les opérateurs d'énergie?) ;
- instaurant une fiscalité incitative (faire payer l'énergie nucléaire à son juste prix c'est à dire en prenant en compte les coûts du démantèlement, de la gestion millénaire des déchets et des installations démembrées) ;
- simplifiant les démarches administratives, juridiques et les réglementations pour la mise en œuvre des projets d'énergie renouvelable et en facilitant l'accès au prêt pour les communes.

### *Mobilité*

**Diminuer les déplacements domicile-travail** en favorisant le télé-travail et en instaurant une politique de maîtrise des prix fonciers autour des bassins de l'emploi.

**Développer le « dévoiturage » pour un usage limité de la voiture individuelle et réduire les déplacements imposés** via :

- la mise en place d'une fiscalité écologique (taxation du carburant) ;
- l'obligation de la densification de l'habitat autour des axes de transport collectifs (avec une prise en compte de la dimension sociale c'est à dire du prix du foncier notamment) ;
- le caractère obligatoire du Plan de Déplacement des Entreprises (DPE) ;
- l'incitation au covoiturage et à l'auto partage ;
- une large campagne d'information sur le budget réel des déplacements, mais aussi des actions de sensibilisation en direction des scolaires et des adultes.

**Développer, encourager et faciliter la multimodalité des transports** en :

- réservant des places de parking à proximité des transports en commun pour les utilisateurs réguliers (intégration dans l'abonnement ou mise en place d'un tarif privilégié) ;
- créant un abonnement unique entre les Autorités Organisatrices de Transport (un interlocuteur unique et un seul site internet) qui permettrait d'utiliser différents modes de transport (auto-partage, vélo, train, bus,...) ;
- créant des espaces « Info-mobilité » ;
- communiquant auprès des entreprises, des associations, des élus, des particuliers et des scolaires sur l'existence de ce système et sur ses facilités d'utilisation ;
- organisant des journées « découvertes » (gratuites).

## II.1.b Les propositions isolées (échelle nationale)

**Créer de l'échange et de la coopération entre les professionnels** : plus grande transversalité dans le domaine du bâtiment.

**Créer un poste de responsable « énergies » dans les entreprises et collectivités** afin de réduire drastiquement les consommations. Ce poste serait alors autofinancé par les économies.

## II.1.c Les propositions aux opinions partagées (échelle nationale)

Un programme de rénovation du bâti est lancé. Toutefois la mise en œuvre opérationnelle n'est pas claire. Les avis divergent sur les responsabilités et rôles des acteurs... Or les enjeux sont importants, tant pour les économies d'énergie à réaliser qu'en termes de marchés potentiels pour les entreprises.

90% des citoyens ne savent pas ce qu'est la transition énergétique. Comment faire pour que les questions sur la transition énergétique sortent du débat d'experts pour devenir un débat citoyen ?

## II.2 Propositions d'ordre réglementaire

### II.2.a Les consensus ou propositions collectives (échelle nationale)

**Développer l'étiquetage énergétique et environnemental des produits** pour une meilleure information du consommateur sur l'origine.

**Renforcer les systèmes législatifs** à destination des fabricants de produits **pour lutter contre l'obsolescence programmée**.

**Passer d'un diagnostic énergétique à un Passeport Travaux global**, en s'appuyant sur des outils réglementaires et des cahiers des charges.

**Encourager et faciliter le recours à des matériaux bio sourcés** par un traitement adapté des textes législatifs (Documents Techniques Unifiés (DTU), réglementation incendie, ...)

**Poursuivre l'évolution des réglementations thermiques** et veiller à leur bonne application.

### II.2.b Les propositions isolées (échelle nationale)

**Modifier le code de la construction** en rendant obligatoire la présence d'éclairage naturel suffisant (baies, fenêtres, impostes, verrières, skydome, etc..) dans tous les espaces et locaux de passage habituellement aveugles et obscurs tels que les escaliers de secours ou les escaliers usuels, les couloirs, les locaux poubelles, les caves, les sanitaires, les réserves, etc. **Imposer simultanément des systèmes automatiques de mesure** de luminosité intérieure, d'interdiction de commande d'allumage électrique (sonde de présence, sonde crépusculaire, etc)

**Imposer simultanément des systèmes automatiques de mesure** de luminosité intérieure, d'interdiction de commande d'allumage électrique (sonde de présence, sonde crépusculaire, etc)

**Diagnostics énergétiques obligatoires dans le secteur résidentiel**

**Tarification progressive protégeant ainsi les plus précaires** et incitant les autres à économiser.

**Limiter et légiférer sur l'auto-entreprenariat** dans le bâtiment, lutter contre la concurrence étrangère déloyale.

**Disposer d'une plus grande stabilité des dispositifs d'ordre réglementaire** pour donner le temps aux entreprises de s'organiser. Ainsi, le temps de décision serait moins long et le temps de réalisation des opérations augmenté.

## II.3 Propositions d'ordre financier

### II.3.a Les consensus ou propositions collectives (échelle nationale)

**Faciliter le financement citoyen et l'implication des citoyens** dans les projets se développant sur les territoires.

**Mise à la disposition des (co)propriétaires de moyens de financement sur un temps long**, et avec surveillance de la qualité du diagnostic et des prestations.

**Mettre en place des financements** facilitant la mise en place de conseils de proximité.

**Mettre en place une tarification incitative** dans le sens de l'économie et de l'innovation en l'accompagnant de dispositifs pour les situations de précarité énergétique et de compétitivité dans les entreprises.

### II.3.b Les propositions isolées (échelle nationale)

**Instaurer une fiscalité incitative en basculant** (à montant constant) **les charges fiscales de secteurs peu énergivores** (alimentation, information, communication, loisirs, culture, ...) **vers les secteurs qui le sont plus** comme l'énergie et le carburant. Les dépenses d'énergies augmenteront tandis que les dépenses liées aux services peu délocalisables (alimentation, culture,...) baisseront. Le total est identique, mais les signaux-prix différents et incitent aux économies d'énergies, aux changements d'habitudes, ... et à plus de loisirs. Certes, certains ménages en pâtiront (passoires thermiques, logements éloignés du lieu de travail, mais ne prenons pas prétexte de ces situations pour traîner les pieds. Pourquoi attendre ?

## **III QUESTION 2 : QUELLE TRAJECTOIRE POUR ATTEINDRE LE MIX ÉNERGÉTIQUE EN 2025 ? QUEL TYPE DE SCÉNARIOS POSSIBLES À L'HORIZON 2030 ET 2050 DANS LE RESPECT DES ENGAGEMENTS CLIMATIQUES DE LA FRANCE ?**

### III.1 Propositions d'ordre général

#### III.1.a Les consensus ou propositions collectives

##### *A l'échelle nationale*

**Développer un mix énergétique et réduire le nucléaire.**

Les risques nucléaires, y compris en Poitou-Charentes, sont sous évalués : il faut donc encourager les énergies qui ne laissent pas de déchets dangereux et inmaîtrisables pour les générations futures.

**Renforcer les efforts de recherche et développement, d'innovation sur les énergies propres** afin de les rendre plus performantes, moins coûteuses, et développer un secteur industriel plus pointu et les développer sur le territoire.

**La technique d'extraction du gaz de schiste utilisée aujourd'hui est trop dangereuse.** Non seulement pour les nappes phréatiques mais également, à plus court terme, pour tous les milieux naturels et les terres agricoles. Les gaz de schiste ne constituent pas une option valable, les rendements sont extrêmement bas et ne sont pas adaptés au territoire français. Ils constituent un risque environnemental et nuisent au développement des énergies décarbonnées.

**La géothermie est à encourager.**

**Développer sur le territoire les énergies renouvelables plus matures et les plus pertinentes** (proximité de l'océan pour les éoliennes off-shore et l'houlomoteur, région agricole générant des déchets propices à la méthanisation, filières bois importantes, photovoltaïque).

**Faciliter le droit à l'expérimentation et l'autoconsommation de l'énergie.**

## *A l'échelle régionale*

### **Valoriser le potentiel local de la méthanisation.**

En s'appuyant sur le Schéma Régional de Raccordement au Réseau des Énergies Renouvelables (S3RER), augmenter la lisibilité, la maîtrise des consommations et planifier en cohérence et en concertation avec les différents acteurs et les différents échelons territoriaux, le réseau et les productions de manière à optimiser les ressources.

### **Rendre chaque picto-charentais acteur du développement des énergies renouvelables à l'horizon 2015, à titre :**

- individuel (équipement, consommation) grâce à un accompagnement et des conseils via les ambassadeurs de l'Energie ou les EIE, sur les énergies renouvelables régionales possibles et les modalités de mises en œuvre (impact, financement, gains,...) dont les procédures administratives doivent être simplifiées
- collectif par des investissements dans des projets collectifs, la finance participative, et en intégrant une dimension globale aux projets développés dans les territoires, qui serait renforcée par l'implication de tous les acteurs locaux, individuels, collectifs,... et qui viendrait compléter et enrichir le schéma régional.

### **A l'horizon 2015, un territoire par département devra être à énergie positive.**

En Poitou-Charentes, à l'horizon 2025 ; 40 % de la population devrait être capable de situer sa consommation par rapport à un référentiel.

**De plus, d'ici à 2050, au moins 50 % de la population des 4 agglomérations chefs-lieux devraient être associés à une démarche de maîtrise de l'énergie reposant sur le comptage intelligent et sur une politique de transport multimodale.**

**Les territoires doivent s'approprier les notions d'efficacité et les enjeux d'un mix de production décentralisée**, se doter d'outils pour informer, former, accompagner et impliquer tous les acteurs du territoires (consommateurs, élus, producteurs, administrés, ...).

## III.1.b Les propositions isolées (échelle nationale)

Prendre en compte les différents scénarii déjà existants pour alimenter la réflexion sur les propositions qui seront faites dans le projet de loi de programmation sur la transition énergétique.

Poursuivre la production d'électricité d'origine nucléaire puisque nous en maîtrisons les processus.

## III.1.c Les propositions aux opinions partagées

### *A l'échelle nationale*

L'indépendance énergétique de la France suscite un avis partagé. En effet, certains insistent sur le coût environnemental alors que d'autres pointent l'intérêt d'exploiter une ressource locale comme de gaz de schiste plutôt qu'importer du gaz.

L'agriculture ne présente pas un bilan d'émissions de gaz à effet de serre positif, car on ne prend pas en compte le rôle des plantes qu'elle produit.

### *A l'échelle régionale*

L'arrêt du nucléaire, l'utilisation de l'éolien et de la biomasse en Poitou-Charentes.

Concernant le développement de la filière bois-énergie, notre région est bien lancée et doit continuer ses efforts.

## III.2 Propositions d'ordre réglementaire

### III.2.a Les consensus ou propositions collectives (échelle nationale)

**Simplifier les démarches administratives** (législation, normes, ...) et **rendre stable et visible le cadre de mise en œuvre** (fiscalité, conditions économiques, lois, ...) des projets d'énergies renouvelables via :

- la suppression de la procédure ICPE (Installation classée pour la protection de l'environnement) pour l'éolien ;
- la diminution du nombre de documents administratifs à fournir et une procédure d'instruction plus rapide ;
- l'allègement de la réglementation et une plus grande clarté et simplicité des textes afin d'éviter les interprétations ;
- la définition de la notion de recours « abusif » pour permettre des poursuites ;
- la prise en compte de l'exemplarité des bonnes pratiques en Europe ;
- la suppression des appels d'offres photovoltaïques pour les moyennes surfaces et la régionalisation des appels d'offres ;
- la mise en cohérence des zones favorables au développement des énergies renouvelables entre les différents schémas de développement ;
- la création d'un groupe (ou d'une commission) de simplification des procédures ;
- la mise en place d'un observatoire des énergies renouvelables ou d'une commission régionale avec des indicateurs de suivi (ex : temps de réalisation des projets, projets en attente) mais aussi la création de commissions indépendantes pour identifier les contraintes limitant le développement des énergies renouvelables (radars,...) ;
- la création de guichets uniques (régionaux et locaux) regroupant les compétences déjà existantes.

### III.2.b Les propositions isolées (échelle nationale)

En autorisant EDF à distribuer la chaleur et la vapeur issues du circuit de refroidissement des centrales électriques nucléaires, nous pourrions réimplanter en France de l'emploi notamment via l'industrie du pneu et du caoutchouc qui sont fortement consommatrices de chaleur et de vapeur.

## III.3 Propositions collectives d'ordre financier

La stabilité temporelle des aides et des subventions.

## **IV QUESTION 3 : QUELS CHOIX EN MATIÈRE D'ÉNERGIES RENOUVELABLES ET DE NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'ÉNERGIE ET QUELLE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET TERRITORIAL ?**

### IV.1 Propositions d'ordre général

#### IV.1.a Les consensus ou propositions collectives

##### *A l'échelle nationale*

##### *Recherche*

**La France doit s'engager de façon déterminée dans la recherche** concernant :

- les performances des matériaux (isolants, batteries, capteurs solaires, ...) et des processus (ratios énergétiques des industries, des services, de l'agriculture.) ;
- les technologies des énergies renouvelables (y compris énergies marines) ;
- les technologies de conversion-stockage-relargage d'énergie ;
- la connaissance des ressources non polluantes et leur exploitation rationnelle (bois et biomasse, émissions d'hydrogène diffus, géothermie ...) ;
- le démantèlement des installations nucléaires et un devenir sûr pour les déchets, en accompagnement d'une sortie claire, programmé et aussi rapide que possible du nucléaire.

- La recherche permettra de créer/conservé des emplois « internes » mais aussi d'exporter des prestations de services.

**Soutenir la recherche dans le secteur du stockage** (mettre au point des chargeurs de batteries à partir du photovoltaïque...), développer d'autres modes de stockage d'énergies (pneumatique, lacs d'altitude, ...), et réhabiliter les techniques de captage d'énergie au fil de l'eau dans les régions montagneuses.

### *Économie*

**Développer la chimie verte** : secteur emblématique des enjeux du développement durable qu'il convient de promouvoir pour une meilleure connaissance et compréhension de tous.

Avec l'épuisement des ressources du carbone fossile et les problèmes environnementaux liés aux émissions de gaz à effet de serre, une attention particulière doit être portée à l'utilisation des matières premières d'origine renouvelable pour la synthèse de nombreux intermédiaires chimiques et bio produits.

**Faciliter et encourager le développement de filières industrielles d'énergies renouvelables.** La France doit rattraper le retard qu'elle a pris dans le domaine de la fabrication des « transformateurs » d'énergies renouvelables de proximité (éoliennes, panneaux solaires, etc...), pour une consommation locale. Ils doivent être répartis sur l'ensemble du territoire (comme les châteaux d'eau) et les sites industriels doivent s'en rapprocher.

### *A l'échelle régionale*

**Organiser des rencontres et des sessions de travail** avec les acteurs concernés ou désireux de l'être.

**S'assurer de l'équilibre entre production et consommation d'énergie** au niveau local et entre les territoires.

**Encourager et faciliter la solidarité territoriale** : équité entre les usagers en terme d'accès au service et de coût.

### *Conseils - assistance*

**Regrouper, d'ici 2014, l'ensemble des structures d'assistance à maîtrise d'ouvrage afin de créer une unique structure régionale** d'accompagnement au développement des énergies renouvelables (guichet unique : service public), avec des antennes territoriales. Cela permettrait de couvrir la totalité du territoire, de créer un réseau homogène d'assistance et ayant des outils communs afin de veiller à l'équité de l'accompagnement pour tous les acteurs.

**Encourager les projets pilotes innovants**, en instaurant éventuellement un quota de projets pilotes annuels par département.

**Améliorer la connaissance de la consommation énergétique des entreprises** grâce à des diagnostics, des tableaux de bords précisant les indicateurs pertinents à suivre, des échanges de bonnes pratiques sur une zone ou un secteur d'activité ...

**Inciter** (ne pas les contraindre avec des réglementations supplémentaires) **à engager des démarches de maîtrise d'énergie** en développant une réelle démarche d'information, d'une part sur les aides existantes, l'intérêt d'agir (évolution des coûts de l'énergie et enjeux du réchauffement climatique), mais aussi l'intérêt compétitif pour ces dernières.

### *Recherche*

**Investir dans la recherche et créer un pôle régional pour l'innovation dans le stockage d'énergies** en partenariat avec les experts et les industriels pour une recherche adaptée (universitaire).

## IV.1.b Les propositions isolées

### *A l'échelle nationale*

**Produire à grande échelle des carburants nouvelle génération** grâce à la transformation des déchets organiques ou végétaux par des bactéries modifiées.

**Relocaliser les productions**, consommer local (ou de proximité) et taxer l'importation des produits afin de créer ou conserver nos emplois, et diminuer les gaz à effets de serre.

**Encourager, renforcer le développement de haies et de bois** qui pourraient servir à produire du chauffage localement et à moindre coût.

**Vigilance sur la production d'agro carburants** qui ont un bilan négatif ! Toute la politique agricole est à reconsidérer dans le souci de circuit court moins générateur de CO2.

**Favoriser et faciliter, dans le respect de la biodiversité et de la continuité écologique, le développement de l'hydroélectricité**, solution alternative en terme de production d'énergie.

**La priorité est bien dans la réduction de nos consommations et non pas dans le développement d'énergies renouvelables** (nouveau marché) qui se développent beaucoup moins vite que notre consommation augmente alors que nous sommes en période de crise. **Mieux cibler les soutiens financiers.**

#### *A l'échelle régionale*

Pour produire l'équivalent électrique de la centrale de Civaux, il faudrait environ 35 000 hectares de champ photovoltaïque ou 5 000 éoliennes de 2 MW. Il serait peut être plus efficace avec ces subventions d'installer des chauffe-eaux solaires sur chaque logement (création d'emplois non délocalisables).

### IV.1.c Les propositions aux opinions partagées

#### *A l'échelle nationale*

Les économies liées à l'exploitation et au transport d'une nouvelle énergie comme le gaz de schiste peuvent-elles contrebalancer ou même être comparées aux impacts écologiques qui en découleraient ? Délocaliser certains fermiers afin de créer des zones spécifiquement pour l'élevage, les cultures ou l'exploitation du gaz de schiste. Est-ce une solution durable ? Ou cela ne revient-il pas uniquement à déplacer et reporter le problème ?

Pour certains, l'exploitation du gaz de schiste est un atout non négligeable dans le re-développement d'une prospérité énergétique de la France face à ces voisins européens. Pour d'autres, ce n'est qu'une "illusion économique" face aux dangers environnementaux qui finiront par coûter plus chers à la communauté et à l'État.

**Le « tout technologie » n'est pas une solution car il existe un effet rebond.** Les changements de comportements ont donc une part importante dans la transition énergétique. La technologie ne résoudra pas tout (exemple de l'éclairage).

Encourager le développement de diagnostics et de formations pour **disposer d'un réseau de professionnels qualifiés**. Toutefois, les entreprises doivent aussi se former constamment pour suivre les évolutions technologiques (ex du photovoltaïque).

#### *A l'échelle régionale*

**Poursuivre le déploiement des véhicules électriques et des bornes de recharges.**

## IV.2 Propositions d'ordre réglementaire

### IV.2.a Les consensus ou propositions collectives (échelle nationale)

**Obliger les fournisseurs d'énergie et les fabricants d'appareils à apporter l'information juste sur la consommation énergétique** et développer une méthode de certification de cette information.

### IV.2.b Les propositions isolées (échelle nationale)

**Obliger à installer des systèmes de délestage** en fonction des différents tarifs et options tarifaires, mais aussi installer des systèmes de délestage de puissance en fonction des usages internes (couper un radiateur quand on utilise le fer à repasser, etc...) Même principe dans l'industrie.

**Augmenter le champ d'action des Commissions Départementales de Consommation des Espaces Agricoles (CDCEA)** sur tous les dossiers consommateurs d'espaces agricoles et naturels.

### IV.3 Propositions aux opinions partagées d'ordre financier

La voiture électrique est un modèle à développer. Il faut l'encourager, plus encore, fiscalement.

## **V QUESTION 4 : QUELS COÛTS, QUELS BÉNÉFICES ET QUEL FINANCEMENT DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ?**

### V.1 Propositions d'ordre général

#### V.1.a Les consensus ou propositions collectives (échelle nationale)

**Instaurer une justice sociale écologique et intégrer le principe de solidarité économique géographique** dans l'hexagone.

**Le financement de la recherche et du développement énergétique pourrait se faire sans coûts supplémentaires si on renonçait à des programmes existants :**

- Réacteur Pressurisé Européen (EPR), car ce n'est pas une technologie rentable et conduit la filière dans une impasse financière ;
- International Thermonuclear Experimental Reactor (ITER), car la fusion est pure utopie, juste utile à gaspiller les crédits de la recherche ;
- Advanced Sodium Technological Reactor for Industrial Demonstration (ASTRID), les réacteurs de 4ème génération sont le rêve du savant mais le cauchemar de l'ingénieur, car on ne sait pas faire.

#### V.1.b Les propositions isolées (échelle nationale)

Afin de réduire notre dépendance au pétrole, les émissions de gaz à effet de serre (GES) et relancer l'emploi, l'État devrait investir massivement (dotation et/ou prêt à taux réduit) dans les entreprises nationales automobiles, investissements exclusivement dédiés à la promotion, le développement et l'amélioration des voitures électriques. Il devrait être instauré une prime à l'achat de voitures électriques fabriquées en France. Celles-ci doivent avoir une autonomie satisfaisante, et les relais de recharge doivent être généralisés dans toutes les stations-service.

#### V.1.c Les propositions aux opinions partagées (échelle nationale)

Comment investir alors que les effets de marchés donnent des coûts d'énergie à la baisse et que les systèmes financiers poussent à des retours sur 3 ou 4 ans ?

### V.2 Propositions collectives d'ordre réglementaire (échelle nationale)

**Mettre en place et redéfinir le périmètre d'action de la taxe carbone.**

### V.3 Propositions d'ordre financier

#### V.3.a Les consensus ou propositions collectives (échelle nationale)

**Développer une ingénierie financière** pour faciliter la mise en œuvre d'investissement tout particulièrement au sein des entreprises. Il faut trouver une formule type « contrat de performance énergétique » ou autre ingénierie financière (nouvelles

modalités de financements innovants : tiers investissement, prises de participation, financement participatif citoyen, etc ...)

**Proposer des financements apportant une réponse au problème de trésorerie** des porteurs de projet (pas d'endettement avant perception de l'aide).

**Réaménager le Prêt à Taux Zéro (PTZ)** : le rendre sécable pour permettre aux particuliers de réaliser des opérations séparées dans le temps.

**Affecter, au moins, 24% des fonds FEDER européen, pour 2014/2020, à l'efficacité énergétique.**

**Baisser la TVA pour les travaux de rénovation énergétique.**

**Mettre en place une fiscalité incitative sans alourdissement global** pour accélérer le passage à l'acte de tous les acteurs avant que les prix des énergies ne montent à des niveaux « étouffants ». Cela pourrait passer par l'institution d'un dispositif de bonus-malus :

- un régime d'aides (fiscalité négative) équilibré favorable aux investissements porteurs d'économies, et un allègement des prélèvements sur le travail et les services peu délocalisables, compensés par des augmentations des prélèvements sur l'ensemble des consommations d'énergies ;
- des dispositifs sociaux temporaires pour les ménages ou entreprises dont les situations actuelles particulières sont telles que ces substitutions fiscales conduiraient pour eux à des alourdissements insupportables.

### V.3.b Les propositions isolées (échelle nationale)

**Mettre fin à l'obsolescence programmée des équipements** (électroménager, multimédias, ...) par une surtaxe sur l'achat au profit des produits pérennes, recyclables et durables afin de limiter la surconsommation des matières premières et de l'énergie.

## VI QUELLE GOUVERNANCE ?

### *Planification*

**La gestion des réseaux doit être fondée sur une gouvernance et un partenariat facilitant la programmation et la pénétration des énergies renouvelables** (Schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables par exemple).

### *Au niveau régional*

**Les collectivités doivent pouvoir de façon simplifiée être partie prenante des projets énergies renouvelables** se développant sur leur territoire au-delà des bénéfices attendus par les taxes et la fiscalité locale.

**Renforcer le pouvoir politique local en matière d'énergie** (décision, compétences, coordination, définition d'une échelle pertinente).

### *Gouvernance*

**Mettre en place une participation citoyenne et une gouvernance** via :

- l'animation de la concertation et l'organisation d'un véritable dialogue social territorial ;
- l'engagement des entreprises dans une responsabilité sociale, sociétale et environnementale (exemple : ISO 26 000) ;
- l'anticipation des mutations et des transitions technologiques puis professionnelles et leurs incidences sur l'emploi et la formation ;
- la nécessité d'une volonté politique forte et d'une gouvernance territoriale associant les acteurs de la société civile.

## SOMMAIRE DES ANNEXES

Annexe 1 : Les contributions de particuliers sur le site internet du débat et celles reçues directement par courriel

Annexe 2 : Les contributions et propositions libres d'associations ou d'événements non labellisés

Annexe 3 : Les événements labellisés en Poitou-Charentes

Annexe 4 : Les contributions issues des événements labellisés : Avant Première citoyenne de Promised Land

Annexe 5 : Les contributions issues de la conférence régionale de lancement sur la transition énergétique du 4 avril

Annexe 6 : Les contributions issues des 2 tables rondes du 13 avril organisées par Europe Ecologie Les Verts de la Vienne

Annexe 7 : Compte rendu de la conférence sur l'Eco-habitat des 13 et 14 avril à Ardin

Annexe 8 : Les contributions issues des tables rondes co-organisées le 2 mai par la SCOP WISION et la commune de Vandré

Annexe 9 : Les contributions issues de la rencontre organisée le 14 mai par la CCI Poitou-Charentes

Annexe 10 : Les contributions issues des EnerCamp du 16 mai organisés par Schneider Electric

Annexe 11 : Les contributions issues des tables rondes et ateliers organisés par la CFDT le 21 mai

Annexe 12 : Les contributions issues des débats et tables rondes organisés par la mairie de Champniers le 11 juin

Annexe 13 : Les contributions issues de la conférence-débat co-organisé le 14 juin par la Communauté d'Agglomération de Niort, la ville de Niort et le Conseil Général des Deux-Sèvres

Annexe 14 : Les contributions issues des tables rondes organisées par Jean-Michel CLEMENT le 17 juin

# Annexe 1 : Les contributions de particuliers sur le site internet du débat et celles reçues directement par courriel

1 - Bonjour. Depuis longtemps, des scientifiques, ingénieurs, associations et citoyens étudient et documentent les scénarii de transition énergétiques ("Negawatt", "Virage énergie climat", "Enercoop", "ASDER", "ALISEE", "CLER",... Leur travail doit servir de base concrète à l'articulation des engagements pris par le gouvernement suite à ce débat. Des savants ont de tous temps chercher la symbiose entre l'Humain et le Vivant. Il est primordial de ne pas réinventer la roue, et de les impliquer dans le projet actuel.

2 - Mettre fin à l'obsolescence programmée des biens d'équipement (électroménager, multimédias, ...) par une surtaxe sur l'achat au profit des produits pérennes, recyclables et durables afin de limiter la surconsommation des matières premières et de l'énergie.

3 - A quand la production à grande échelle de carburants grâce à la transformation des déchets organiques ou végétaux par des bactéries modifiées ?

4 - Pourquoi est ce moins cher d'acheter une tomate qui a fait 2000 km plutôt que celle de l'agriculteur du coin??? Taxer l'import solution éco "logique". Consommer plus près pour un de meilleurs produits, des emplois chez nous et limiter les GES liés au transport de produit que nous savons fabriquer!

5 - Étant néophyte, ce commentaire ne prétend pas fournir de solution miracle, mais plutôt lancer le débat sur le thème de la promotion de la voiture électrique. Cependant, je suis convaincu qu'il est capital de réduire notre dépendance au pétrole. Outre l'impact climatique dévastateur du tout pétrole pour nos transports, il faut aussi considérer que cette dépendance au pétrole se caractérise par, au mieux une tolérance, au pire un soutien direct, à des régimes dictatoriaux, extrémistes, ou qui soutiennent le terrorisme international (Arabie Saoudite, Iran, etc.). Par ailleurs, pour viser une transition énergétique efficace et qui bénéficie d'une adhésion générale, il faut également que celle-ci soit productrice d'activités/d'emploi, et qu'elle prenne la forme d'un investissement. Une solution pourrait donc être pour l'État d'investir massivement (dotation et/ou prêt à taux réduit) dans les entreprises nationales automobiles, investissements exclusivement dédiés à la promotion, le développement et l'amélioration des voitures électriques. Celles ci doivent avoir une autonomie satisfaisante, et les relais de recharge doivent être généralisés dans toutes les stations service. Enfin, instaurer une prime à l'achat de voitures électriques fabriquées en France. Et ainsi réduire notre dépendance au pétrole (et donc notre soutien aux dictatures pétrolières...), réduire nos émissions de Co2 tout en relançant l'emploi. Voir: <http://www.youtube.com/watch?v=tqKR0N6VTmY> et <http://jaiundoute.com/dossiers/02/2012/qui-a-tue-la-voiture-electrique/>.

6 - Bonjour, Je tiens à dire mon remerciement à M. Jean Marc Jancovici, avec qui je suis en total accord sur sa présentation et son analyse faites à la commission. Ancien travailleur de l'énergie nucléaire j'ai fait ma carrière en grande partie à la centrale nucléaire de Creys Malville mis à l'arrêt par M. Jospin en 1997. J'ai fini ma carrière à la centrale nucléaire du Blayais. Ayant connu les deux types de réacteur REP et Surgénérateur, je peux vous donner un avis sur ces filières. En 20 ans de travail à la conduite du surgénérateur comme technicien au début puis chef d'équipe à la fin, je n'ai reçu comme dose que 2 mrem (0,02 mSv) alors que j'ai passé quelques heures dans le réacteur en puissance (avantage de cette filière de pouvoir marcher sur la dalle du réacteur à 100% et être en zone verte). Mes collègues mécaniciens, chaudronniers, électriciens, monteurs se faisaient du soucis lors de l'arrêt de Creys Malville car ils se voyaient retourner dans la filière REP avec un débit de dose beaucoup plus important sur les interventions. Je pense que quoi que fasse l'homme politique demain avec sa vision à 5 ans, nous reviendrons à une énergie nucléaire une énergie produite qui gère ses déchets. La fission maîtrisée actuellement est le moyen le plus efficace pour obtenir de l'énergie par kilogramme de matière, la fusion sera peut-être maîtrisée elle aussi, mais en attendant il faut faire avec ce que nos chercheurs et ingénieurs savent faire. Un avantage de la France sur les autres pays vis à vis du nucléaire c'est la maîtrise complète du cycle. E.D.F et ses chercheurs-ingénieurs-technicien avec sa maîtrise de l'exploitation (innovation dans la conduite par le pilotage des réacteurs via l'approche par état). Passer au photovoltaïque en faisant payer tous les Français à équiper certain nantis (qui comme cet agriculteur ayant mis 1000 m2 de panneau se disait j'aurais dû voir plus grand) et bien moi je vois ma fille gagner 1600€/mois après 10 ans comme infirmière avec un loyer à payer et une voiture pour travailler, donner des rentes à ces personnes bravo pour ce choix complètement absurde. Car quoi que fasse l'homme politique dans l'énergie, il ne peut pas laisser de coté le RENDEMENT, euh... si oui lui il peut.on le voit avec le photovoltaïque et l'éolien. Comme dit M. Jean Marc Jancovici sans énergie il ne peut y avoir croissance, et avec une énergie rare (donc obligatoirement chère) idem. Si demain on ferme Fessenheim je pense que M.Hollande subira le même sort que M.Jospin en 2002 car les Français n'accepteront pas le gaspillage politique qui veut faire plaisir à quelques amis. Voilà pour mon opinions et avis sur l'énergie.

7 - L'hydroélectricité fait partie des alternatives à étudier mais prenons garde à ne pas créer plus de dommages que de gains. Les cours d'eau à fort potentiel sont déjà équipés (EDF). La multiplication des usines privées aménagées sur d'anciens moulins ne peut générer la même production. La DCE incite à la réouverture des axes migratoires et du transit sédimentaire. Les dégâts écologiques créés par les ouvrages transversaux tels que les seuils sont très nombreux (ralentissement des eaux entraînant un

réchauffement et par conséquent la diminution du taux d'oxygène dissous engendrant une sélection vers les espèces les plus résistantes. C'est une réduction de la biodiversité. La continuité écologiques est également impactée par cette pratique (remontée des poissons migrateurs rendue difficile voire impossible). Les sédiments qui doivent également circuler restent bloqué en amont immédiat du seuil. leur transit est primordial. Pour l'instant, aucune solution technique réaliste n'est au point pour résoudre cet aspect hormis la suppression de l'ouvrage ce qui rend la production énergétique impossible...

8 - Il faudrait obliger à installer des systèmes de délestage en fonction des différents tarifs et options tarifaires, mais aussi installer des systèmes de délestages de puissance en fonction des usages internes (couper un radiateur quand on utilise le fer à repasser, etc...) Même principe dans l'industrie.

9 - Modifier le code de la construction en rendant obligatoire la présence d'éclairage naturel suffisants (baies fenêtres imposte verrière skydome etc..) dans tous les espaces et locaux de passage habituellement aveugle et obscurs tels que (escaliers de secours ou escaliers usuels, couloirs, locaux poubelles, caves, sanitaires, réserves, etc) permettant ainsi de ne pas utiliser les éclairages électriques en période diurne en imposant simultanément des systèmes automatiques de mesure de luminosité intérieure d'interdiction de commande d'allumage électrique (sonde de présence, sonde crépusculaire, etc).

10 - La transition demande des incitations pour entrer en application dans les choix de chacun. La fiscalité est un moyen puissant. Comment la rendre incitative sans l'alourdir ?

Je suis parti du budget-type établi par l'UNAF pour un ménage avec 2 enfants et 1 seule voiture, et j'ai fait une estimation des charges fiscales sur différents postes :

- 1330 € de TVA sur les postes peu énergivores : alimentation, information, communication, loisirs et culture
- 560 € de TVA et TICPE sur énergie et carburants.

Si on opère un basculement de fiscalité de 1000 € d'une rubrique sur l'autre, donc à montant constant, les dépenses d'énergies passent de 2 050 € à 3 050 €, tandis que l'alimentation et les services peu délocalisables baissent de 13 800 € à 12 800 €.

Total identique, mais signaux-prix incitatifs : vers les économies d'énergies, les changements d'habitudes, voire un projet de déménagement vers un logement mieux placé. Et vers plus de livres, internet, cinémas, concerts et spectacles.

A moyen terme : même niveau de vie, mais moins d'importations et plus de recours à des services peu délocalisables.

Certes, des situations particulières en pâtiront (passoires thermiques, logements loin des lieux de travail). Mais nous avons un intérêt collectif à réussir la transition, alors aidons-les à passer le cap, et ne prenons pas prétexte de ces situations pour trainer les pieds. Pourquoi attendre ?

11 - Les industries du pneu et du caoutchouc sont fortement consommatrice de chaleur et de vapeur.

Ce sont des entreprises qui consomment donc du gaz en grande quantité, et donc autant de CO2 dans l'air!

Les centrales électriques nucléaire ou pas ont un circuit de refroidissement dit tertiaire, qui n'est à aucun moment en contact avec la chaudière. Et le rendement de ces chaudières est assez faible (on dépasse difficilement les 1/3).

Bref quand une centrale produit 100 mega watt d'électricité, elle ne jette 200 dans l'air sous forme de chaleur...

Si on autorise EDF, à distribuer cette chaleur et cette vapeur, on peut alors réimplanter des industries du pneu et donc du travail en France. Et si on autorise EDF à vendre à tout petit prix (prix calculé pour être moins cher qu'une production dans des pays à bas coût), alors on a des idées pas de pétrole mais de l'argent !

12 – Créer un poste de responsable énergies dans les entreprises et collectivités afin de réduire drastiquement les consommations. Ce poste serait alors financé par les économies.

Dans le secteur résidentiel, les diagnostics énergétiques devraient être obligatoires. L'isolation et la rénovation du bâti créera des emplois non délocalisables. Il faudrait mettre en place une tarification progressive protégeant ainsi les plus précaires et incitant les autres à économiser.

Il faudrait augmenter le champ d'action des CDCEA (Commission Départementale de Consommation des Espaces Agricoles) sur tous les dossiers consommateurs d'espaces agricoles et naturel. Actuellement cette commission n'intervient que sur un point des dossiers.

13 – Madame, Monsieur,

Tout d'abord, merci de nous donner la possibilité de nous exprimer. Personnellement, j'ai une expérience dans l'optimisation des consommations énergétiques. En 2001, j'ai reçu la responsabilité de la consommation énergétique d'une entreprise régionale. Cette entreprise consommait alors 25 GWh. En 2007, elle ne consommait plus que 18 GWh avec pour autant une croissance de son activité nécessaire comme toutes entreprises. Les consommations de gaz naturel (chauffage) ont aussi diminué dans les mêmes proportions et nous avons aussi divisé par 2 les consommations d'eau potable et d'eau industrielle. Tout cela pour dire que la priorité est bien dans la réduction de nos consommations et non pas dans le développement d'énergies renouvelables (nouveau marché) qui se développent beaucoup moins vite que notre consommation augmente alors

que nous sommes en période de crise. Sous prétexte de faire de l'emploi de la croissance, nous subventionnons à grands frais des secteurs (énergies renouvelables, agrocarburants, maïs irrigué) qui ne font qu'aggraver ce que nous avons cherché à résoudre aujourd'hui. La croissance n'est pas au rendez-vous pour l'emploi. C'est pire ; ces subventions financent des emplois loin, très loin de chez nous et produisent davantage de CO<sub>2</sub>.

14 – Pour produire l'équivalent électrique de la centrale de Civaux, il faudrait environ 35 000 hectares de champ photovoltaïque ou 5 000 éoliennes de 2 MW. Cette production sera donc marginale encore pour longtemps. Il serait plus efficace avec ces subventions d'installer des chauffe-eaux solaires sur chaque logement (création d'emplois non délocalisables).

Concernant les haies qui pourraient servir à produire du chauffage localement et à moindre coût, il convient de se poser la question : pourquoi les haies existantes sont-elles arrachées ? Et pourquoi les pseudos haies replantées sont-elles limitées dans leur développement (2 m de hauteur et 50 cm de largeur) ? Pourquoi ne les laisse-t-on pas se développer ? Politique agricole ? Perte de primes ?

15 – Les agrocarburants ont un bilan négatif ! Toute la politique agricole est à reconsidérer dans le souci de circuit court moins générateur de CO<sub>2</sub>.

L'irrigation du maïs est une aberration. Il est urgent de cesser toutes subventions ! C'est l'agriculture socialement responsable qu'il convient de subventionner. L'agence de l'eau subventionne l'irrigation du maïs c'est un comble ! Une part importante des solutions que nous recherchons se trouve dans l'abandon de cette filière : préservation de la ressource en eau, limitation des pesticides et chimie, perte de biodiversité, transport, limitation du CO<sub>2</sub>. Le maïs en grain servira à nourrir les animaux des élevages industriels à l'autre bout du monde et pour finir nous importerons les productions agricoles remplacées par la culture du maïs !

# Annexe 2 : Les contributions et propositions libres d'associations ou d'événements non labellisés

## 1 – Association TERDEV/Econexiones Unidas (<http://www.terdev.com>)



Parmi nos contributions en faveur de la transition énergétique, en voici une essentielle:

*"Sans éducation/sensibilisation auprès du jeune public, il est difficile de pouvoir instaurer des changements sur le long terme. En ce sens, nous encourageons le développement de l'éducation à l'éco-citoyenneté et la sensibilisation au développement durable, autrement dit, des moyens sont nécessaires pour soutenir la mise en place d'actions éco-citoyennes avec les enfants et les jeunes suscitant l'envie et les moyens d'agir en faveur du développement durable. Les supports utilisés peuvent être très variés: art, théâtre, jeu, spectacles, contes, activités de construction, débats interactifs, etc... "*

## 2 – Les Amis de la Terre-Poitou (<http://www.amisdelaterre.org/Poitou.html>) : les 7 verrous du nucléaire



Pour réfléchir à la question du nucléaire sur des bases saines, il faut lever les verrous posés par les décideurs. (Qui sont-ils ? sont-ils responsables pénalement de leurs actes ?)

(Une version de ce texte a été écrite en 2008, les 7 verrous ont été encore renforcés depuis )

Verrou n°1 : "L'économie en a besoin" - Quelle ÉCONOMIE ?

On vivait il y a 30 ans sans cet apport d'électricité. La grande industrie en a "besoin" comme elle a besoin des guerres. Par contre, les êtres vivants ont BESOIN d'eau, d'air et de nourriture. Une société qui ne s'emploie pas à les sauvegarder est condamnée. Pour les préserver, nous devons réduire notre consommation d'énergie.

Les décideurs sans imagination croient les "pays émergents" vont forcément prolonger le "modèle" occidental : il "faudra" donc multiplier par 2, voire par 4 la production d'électricité dans le monde. Sauf que, le nucléaire ne fournissant que 2,5% de l'énergie finale consommée dans le monde et tout au plus 10% de la production électrique, pour pouvoir multiplier par 4 la consommation finale d'électricité tout en confiant la plus grande part au nucléaire disons 60% , il faudrait multiplier par 24 le nombre de centrales atomiques, c'est à dire passer des 436 réacteurs répartis dans le monde à 10 454 réacteurs : 10 000 réacteurs à construire dans le monde : le rêve d'AREVA ! Les nuisances et les accidents laisseraient-ils assez d'endroits vivables sur la planète... ??? Vouloir augmenter la part du nucléaire tourne au cauchemar...

Verrou n°2 : "C'est une industrie propre" - Quelle PROPRIÉTÉ ?

Les exécutants peuvent s'habiller de blanc. Le bombardement radioactif échappe à nos sens et atteint le cœur des cellules , d'où cancers, leucémies, malformations congénitales.. Les humains ne sont pas seuls concernés : tout ce qui est touché est contaminé... et bombarde à son tour.

Verrou n°3 : "Les normes sont très sévères" - Quelles NORMES ?

Les faibles doses se révèlent beaucoup plus nocives que prévu. Le ministre de l'environnement allemand a douté des résultats d'une enquête épidémiologique sur les cancers des enfants habitant près d'une centrale : " Pour expliquer ce risque accru de cancer, il faudrait que la population soit exposée à des radiations au moins 1.000 fois plus élevées que celles issues des centrales nucléaires allemandes". Eh oui ! Les cellules infantiles ne savent pas lire les compteurs, c'est par ignorance des lois qu'elles se désorganisent. L'industrie nucléaire, par contre, respecte les normes et n'est donc pas en cause.

Sauf que CES NORMES N'ONT AUCUN FONDEMENT SCIENTIFIQUE !

Elles ne sont qu'un compromis entre ce que l'industrie peut intégrer à son fonctionnement et ce qui est jugé "socialement acceptable". En France, on évite de faire des études épidémiologiques... Au niveau mondial, l'OMS, Organisation Mondiale pour la Santé, les décisions concernant le nucléaire relèvent d'une poignée de pro-nucléaires co-optés : les conséquences sanitaires du nucléaire sont outrageusement sous évaluées.

Verrou n°4 : "C'est hyper contrôlé" - Quel CONTRÔLE ?

L'industrie nucléaire produit, à jet continu, des relevés chiffrés et, jouant sur les sens du verbe "contrôler", laisse entendre qu'elle maîtrise ce qu'elle mesure. Tous les chiffres du monde sont impuissants face à des fuites radioactives. En fait, le nucléaire ne concède aucun droit à l'erreur : l'erreur est humaine et le nucléaire est inhumain. Il exige une perfection impossible à atteindre alors, pour fonctionner, il camoufle ses erreurs sous le joli nom d'effluents.

Une centrale ne peut fonctionner qu'en déversant des rejets radioactifs liquides et gazeux.

Alors que les effluents radioactifs de Tricastin – et de Civaux illustrent les défaillances de l'industrie nucléaire, sous couvert d'une reprise en main des problèmes, les industriels veulent obtenir ... une AUTORISATION PERMANENTE DE

## POLLUER.

En effet, les pollueurs ne connaissent qu'une solution : la DISPERSION dans l'eau, l'air ou le sol. On se décharge sur la nature mais le problème resurgit sous 2 formes : les faibles doses sont très actives ET, dans un second temps, les poisons se concentrent le long des chaînes alimentaires.

Verrou n°5 : "C'est une énergie inépuisable" - Ah ? Où et comment est extrait l'URANIUM ? Les mines françaises sont épuisées mais l'armée française intervient au Niger pour « sécuriser » l'extraction très polluante qui ravage les lieux de vie des Touaregs...

Verrou n°6 : "Le KWh est bon marché"

- Quasiment tous les crédits de recherche ont été attribués au CEA et à l'armée pour le secteur nucléaire, ils n'entrent pas dans le prix de revient.

- Les dommages en cas d'accident ne sont pas comptabilisés et aucune compagnie d'assurances n'accepte de couvrir ce risque.

- Comment est calculé le COÛT de la surveillance des déchets, sachant que la centrale et son site seront eux-mêmes des DÉCHETS ? Tour de passe-passe : il paraît que le coût de démantèlement peut être le triple de ce qui est provisionné, l'incidence sur le prix de revient ne sera que de 10%. Si vous annoncez un coût 100 fois inférieur, vous aurez beau jeu de le multiplier par 3 !!!

- On fait croire que les déchets les plus dangereux, ceux qui continueront à contaminer pendant des millions d'années, pourraient tenir « dans une piscine olympique ». En réalité une montagne d'argile ou de granit ne suffit pas à les mettre à l'abri des infiltrations d'eau...

Verrou n°7 : "Le nucléaire protège le climat" - C'est la dernière trouvaille !!

Le bilan du cycle entier n'est pas aussi favorable qu'on veut le faire croire : extraction et transport des matières radioactives sont polluants, le rendement est très mauvais : 70% de l'énergie produite part en vapeur d'eau (= chaleur + gaz à effet serre) et le long des lignes à très haute tension se produit une autre déperdition.

Non seulement le nucléaire n'arrête pas les perturbations climatiques mais de plus il y est très vulnérable : un raz de marée, une coupure de courant fortuite et c'est la panique !

Ces 7 "verrous" sont autant d'impostures.

## LE NUCLÉAIRE EST CONSTRUIT SUR DES MENSONGES.

On ne peut pas autoriser une activité aussi dangereuse qui se dérobe au contrôle citoyen.

Qui répondra des conséquences ? celui qui demande l'autorisation ? celui qui l'accorde ? celui qui laisse faire ?

Les citoyens responsables doivent s'y OPPOSER FORMELLEMENT et s'engager d'urgence vers la sortie du nucléaire.



### 3 – Défi Energie 17 (<http://www.defi-energies17.org/>)

DE 17 est une association loi 1901 qui fait la promotion des économies d'énergie et des renouvelables pour plusieurs raisons :

- économiques (équilibre de la balance commerciale, développement d'entreprises et emplois)
- sociales (prévention de la précarité énergétique)
- responsabilité environnementale (éviter aux générations futures les conséquences d'un grave changement climatique et celles du nucléaire).

A ces titres, nous agissons à notre échelle pour inciter nos concitoyens à économiser l'énergie (y compris l'énergie grise de leurs achats), à recourir autant que possible aux renouvelables, voire à en produire.

### Notre contribution au débat se fonde sur les constats suivants :

1- Notre consommation d'énergie repose majoritairement sur :

- **Les énergies fossiles** (pétrole, gaz, charbon) avec un impact important sur notre **balance commerciale**, et avec la perspective d'un changement climatique dont la menace est telle qu'elle exige des modifications profondes et rapides des activités émettrices de GES au niveau mondial.  
C'est un objectif prioritaire. L'absence d'accords internationaux suffisants ne nous dispense pas de lancer un tel programme et de chercher à y entraîner des pays partenaires. Le fait que les conséquences de l'inaction se fassent sentir à long terme ne nous en dispense pas non plus puisque ce sont les actions d'aujourd'hui, y compris les nôtres, qui pourront empêcher ou réduire ces conséquences.
- **L'énergie nucléaire**, qui questionne à court terme sur les **risques d'un accident majeur** et à long terme sur les problématiques du **stockage des déchets** et du **démantèlement** des centrales. De plus, l'intérêt économique de la

production d'électricité nucléaire est biaisé par une prise en compte très discutable des dépenses futures (provisionnement, actualisation et la menace des compensations à la charge de l'état en cas d'atteinte aux populations et à l'environnement, et enfin par la potentialité de dommages d'une telle gravité que même la compensation par l'état ne suffirait pas. Notre association a développé cette réflexion dans un dossier fondé sur le travail de la Cour des comptes, accessible en ligne ([http://www.defi-energies17.org/IMG/pdf/13-02-27-Dossier\\_couts\\_electricite\\_nuc.pdf](http://www.defi-energies17.org/IMG/pdf/13-02-27-Dossier_couts_electricite_nuc.pdf)).

2- Les conséquences du renchérissement des **prix des énergies** (qui se produiront dans toutes les hypothèses) font que ce sont les plus fragiles de notre société qui les subiraient le plus durement dans le contexte législatif actuel.

3- Les **techniques** qui permettent d'économiser l'énergie, de mobiliser les énergies renouvelables, et de gérer l'intermittence, sont connues, et même matures et très compétitives pour une grande part d'entre elles. Une transition fondée sur ces techniques offre des perspectives de **saldes d'emplois** créés/détruits qui sont (très) favorables dans tous les scénarios de la transition.

**C'est pourquoi nous sommes convaincus que notre pays a intérêt à s'engager dans une voie de sobriété volontaire, d'innovations et de performances, dans une organisation qui manifeste la solidarité inscrite dans notre Constitution et dans plusieurs conventions internationales que nous avons ratifiées.**

**Voici les axes qui nous semblent devoir être privilégiés :**

**La rénovation thermique du bâti**, avec mise à la disposition des (co)propriétaires de moyens de financement sur le temps long, et avec surveillance de la qualité du diagnostic et des prestations.

**La révision des règles d'urbanisme**, comme cela vient de commencer, de façon à :

- faciliter la densification urbaine
- réduire le « besoin » de voiture individuelle
- autoriser l'isolation par l'extérieur à empiéter sur l'espace public.

**L'incitation à la création de réseaux de chaleur**, en particulier pour récupérer la chaleur perdue par de nombreuses entreprises.

**La simplification administrative** des procédures pour tous les projets de production de renouvelables (parcs éoliens, toitures solaires, etc.) et pour la création d'entreprises innovantes dans les divers domaines de la transition. Une attention particulière doit être portée à une évolution-simplification juridique qui facilitera le montage de **structures pour l'investissement citoyen**.

**Un management des grands réseaux** de distribution d'énergie fondé sur des partenariats qui faciliteront la programmation et la pénétration des renouvelables (Schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables par exemple).

**L'engagement déterminé dans la recherche** relative aux voies cruciales suivantes :

- les performances des matériaux et matériels (isolants, batteries, capteurs solaires, ...) et des processus (ratios énergétiques des industries, des services, de l'agriculture.)
- les technologies des renouvelables (y compris marines)
- une attention particulière aux technologies de conversion-stockage-relargage d'énergies (pour la régulation sur tous les pas de temps, du quotidien à l'annuel)
- la connaissance des ressources non polluantes et leur exploitation rationnelle (bois et biomasse, émissions d'hydrogène diffus, géothermie ...)
- le démantèlement des installations nucléaires et un devenir sûr pour les déchets, en accompagnement d'une sortie aussi rapide que possible du nucléaire, et pour ne pas nous laisser une fois de plus distancer par l'Allemagne dans ce domaine.

Nous en attendons non seulement des emplois « internes » mais aussi un développement des exportations de prestations de services.

**Un engagement clair et programmé** de sortie progressive du nucléaire.

**L'ouverture des possibilités d'actions collectives en justice** pour que le public puisse faire face aux dérives opportunistes et démarchages abusifs qui s'amplifient à l'occasion des débuts de la transition.

**Une politique de partage du travail** pour réduire les poches de pauvreté et de précarité énergétique.

**Accélérer le passage à l'acte de tous les acteurs avant que les prix des énergies ne montent à des niveaux étouffants, grâce à une fiscalité incitative sans alourdissement global.** Cela pourrait passer par l'institution d'un dispositif de bonus-malus :

- un régime d'aides (fiscalité négative) équilibré favorable aux investissements porteurs d'économies, et un allègement des prélèvements sur le travail et les services peu délocalisables, compensés par des augmentations des prélèvements

sur l'ensemble des consommations d'énergies ;

- des dispositifs sociaux temporaires pour les ménages ou entreprises dont les situations actuelles particulières sont telles que ces substitutions fiscales conduiraient pour eux à des alourdissements insupportables.

Pour réussir ces divers programmes, il va de soi que **l'adhésion ou l'implication éclairée du public** doit être recherchée. A ce titre nous souhaitons vivement **l'amplification du réseau des EIE** (ou l'équivalent), la multiplication des événements **et actions de communication**, pour accroître les connaissances du public nécessaires à ses choix éclairés, dans tout ce qui concerne ses consommations et leurs conséquences à long terme (y compris consommations alimentaires), les ressources, les technologies, et les programmes dans lesquels l'Etat et des Collectivités territoriales sont parties prenantes.

Les bénévoles de notre association font leur part de changements personnels et d'information du public pour une transition énergétique réussie. Ils continueront à le faire.

#### **4 - Association pour la Cohérence Environnementale dans la Vienne : ACEVE**

(<http://www.aceve-environnement.org/>)



Les problèmes planétaires conjugués du réchauffement climatique, de la pollution et de la gestion des ressources d'énergies fossiles obligent les pays à modifier leur politique énergétique. La transition énergétique sera particulièrement délicate pour la France qui doit affronter deux problèmes majeurs : la réduction des émissions de gaz à effet de serre d'une part et l'arrêt de la production des déchets nucléaires d'autre part.

Consommer moins d'hydrocarbures (charbon, gaz, fuel, essence) et fermer les centrales nucléaires impose de sérieuses mesures orientées simultanément vers des économies d'énergie et le développement rapide des énergies renouvelables. Les économies d'énergie résulteront des progrès réalisés en matière de sobriété et d'efficacité. Elles permettront à moyen terme de dégager des marges de manoeuvre pour le financement de la transition énergétique proprement dite (décarbonation de l'économie) dans un contexte de restriction durable des finances publiques comme privées.

La nature nous fournit de l'énergie sous forme de stock (hydrocarbures, bois) et de flux sous des formes diverses : éolien, solaire, marées, hydraulique, géothermie, biomasse etc... A nous de savoir les capter pour les transformer en chaleur ou en travail. *L'homme ne peut pas créer l'énergie, il ne sait que la transformer.*

Le nucléaire ne constitue pas une solution d'avenir, mais plutôt un problème à quatre facettes :

- les ressources de la terre en uranium seront bientôt épuisées (80 ans environ)
- le fonctionnement des centrales présente des dangers majeurs (Tchernobyl, Fukushima...)
- les déchets produits sont indestructibles et très dangereux (plutonium).
- la filière nucléaire capte d'énormes crédits de recherche et de développement qui font défaut au secteur des énergies renouvelables.

*La France doit relever le défi de sortir du nucléaire sans avoir recours aux énergies de stock que sont les hydrocarbures pour le remplacer.*

En application de ces principes, l'ACEVE répond aux quatre questions qui cadrent le débat national sur la transition énergétique organisé par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie et propose des pistes de réflexion :

#### **Comment aller vers l'efficacité énergétique et la sobriété ?**

L'évolution des modes de vie, de production, de consommation, de transport ainsi que des services énergétiques nécessaires doit constituer le point de départ :

- développer l'habitat basse consommation (BBC) ou passif, l'isolation des bâtiments existants,
- favoriser les fabrications locales d'isolants naturels (fibres, laines, ouates, panneaux...) pour baisser les coûts
- limiter l'extension urbaine et, à travers les règlements d'urbanisme, obliger à redensifier les villes, à développer des pôles urbains de proximité (regroupant, à l'échelle de quartier, habitat, entreprises, services et commerces),
- accroître les transports en commun à bas coût (TER, bus) et limiter les lignes LGV et TGV et en réduire la vitesse,
- réduire les espaces urbains dédiés à la voiture individuelle (voies de circulation, parkings), en démocratisant l'auto-partage, le covoiturage, et en levant le tabou sur le télétravail,
- multiplier les pôles de transferts multimodaux, en développant la billetterie et la tarification unique intermodale, et faciliter l'accès à ces pôles aux abonnés des transports collectifs ou partagés ou écologiques (stationnements réservés aux covoitureurs, aux cyclistes, et aux abonnés des transports en commun),
- revenir au fret par trains, péniches, ferroutage, par conteneurs normalisés. Réduire le transport routier au strict minimum,
- abaisser les limitations de vitesses sur routes et autoroutes,

- développer des transports hybrides : fuel/voile pour bateaux, essence/électricité etc...
- éviter les surproductions génératrices de surconsommation, de gâchis des ressources naturelles,
- mettre en œuvre des politiques foncières permettant le développement d'une agriculture de proximité et des circuits courts alimentaires,
- obliger à une véritable traçabilité des produits alimentaires et à une information exhaustive et transparente du consommateur sur l'origine des produits, en développant l'étiquetage énergétique et environnemental,
- généraliser l'éducation à l'environnement et aux économies d'énergie à l'école,
- limiter les gaspillages et les surconsommations en levant les freins juridiques au développement des bourses locales du don et des systèmes d'échanges locaux ; imposer les systèmes de consigne sur des emballages recyclables comme le verre ; développer la collecte sélective des bio déchets et le compostage ; durcir les normes de qualité pour lutter contre l'obsolescence programmée et enfin sortir de l'idéologie et de la pensée unique de la « croissance » comme seul horizon pour le « développement durable » de la société.

### **Quelle trajectoire pour atteindre le mix énergétique en 2025 ?**

Quel type de scénarii possibles à horizon 2030 et 2050, dans le respect des engagements climatiques de la France ?

Nos propositions :

- développement des énergies renouvelables : éolien, solaire, géothermique, marée-motricité, hydraulique, bio-masse...
- réalisation d'économies d'énergie électrique : éclairages publics et privés (vitrines de magasins la nuit, publicités lumineuses et motorisées), chauffage de bâtiments. Remplacement des vieux matériels à faible rendement
- fermeture programmée des centrales nucléaires au fur et à mesure des résultats des deux actions précédentes.

### **Quels choix en matière d'énergies renouvelables et de nouvelles technologies de l'énergie et quelle stratégie de développement industriel et territorial ?**

Nous proposons de :

- développer en France les « transformateurs » d'énergie (éoliennes, panneaux solaires, etc..) de proximité, pour une consommation locale ; les répartir sur l'ensemble du territoire, comme les châteaux d'eau,
- rapprocher les sites industriels des « transformateurs » d'énergies,
- développer d'autres modes de stockage d'énergies : pneumatique, lacs d'altitude,
- réhabiliter les techniques de captage d'énergie au fil de l'eau (dans les régions montagneuses),
- former les professionnels du bâtiment (urbanistes, architectes, entrepreneurs, artisans) aux techniques des économies : isolation, exposition, chauffage et éclairage direct par le soleil,
- éduquer et orienter les élèves techniciens et ingénieurs vers la transition énergétique,
- soutenir la recherche pour stocker l'énergie : batteries électriques, air comprimé...
- mettre au point de chargeurs de batteries à partir du photovoltaïque,
- renforcer les compétences des collectivités locales en matière d'énergie et de réseaux.

Le développement industriel et territorial orienté vers les énergies renouvelables aurait pour effet de créer beaucoup d'emplois et de ressources. Les éoliennes que nous montons actuellement en France sont importées d'Espagne ou d'Allemagne, ce qui pénalise notre balance des paiements et alourdit la dette. Les panneaux solaires sont importés de Chine. La France doit rattraper le retard qu'elle a pris dans le domaine de la fabrication des « transformateurs » d'énergies renouvelables.

### **Quels coûts et quel financement de la transition énergétique ?**

Le financement de la recherche et du développement énergétique de l'avenir pourrait se faire sans coûts supplémentaires si on renonçait aux programmes EPR, ITER, ASTRID, bombes atomiques, LGV Poitiers-Limoges, aéroport Notre-Dame-Des-Landes... ou tout autre projet dont l'utilité nous semble contestable. Nous pensons que :

- 'EPR n'est pas une technologie rentable et conduit la filière dans une impasse financière,
- ASTRID, les réacteurs de 4ème génération sont le rêve du savant mais le cauchemar de l'ingénieur, car on ne sait pas faire. Super phénix renaîtrait-il de ses cendres ?
- ITER : la fusion est pure utopie, juste utile à gaspiller les crédits de la recherche,
- les bombes atomiques, la LGV Poitiers-Limoges, l'aéroport NDDL sont parfaitement inutiles et très coûteux.

L'adoption de comportements plus sobres en énergie génère immédiatement des marges de manoeuvre financières à des coûts de transition limités voire nuls.

Cette contribution collective sera portée courant juin 2013 à la connaissance des élus (députés, conseillers régionaux) et du Préfet de la Vienne.

### **5 - Les 1 ères Rencontres de la Chimie durable en Poitou-Charentes du 11 avril, organisé par l'Union des industries chimiques (UIC) Poitou-Charentes-Limousin**



Le terme de chimie verte ou chimie durable traduit « le concept d'une chimie soucieuse du développement durable, autrement dit, une chimie qui veille à l'équilibre économique, social et environnemental du milieu dans lequel elle s'insère ; et une chimie qui propose des solutions face aux grands enjeux de demain : habitat, transport, communication, santé, énergie,

ressources, nouvelles technologies ».

Afin de faire de la chimie durable un enjeu majeur pour le développement de la filière chimie picto-charentaise, l'Union des industries chimiques (UIC) Poitou-Charentes-Limousin, en partenariat avec le Pôle des Eco-Industries, Valagro, le Critt Chimie Industrie Environnement, l'Institut de chimie des milieux et des matériaux de Poitiers et avec le soutien de la Région Poitou-Charentes, mène un programme « Croissance et innovation en Poitou-Charentes par la Chimie Durable ».

Dans le cadre de ce programme, deux rencontres sont prévues, avec pour objectifs de :

- Promouvoir le concept de chimie durable pour une meilleure compréhension ;
- Favoriser les synergies entre grands groupes, PME, recherche publique et recherche privée.

Les 1ères Rencontres de la Chimie Durable en Poitou-Charentes, organisées le jeudi 11 avril 2013, ont réunies 72 acteurs régionaux (industriels, scientifiques, institutionnels, organismes de la recherche et de l'innovation, etc.). Autour des thèmes des « Matières premières renouvelables » et de la « Chimie du recyclage », et au travers de témoignages et de débats, les industriels de la chimie régionale ont montré que :

- la chimie durable est devenue un axe prioritaire de la recherche et de l'industrie ;
- la chimie est un secteur emblématique des enjeux du développement durable.

Le compte rendu de cette manifestations ainsi que les interventions sont consultables sur le site internet du Pôle des Eco-Industries de Poitou-Charentes : <http://eco-industries.poitou-charentes.fr/thematiques-et-projets.php?p=chimie-durable&id=231>

Les 2ndes Rencontres seront organisées en septembre 2013 et traiteront des « Economies d'énergie » et des « procédés éco-efficients ».

# Annexe 3 : les événements labellisés en Poitou-Charentes

Id	Organisateur	Date du débat	Lieu du débat	Dpt	Etat	Contenu
1	Mars Distribution/cinéma art et essai	26/03/13	Saint-Jeand'Angély	17	labellisé	<b>Avant-première citoyenne de PROMISED LAND</b>
2		26/03/13	Saint-Georges-de-Didonne	17	labellisé	Le 17 avril prochain sortira le nouveau film de Gus Van Sant : PROMISED LAND, écrit, produit et interprété par Matt Damon. Le réalisateur, icône du cinéma indépendant américain (Will Hunting, Oscar du meilleur réalisateur en 1998, Elephant, Palme d'or en 2003, Harvey Milk – 8 nominations aux Oscars en 2008) traite dans ce film du thème de l'exploitation du gaz de schiste.
3		26/03/13	Barbezieux-Saint-Hilaire	16	labellisé	Le film suit la trajectoire d'un jeune cadre brillant, employé par une compagnie gazière qui approche les habitants de régions pauvres des Etats-Unis pour les convaincre de laisser la multinationale exploiter du gaz de schiste dans leur jardin.
4		26/03/13	Chauvigny	86	labellisé	
5		26/03/13	Chatelleraut	86	labellisé	Mars Distribution et ses partenaires, cinémas art et essai, souhaitent présenter PROMISED LAND au cours d'avant premières partout en France. Nous invitons tous ceux qui œuvrent sur le terrain pour alerter les populations sur la thématique de la transition énergétique à se joindre à ces séances spéciales sous la forme de débats citoyens à l'issue de la projection.
6		28/03/13	Poitiers	86	labellisé	
7		29/03/13	Niort	79	labellisé	Il s'agirait d'une avant-première thématisée autour des problématiques environnementales - en particulier l'exploitation du gaz de schiste.
8	Etat/Région	04/04/13	Poitiers	86	labellisé	<b>Conférence régionale sur la transition énergétique</b> Conférence régionale de lancement et ateliers sur les 2 premières questions du débat (efficacité et sobriété énergétique + mix énergétique et scénarios possibles). Un débat pour échanger avec les habitants, les acteurs socio-économiques et les collectivités de Poitou-Charentes sur la transition énergétique, les ambitions énergétiques régionales inscrites dans le SRCAE. C'est une occasion de valoriser les initiatives les plus significatives des acteurs/partenaires en région.
9	Europe Ecologie Les Verts	13/04/13	Poitiers	86	labellisé	<b>La transition énergétique dans l'habitat: une opportunité pour l'emploi?</b> 2 tables rondes autour de la rénovation des bâtiments et de l'emploi. La première permettra de faire un état des lieux, et de mettre en perspective des actions à mener pour structurer la filière. Elle comprendra des interventions de: L'Ademe, un bureau d'étude thermique, des fournisseurs de matériaux, un architecte, la Fédération du bâtiment, le Cluster Eco-habitat. La seconde abordera les évolutions des métiers, les besoins en formations et comment attirer-t-on les personnes dans le secteur du bâtiment? Intervention de: la CAPEB, la Région, une Maison de l'emploi, un CFA du bâtiment et du Rectorat
10	Commune d'Ardin	13/04/2013 et 14/04/2013	Ardin	79	labellisé	<b>Conférence sur l'habitat</b> Conférences (conception d'un Eco-hameau, réalisation de la Maison Economie, réfléchir avant de rénover ou construire, etc...), expos et ateliers (isolation chanvre, enduits terre-paille, phytoépuration, etc...) autour de l'éco-habitat
12	Scop WISION/commune de Vandré	02/05/13	Vandré	17	labellisé	<b>Débat citoyen sur la transition énergétique dans nos communes</b> Quelles énergies voulons nous utiliser dans les années qui viennent ? Quelles énergies pourront nous utiliser ? A quel prix ? Parce que le développement durable commence autour de chez nous, l'avenir de nos territoires dépend des choix que nous ferons en matière de consommation et de production d'énergies. En parallèle de l'outil internet Wision'Aires mis en place sur la commune, ce sera l'occasion d'aborder ensemble une thématique majeure pour un futur qui commence demain.
11	CCI Poitou-Charentes	14/05/13	Niort	79	labellisé	<b>Rencontre -débat régionale "l'efficacité énergétique, l'essence de votre développement de demain"</b> Rencontre régionale à laquelle les entreprises ressortissantes des CCI PC seront invitées. Interventions de Carbone 14, GreenEFFI, ADEME PC. Débat interactif avec les participants.
13	Schneider Electric	16/05/13	Gond-Pontouvre	16	labellisé	<b>EnerCamp d'Angoulême : Comment consommer moins et consommer mieux ?</b> Parce que ce débat nous concerne tous, et parce que le gouvernement est à l'écoute de tous les acteurs qui souhaitent s'exprimer, c'est votre parole, celle des spécialistes, celles des acteurs du terrain, que nous souhaitons recueillir à travers des rencontres locales valorisant le dialogue et l'interactivité : des EnerCamps (ateliers participatifs) centrés autour de la question "Comment consommer moins et consommer mieux ?".
14	URI-CFDTPoitou-Charentes	21/05/13	Vouneuil sous Biard	86	labellisé	<b>Transition énergétique</b> 2 Tables rondes : qu'appelle-t-on « transition énergétique » ? et les enjeux de la transition énergétique + 4 ateliers : 1. Quelle est la place de la responsabilité sociale/sociétale des entreprises/organisations/administrations dans un nouveau modèle de vie compatible avec un développement durable ? 2. Comment aller vers l'efficacité énergétique et la sobriété ? Conséquences sur L'évolution des modes de vie, de production, de consommation, de transport, d'habitation, ... 3. Quels choix en matière d'énergies renouvelables et de nouvelles technologies de l'énergie et quelle stratégie de développement industriel et territorial ? 4. Quelles conséquences sur les évolutions industrielles, sur les métiers et sur les formations ?
15	Mairie de Champniers	11/06/13	Champniers	16	labellisé	<b>Transition énergétique : quelle énergie pour demain ?</b> Débat et tables rondes avec des interventions sur différents thèmes : Scénario Négawatt : vers la fin du nucléaire, Les énergies renouvelables, Les économies d'énergies électriques, L'initiative et les actions locales
16	Ville de Niort et CAN	14/06/13	Niort	79	labellisé	<b>Conférence sur la transition énergétique</b> Un intervenant de l'association Negawatt sera présent. Il fera une intervention sur : Constat : changement climatique, épuisement des ressources/Enjeux d'une transition énergétique/Démarche négaWatt/Eléments clés du scénario négaWatt. Les échanges avec les participants seront privilégiés afin que les propositions émergent.
17	Etat/Région	17/06/13	Poitiers	86	labellisé	<b>Témoignages d'acteurs de la transition énergétique en Poitou-Charentes</b> Dans le prolongement du 4 avril, l'Etat et la Région proposent, en partenariat avec l'ADEME et le réseau rural Poitou-Charentes, un nouveau rendez-vous sur deux enjeux importants de cette transition pour le Poitou-Charentes : 1. « Energie et ruralité » : SAS Agri-soleil (Groupement d'exploitations agricoles pour le développement de la filière photovoltaïque) ; SCIC BEL (Valorisation du bois issu de l'entretien des haies bocagères/Alliance Forêt bois ; EARL Technisol (Une exploitation économe en énergie) ; Gaec la Loughnolles (Unité de méthanisation à la ferme) 2. « Réhabilitation énergétique des bâtiments » : Association pour la Cohésion environnementale en Vienne (clips vidéo sur l'éco-rénovation) ; ADEME (Accompagnement du grand public, condition de réussite du plan de rénovation énergétique de l'habitat) ; Fontaine le Comte (programme de réduction des consommations énergétiques du patrimoine communal) ; Saint Jean d'Angle (réhabilitation thermique performante d'un ancien atelier en 11 logements sociaux et une micro-crèche) ; Bonus Energie de la communauté de communes de l'île d'Oléron.
18	Jean Michel CLEMENT	17/06/13	Gencay	86	labellisé	<b>Transition énergétique : la contribution des territoires ruraux</b> Retour d'expériences et conditions de la réussite des initiatives nouvelles, autour de deux tables rondes, en présence de Mme la Préfète de Région Poitou-Charentes et de Jean-Paul Chantaguet, Président de la commission développement durable et de l'aménagement du territoire. Intervenants des tables rondes : Sorégies, EFD, ADEME, Groupe Sêché, Solaire Direct, Région Poitou Charentes,

# **Annexe 4 : Les contributions issues des événements labellisés : Avant Première citoyenne de Promised Land**

## **1 – St Jean d'angély le 26/03/12**

### **Les thématiques traitées (500 caractères maximum):**

Le débat s'est surtout concentré sur le point précis de l'exploitation des gaz et pétroles de schiste, avec notamment des précisions techniques, des rappels juridiques (code minier) et un point sur la situation dans la région. Le film a été un bon point de départ et été globalement apprécié du public.

### **Les acteurs présents (500 caractères maximum):**

Deux membres du CPIE MARENNES-OLÉRON.

### **Les points de consensus et les motifs (2500 caractères maximum):**

Il a été question des énergies propres et de l'intérêt de concentrer les efforts pour les rendre mieux performantes et moins coûteuses, pour pouvoir développer un secteur industriel plus pointu et les développer sur le territoire.

### **Les points de dissensus et les motifs (2500 caractères maximum):**

Un point important du débat a été celui de l'indépendance énergétique de la France, les intervenants insistant sur le coût environnemental, une partie du public pointant l'intérêt d'exploiter une ressource locale plutôt qu'importer du gaz.

### **Cochez les questions traitées lors de l'évènement:**

Quels choix en matière d'énergies renouvelables et de nouvelles technologies de l'énergie et quelle stratégie de développement industriel et territorial ?

## **2 – St Georges de Didonne le 26/03/12**

### **Les thématiques traitées (500 caractères maximum):**

Le film semble poser surtout le problème de l'attitude individuelle face à la contradiction "gagner sa vie et sa place au soleil à tout prix ou se préoccuper de l'après". La problématique des gaz de schistes n'est pas tranchée.

### **Les acteurs présents (500 caractères maximum):**

Un membre de BioSphère Environnement ainsi qu'un membre d'ATMO Poitou-Charentes.

### **Les points de consensus et les motifs (2500 caractères maximum):**

La problématique de l'eau fortement sollicitée et polluée par cette exploitation, a également été abordée et la demande que l'eau ne soit pas une marchandise mais un droit vital a été exprimée. De plus, le sentiment que notre planète est surexploitée et l'aspiration à une plus grande sobriété énergétique s'est aussi manifesté.

### **Les points de dissensus et les motifs (2500 caractères maximum):**

Le débat a surtout porté sur les informations techniques car la présence dans la salle d'un autre ingénieur plutôt favorable a focalisé le débat.

### **Cochez les questions traitées lors de l'évènement:**

Quelle trajectoire pour atteindre le mix énergétique en 2025 ? Quels types de scénarios possibles aux horizons 2030 et 2050, dans le respect des engagements climatiques de la France ?

## **3 – Barbezieux St Hilaire le 26/03/12**

### **Les thématiques traitées (500 caractères maximum):**

Les thématiques traitées tournaient plutôt autour des coûts, à la fois de l'extraction, de l'exploitation et du transport du gaz comparativement à ceux du pétrole entre autre.

### **Les acteurs présents (500 caractères maximum):**

Deux membres du collectif Charente Nature.

### **Les points de consensus et les motifs (2500 caractères maximum):**

Les intervenants et les spectateurs ce sont retrouvés relativement d'accord sur les économies qu'une nouvelle énergie telle que le gaz de schiste pouvaient entraîner principalement dans exploitation et son transport.

### **Les points de dissensus et les motifs (2500 caractères maximum):**

Les désaccords sont arrivés lorsqu'il a s'agit de comparer ces économies de coûts aux impacts écologiques et même aux intérêts

économiques sur le long terme (à savoir t+50ans).

**Cochez les questions traitées lors de l'évènement:**

Quels coûts, quels bénéfices et quel financement de la transition énergétique ?

#### **4 – Chauvigny le 26/03/12**

**Les thématiques traitées (500 caractères maximum):**

Le débat s'est axé sur l'eau et les problèmes que l'exploitation du gaz de schiste entraîne vis à vis des ressources d'eau naturelle.

**Les acteurs présents (500 caractères maximum):**

Un membre de Union régionale des CPIE de Poitou-Charentes.

**Les points de consensus et les motifs (2500 caractères maximum):**

Toutes les personnes présentes, sans exception, condamnaient l'exploitation de ce gaz après le visionnage du film et après que l'intervenant est confirmé les effets nocifs que peut avoir la fracturation hydraulique sur les réserves du sous sol.

**Les points de dissensus et les motifs (2500 caractères maximum):**

En revanche certains se disent prêts à abandonner leurs terres, qui deviendraient donc invivables, si le dédommagement financier est au moins à la hauteur de celui du film. Ce à quoi une autre partie (un peu plus importante) et l'intervenant étaient fortement opposés.

**Cochez les questions traitées lors de l'évènement:**

Quels choix en matière d'énergies renouvelables et de nouvelles technologies de l'énergie et quelle stratégie de développement industriel et territorial ? Quels coûts, quels bénéfices et quel financement de la transition énergétique ?

#### **5 – Châtelleraut le 26/03/12**

**Les thématiques traitées (500 caractères maximum):**

Le rapport à la nature fut l'élément principale de ce débat, surtout en ce qui concerne les animaux directement menacés par la méthode d'extraction du gaz comme vu dans le film.

**Les acteurs présents (500 caractères maximum):**

Deux membres de l'association Poitou-Charentes Nature.

**Les points de consensus et les motifs (2500 caractères maximum):**

Les personnes présentes sont toutes tombées d'accord sur le fait que la technique d'extraction du gaz utilisée aujourd'hui est bien trop dangereuse non seulement pour la nappe phréatique mais également, à plus court terme, pour toutes les espèces vivantes (d'élevage ou non) présentes sur les terres exploitées.

**Les points de dissensus et les motifs (2500 caractères maximum):**

Là où certains se sont retrouvés en désaccord c'est lorsque l'idée de délocaliser certains fermiers (un peu comme dans le film) a été exprimée, afin de créer des terres spécialement pour l'élevage traditionnel tandis que toute une partie des terres aujourd'hui cultivable, serait utilisée uniquement pour l'exploitation du gaz de schiste. La plupart des personnes ainsi que les intervenants considéraient qu'il ne s'agissait là que de déplacer le problème pour mieux se faire rattraper dans le futur.

**Cochez les questions traitées lors de l'évènement:**

Quels choix en matière d'énergies renouvelables et de nouvelles technologies de l'énergie et quelle stratégie de développement industriel et territorial ?

#### **6 – Poitiers le 28/03/12**

**Les thématiques traitées (500 caractères maximum):**

Les thématiques principales ont porté sur les avantages économiques d'une telle exploitation, en continuité de l'intrigue du film qui fait croire aux habitants qu'ils vont faire fortune. Donc dans une dimension individuelle, mais également au niveau de la puissance étatique.

**Les acteurs présents (500 caractères maximum):**

Deux membres de l'association pour la cohérence environnementale en vienne, et un membre de l'association Vienne Nature.

**Les points de consensus et les motifs (2500 caractères maximum):**

Là où les intervenants et le public sont tombés d'accord c'est sur la supercherie du gain individuel pour les fermiers, que ce soit dans le film, ou dans la réalité puisque le revers de la médaille écologique est bien trop important et désastreux pour eux.

**Les points de dissensus et les motifs (2500 caractères maximum):**

En revanche la plupart des gens présent dans la salle ont pensé que cette exploitation serait un atout non négligeable dans le développement d'une prospérité énergétique de la France face à ces voisins européens, quand les membres des associations continuaient à défendre "l'illusion économique" d'une telle exploitation toujours en mettant en avant ces dangers environnementaux qui finiront par coûter plus chère à la communauté et à l'état.

**Cochez les questions traitées lors de l'évènement:**

Quels coûts, quels bénéfices et quel financement de la transition énergétique ?

**7 – Niort le 29/03/12**

**Les thématiques traitées (500 caractères maximum):**

L'efficacité énergétique et l'évolution des modes de vie vers la sobriété étaient des réponses apportées au questionnement général de la transition énergétique. Le mix énergétique a été abordé par les intervenants et non directement comme question telle que cité ci-dessus.

**Les acteurs présents (500 caractères maximum):**

Deux membres de l'ACEVE Association pour la Cohérence Environnementale en Vienne.

**Les points de consensus et les motifs (2500 caractères maximum):**

La nécessité de modification des comportements de consommation à tous les niveaux de la vie quotidienne.

**Les points de dissensus et les motifs (2500 caractères maximum):**

L'arrêt du nucléaire, l'utilisation de l'éolien et de la biomasse en Poitou-Charentes.

**Cochez les questions traitées lors de l'évènement:**

Quelle trajectoire pour atteindre le mix énergétique en 2025 ? Quels types de scénarios possibles aux horizons 2030 et 2050, dans le respect des engagements climatiques de la France ?

**Annexe 5 : Les contributions issues de la conférence régionale de  
lancement sur la transition énergétique du 4 avril**

# RESTITUTION DE L'ATELIER N°1 :

Comment aller vers l'efficacité énergétique  
et la sobriété ?

\*\*\*

CONFÉRENCE REGIONALE  
DU 4 AVRIL 2013

# SOMMAIRE

<b>I Rappel sur la conférence du 4 avril.....</b>	<b>1</b>
<b>II Restitution de l'atelier N° 1.....</b>	<b>2</b>
♦ Sujet N°1 : L'accompagnement du particulier.....	2
♦ Sujet N°2 : Les outils de planification.....	5
♦ Sujet N°3 : La réhabilitation des bâtiments.....	6
♦ Sujet N°4 : La sobriété dans les usages de l'électricité.....	10
♦ Sujet N°6 : La maîtrise de l'énergie dans les entreprises.....	11
♦ Sujet N°7 : La mobilité.....	13
<b>GLOSSAIRE.....</b>	<b>15</b>

# I Rappel sur la conférence du 4 avril

La Région Poitou-Charentes en partenariat avec l'État, a organisé le 4 avril 2013 à la Maison de la Région la Conférence régionale de lancement sur la transition énergétique.

Plus de 160 acteurs (producteurs et distributeurs d'énergie, développeurs de projet énergies renouvelables, collectivités locales, chambres consulaires, associations de consommateurs et environnementales, entreprises, banques, chercheurs, citoyens ...) étaient réunis pour débattre autour des questions de l'énergie.

Lors de cette conférence, 2 ateliers de réflexion ont été proposés. Ils ont été structurés pour permettre une production collective qui soit la plus opérationnelle et concrète possible en distinguant deux niveaux : national et régional.

Chaque atelier a traité une des quatre questions du Débat national au sein de laquelle 7 sujets ont été proposés reposant sur les observations et les échanges dans le cadre du Schéma Régional Climat Air Énergie Poitou-Charentes (SRCAE) ou de sa mise en consultation.

• **Thème de l'Atelier 1** : Comment aller vers l'efficacité énergétique et la sobriété ?

• **Sujets proposés** :

- 1. L'accompagnement du particulier
- 2. Les outils de planification
- 3. La réhabilitation des bâtiments
- 4. La sobriété dans les usages de l'électricité
- 5. L'Agriculture
- 6. La maîtrise de l'énergie dans les entreprises
- 7. La Mobilité

• **Nombre de participants à l'atelier N° 1** : 75

• **Nombre de groupes de travail** : 14

## II Restitution de l'atelier N° 1

Les contributions retranscrites dans ce document sont le résultat, tel qu'il a été produit le 4 avril, d'un travail de réflexion collaboratif et participatif.

### Sujet N°1 : L'accompagnement du particulier

- Nombre de groupes participants : 3
- Mots-clés proposés : proximité, Espace Info Énergie, ambassadeur, conseil, assistance à maîtrise d'ouvrage, professionnel du bâtiment
- Ajouts de mots clés : indépendance, passeport rénovation, collectivité, filières Travaux, guichet unique, interventions des énergéticiens (opérateurs) sur des diagnostics rénovation, montage financier (information des dispositifs)
- Remarques/commentaires :
  - Oppositions entre capacités des subventions et volume d'opérations pour le marché. Au fond : quel est le bon prix de l'énergie ?
  - On doit d'abord parler de sobriété avant d'évoquer l'efficacité énergétique
  - Tarification de l'énergie incitative
  - Raccourcir les temps d'intégration des innovations dans les réglementations
- Quels sont les objectifs ? Les résultats visés (quantitatifs et/ou qualitatifs) ?
  - Développer les contacts de proximité pour mieux détecter les besoins des ménages et mieux les conseiller
  - Encadrer la profession des diagnostiqueurs → normes
  - Passer d'un diagnostic énergétique à un Passeport Travaux global
  - Communiquer (y compris avec la filière travaux) sur l'ensemble des dispositifs, et des aides mobilisables au particulier
  - Installer un Guichet unique via les collectivités territoriales, locales en proximité, sur la recherche des solutions et la mise en œuvre du diagnostic
  - Mise à contribution de la filière travaux (formation de la filière, certification)
  - Responsabilisation
  - Industrialisation des offres (+ de volumes, - de subventions)

Les 3 objectifs suivants sont indissociables, car une gouvernance claire est nécessaire :

- Compléter ou anticiper les dispositifs réglementaires favorisant les démarches vertueuses = soutien réglementaire
- Sensibiliser activement les particuliers sur les enjeux et conseiller vers les éco-gestes et les usages (orientation vers des solutions via des acteurs au service des politiques publiques) = rôle social et local de sensibilisation et d'alerte
- Réaliser un plan de rénovation à l'échelle régionale = rôle régional de l'accompagnement opérationnel des particuliers

• Développement des objectifs du sujet N° 1

	Échelle régionale	Échelle nationale	Échelle régionale/locale	Échelle nationale	Échelle régionale	Échelle nationale
<b>Quel objectif avez-vous choisi d'approfondir ?</b>	<b>Compléter ou anticiper les dispositifs réglementaires favorisant les démarches vertueuses</b>		<b>Objectif social et local</b>		<b>Réaliser le Plan Rénovation à l'échelle Régionale : accompagner le particulier</b>	
Quelles actions entreprendre pour atteindre cet objectif ? Dans quel délai (court, moyen, long terme) ?	- Afficher les consommations énergétiques - Faire évoluer la réglementation pour augmenter le taux de garantie des produits (électricité spécifique/véhicules etc... énergie grise) Imposer le package (produits+maintenance)		- Intégrer, responsabiliser les collectivités locales dans la sensibilisation de leurs habitants - Sensibiliser les habitants aux enjeux - Détecter les problèmes - Orienter vers la réalisation du plan rénovation à l'échelle régionale (accompagnement du particulier)		- Promouvoir l'habitat modulable - Fournir un conseil de qualité, neutre, sur les choix techniques - Fournir des aides clefs en main pour le financement	
Qui faudrait-il associer pour atteindre ce résultat ? Avec qui travailler ? Quel est le rôle de chacun ?	Députés (?), syndicats interprofessionnels, Architectes des Bâtiments de France (ABF)	Parlement, ADEME Nationale pour centraliser les problèmes, Plan Bâtiment Grenelle, Syndicats Interprofessionnels, ABF	Collectivités locales, associations, Conseil Général (social)	Campagne ADEME nationale	Point Info Énergie, ADEME locale, Collectivités locales	ADEME nationale
Sur quels outils, leviers ou ressources s'appuyer pour atteindre ce résultat ?	- Retour d'expériences - Enjeux locaux				Bureaux d'études, partenaires	
Quels obstacles, manques, vigilances, freins pour arriver à ce résultat ?	Visibilité des acteurs efficaces pour changer les réglementations	Lobbyings industriels	- Moyens - Montage - Gouvernance		Actuellement dimensionnement trop faible des conseillers Info Énergie	
Quelles solutions pour contourner les obstacles et les difficultés ?		Les intégrer dans la démarche vertueuse créatrice de nouvelles activités, nouveaux chiffres d'affaire			Mettre en phase les objectifs nationaux avec les objectifs régionaux : les décliner en local	

	Échelle régionale	Échelle nationale	Échelle régionale	Échelle nationale
<b>Quel objectif avez-vous choisi d'approfondir ?</b>	<b>Passer d'un diagnostic énergétique à un Passeport Travaux global</b>		<b>Développer les contacts de proximité pour mieux détecter les besoins des ménages et mieux les conseiller</b>	
Quelles actions entreprendre pour atteindre cet objectif ? Dans quel délai (court, moyen, long terme) ?		- Réglementation - Cahiers des charges - Délai fin 2013 exemple : logement neuf = maison + récupérateur d'eau obligatoire	Inciter et favoriser la mise en place d'ambassadeurs locaux de l'énergie sur le court terme	
Qui faudrait-il associer pour atteindre ce résultat ? Avec qui travailler ? Quel est le rôle de chacun ?		Opérateurs énergétiques, Filière bureaux d'études techniques (BET), bureaux d'études thermiques, ADEME, EIE, architectes, techniciens	Collectivités, les financeurs, les EIE, les mairies (pour les permanences)	
Sur quels outils, leviers ou ressources s'appuyer pour atteindre ce résultat ?	Aide régionale à la réalisation d'un Audit pour avoir un passeport	- Communication (internet) - Formation des professionnels et des particuliers	- Aides financières (ou autres) pour permettre le recrutement d'ambassadeurs - Exemples d'actions sur d'autres territoires	
Quels obstacles, manques, vigilances, freins pour arriver à ce résultat ?		- Maintien de l'indépendance - Mise à contribution de la filière travaux-entreprise - Formation professionnelle	- Nombreux acteurs et sources de financements (ANAH, ADIL) - Manque de visibilité	
Quelles solutions pour contourner les obstacles et les difficultés ?		- L'éducation des plus jeunes - Simplifier la visibilité des aides	- Nouveaux contrats d'emplois - Mettre en place un centre de ressources sur les différentes aides, acteurs, ... (guichet unique)	

## Sujet N°2 : Les outils de planification

- Nombre de groupe participant : 1
- Mots-clés proposés : Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), Plan Local d'Urbanisme (PLU), Plan de Déplacements Urbains (PDU), Plan Climat-Énergie Territorial (PCET), Agenda 21
- Ajouts de mots clés : Programme Local de l'Habitat (PLH), responsabilisation
- Remarques/commentaires :
  - Comment renforcer les outils ? Question de l'échelle (géographique....) ? Quelle est la bonne temporalité(calendrier...) ?
  - Associer le privé et les particuliers
  - Tenir compte des compétences respectives des collectivités et de la pluralité des acteurs
  - La mise en œuvre d'une politique clairement définie
  - Préciser une politique mal définie
  - Mettre en cohérence le mille-feuille des programmations
- Quels sont les objectifs ? Les résultats visés (quantitatifs et/ou qualitatifs) ?
  - Être opérationnel (renforcer l'aspect programmatique des SCoT)
- Développement des objectifs du sujet N° 2

	Échelle régionale	Échelle nationale
<b>Quel objectif avez-vous choisi d'approfondir ?</b>	<b>Renforcer la dimension programmatique des SCoT au service de la transition énergétique (mobilité, sobriété énergétique des bâtiments)</b>	
Quelles actions entreprendre pour atteindre cet objectif ? Dans quel délai (court, moyen, long terme) ?	- Quel pourrait être le rôle de la Région dans le dialogue d'élaboration des SCoT de son territoire ? Coordonnateur ou prescripteur ? - Aller vers l'expérience pilote des SCoT programmatique	- Réflexion sur la pertinence des échelles et de la temporalité - Aller vers l'expérience pilote des SCoT programmatique
Qui faudrait-il associer pour atteindre ce résultat ? Avec qui travailler ? Quel est le rôle de chacun ?	- Les professionnels de l'aménagement du territoire - Renforcer le partenariat avec les acteurs économiques	
Sur quels outils, leviers ou ressources s'appuyer pour atteindre ce résultat ?		
Quels obstacles, manques, vigilances, freins pour arriver à ce résultat ?		
Quelles solutions pour contourner les obstacles et les difficultés ?		

## Sujet N°3 : La réhabilitation des bâtiments

- Nombre de groupes participants : 5
- Mots-clés proposés : logements privés, copropriétés, bâtiments publics, logement social, entreprises
- Ajouts de mots clés : matériaux, savoir-faire, énergies, dépendance, baisse des consommations, massification, information, conseils, réglementaire, périmètre classé, règles de l'art, précarité énergétique, sensibilisation, exemplarité, valeur du patrimoine, facture énergétique, financement des travaux, création d'emplois
- Quels sont les objectifs ? Les résultats visés (quantitatifs et/ou qualitatifs) ?
  - Diminuer les consommations énergétiques et réduire la précarité
  - Mesure de la qualité de l'air intérieur (QAI) des bâtiments collectifs, sociaux et locatif
  - Quels logements réhabiliter ? (recentralisation centre-ville activité)
  - 500 000 logements rénovés par an dont 120 000 logements sociaux
  - Diminuer les besoins énergétiques des logements privés existants
  - Définir des méthodologies visant à la réduction des coûts (approche transversale)
  - Obligation d'un bilan carbone et Analyse du Cycle de Vie (ACV) pour les bâtiments collectifs et sociaux
  - Définir une approche globale pour la réhabilitation (optimisation de l'existant et intervention sur le bâti et les systèmes, en parallèle des usages)
  - Gagner en solvabilité des territoires
  - Niveau 50 kWhep/m<sup>2</sup> par an
  - Créer des emplois (augmenter l'intensité sociale)
  - Diminuer la facture énergétique
  - Diminuer les émissions de gaz à effet de serre
  - Préserver le patrimoine bâti
  - Comment créer les conditions de la massification ?
  - Maintenir la diversité de l'offre
  - Inciter les énergies renouvelables → stockage
  - Améliorer la qualité sanitaire et le confort

• Développement des objectifs du sujet N° 3

	Échelle régionale	Échelle nationale
<b>Quel objectif avez-vous choisi d'approfondir ?</b>	<b>Diminuer les besoins énergétiques des logements privés existants</b>	
Quelles actions entreprendre pour atteindre cet objectif ? Dans quel délai (court, moyen, long terme) ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Connaître les enjeux et les comprendre pour fixer les objectifs</li> <li>- Généraliser le soutien aux territoires engagés dans un projet de réhabilitation</li> <li>- Aider à la création de réalisations exemplaires de proximité</li> <li>- Faire connaître ces réalisations au public (Printemps de la réhabilitation)</li> </ul>	Concevoir un modèle économique qui permet de reconnaître la non consommation. Le système économique fonctionne pour la production de kWh mais pas pour les kWh non consommés
Qui faudrait-il associer pour atteindre ce résultat ? Avec qui travailler ? Quel est le rôle de chacun ?	Associations de consommateurs, de préservation du patrimoine bâti, agents immobiliers, professionnels des bâtiments, banquiers. Chacun exerce son métier en responsabilité (intégration de la dimension énergie)	
Sur quels outils, leviers ou ressources s'appuyer pour atteindre ce résultat ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Proximité</li> <li>- Information, sensibilisation, accompagnement, colocation = aide au passage à l'acte</li> <li>- Professionnels du bâtiment</li> <li>- Compétence, qualification,, valorisation des réalisations = réalisation de travaux de qualité</li> </ul>	
Quels obstacles, manques, vigilances, freins pour arriver à ce résultat ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pas de véritable politique de formation de la réhabilitation connue pour les énergies renouvelables ou les éco-matériaux (bois, laine, chanvre).</li> <li>- Plafonds de revenus trop bas pour accéder aux aides.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- PIB national</li> <li>- La vérité sur le prix des énergies</li> <li>- Lobby</li> <li>- La fiscalité, les aides aux énergies non renouvelables</li> <li>- Les normes voulues par les industriels</li> </ul>
Quelles solutions pour contourner les obstacles et les difficultés ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation des professionnels</li> <li>- Orienter les budgets Eco-Centre de formation</li> <li>- Une politique en partenariat avec les territoires sur des objectifs de réhabilitation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Raisonner en IDH (indice de développement humain)</li> <li>- Transparence sur les prix et la fiscalité</li> </ul>

	Échelle régionale	Échelle nationale	Échelle régionale	Échelle nationale
<b>Quel objectif avez-vous choisi d'approfondir ?</b>	<b>Utiliser les ressources naturelles et locales (savoir-faire)</b>		<b>Définir une approche globale de la réhabilitation</b>	
Quelles actions entreprendre pour atteindre cet objectif ? Dans quel délai (court, moyen, long terme) ?	- Savoir-faire : recenser, diffuser de l'information, former - Mutualiser le savoir et les actions (réseau)	Reconnaissance du savoir-faire	Concevoir des formations transversales sur la réhabilitation (initiales et continues)	- Mise en place d'un système de contrôle technique périodique des bâtiments = socle de DPE amélioré - Réaliser des tests avec caméra IR, étanchéité, qualité de l'air, confort ...
Qui faudrait-il associer pour atteindre ce résultat ? Avec qui travailler ? Quel est le rôle de chacun ?	Les organisations professionnelles, les réseaux, les collectivités, un guichet unique (ADEME/Région), l'Institut de Formation et de Recherche en Éducation à l'Environnement (Ifrée)		Les organismes et les professionnels du bâtiment et interprofessionnels	Les bureaux de contrôles, les bureaux d'études, les plate-formes technologiques, les sociétés d'ingénieries
Sur quels outils, leviers ou ressources s'appuyer pour atteindre ce résultat ?	- Labellisation d'une formation locale (contrôles) - Information par la démonstration (concret) - Promotions commerciales - Utilisation d'éco-matériaux - Aides liées aux ressources locales - Ressources administratives (accompagnement)	Le code des marchés publics ?	- Cibler les lacunes (nouvelles technologies, nouvelles normes, approche globale) - Concevoir les formations avec les acteurs du bâtiment	Méthode de diagnostics obligatoire ? incitatif ?
Quels obstacles, manques, vigilances, freins pour arriver à ce résultat ?	- Problématique de l'auto-rénovation (formations, aides ...) - Information, formation/disponibilité - Démarches administratives - Reconnaissance non suffisante	Code des marchés	- Identifier les fonds d'investissements - Formation des formateurs	- Financement des contrôles techniques - Formation des auditeurs
Quelles solutions pour contourner les obstacles et les difficultés ?	- Rendre obligatoire la formation ? - Simplification ou guichet unique (assistance) - Formations administratives - Montrer les réalisations			Le propriétaire assume le coût !?

	Échelle régionale	Échelle nationale	Échelle régionale	Échelle nationale
<b>Quel objectif avez-vous choisi d'approfondir ?</b>	<b>Massification : cadre pérenne et régionalisé de l'intervention</b>		<b>Rénovation de 500 000 logements collectifs dont 120 000 logements sociaux</b>	
Quelles actions entreprendre pour atteindre cet objectif ? Dans quel délai (court, moyen, long terme) ?	Définir un cadre pérenne et régionalisé d'intervention ? À court terme dans la définition du cadre et à long terme dans son application			
Qui faudrait-il associer pour atteindre ce résultat ? Avec qui travailler ? Quel est le rôle de chacun ?	Large partenariat local autour des têtes de réseaux régionaux avec la Région, chef de file et l'État. Objet de cette conférence ?	Concertation larges avec des têtes de réseau de la Fédération Française du Bâtiment (FFB) et Confédération des Artisans et des Entreprises Professionnelles du Bâtiment (CAPEB) : Maître d'ouvrage, maîtrises d'œuvre	EIE (information et conseil) et Communauté de communes (accompagnement des dossiers, diagnostics, conseil) en complémentarité du guichet unique	
Sur quels outils, leviers ou ressources s'appuyer pour atteindre ce résultat ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation autour de ce cadre régionalisé</li> <li>- Communication (internet?)</li> <li>- Ingénierie financière simple et soutenable autour d'objectifs ambitieux mais atteignables : pérennité des dispositifs et des règles</li> <li>- Guichet unique</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les ambassadeurs de L'Énergie (Pays Mellois). Coordination avec les guichets uniques</li> <li>- Accompagnement dans le dépôt du dossier</li> <li>- Aides financières</li> </ul>	
Quels obstacles, manques, vigilances, freins pour arriver à ce résultat ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le manque d'information</li> <li>- Instabilité du cadre</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de compétences au niveau de l'ensemble de la chaîne d'intervention (maîtrise d'œuvre, artisans, bureaux d'études)</li> <li>- Obstacles financiers</li> </ul>	
Quelles solutions pour contourner les obstacles et les difficultés ?	Poursuivre le changement d'état et d'esprit !		Formation initiale et continue sur la rénovation	

## Sujet N°4 : La sobriété dans les usages de l'électricité

- Nombre de groupe participant : 1
- Mots-clés proposés : éclairage public, tertiaire, commerces
- Quels sont les objectifs ? Les résultats visés (quantitatifs et/ou qualitatifs) ?
  - Inciter à mieux consommer : plus de sobriété = maîtrise de l'énergie = moins de consommation  
= adaptation des usages et des comportements humains
  - Inciter à mieux consommer : plus d'efficacité = adaptation des technologies, adaptation réglementaire, adaptation du signal prix
- Développement des objectifs du sujet N° 4

	Échelle régionale ?	Échelle nationale
<b>Quel objectif avez-vous choisi d'approfondir ?</b>	<b>Inciter à mieux consommer (plus de sobriété et d'efficacité)</b>	
Quelles actions entreprendre pour atteindre cet objectif ? Dans quel délai (court, moyen, long terme) ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Éclairage public : réduction des horaires de fonctionnement, réduction de l'intensité lumineuse, utilisation des nouvelles technologies (LED), candélabres autonomes, dispositions réglementaires à fixer (cf commerces), réduction de l'éclairage public à l'échelle de la commune (moins de 20 000 habitants)</li> <li>- Tertiaire : règles collectives (extinction de l'éclairage, arrêt matériel informatique), nouvelles technologies de l'éclairage (faible impact énergie)</li> <li>- Commerces : plan de rénovation des locaux commerciaux (exemple : soutien aux chambres consulaires)</li> </ul>	
Qui faudrait-il associer pour atteindre ce résultat ? Avec qui travailler ? Quel est le rôle de chacun ?	Collectivités (communes, inter-communalité, syndicats d'énergies, conseil général, Région), chambres consulaires, organisations professionnelles, Éducation Nationale	
Sur quels outils, leviers ou ressources s'appuyer pour atteindre ce résultat ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ressources financières</li> <li>- Politiques des élus (conseils municipaux)</li> <li>- Charte d'entreprise</li> </ul>	Réglementer l'approvisionnement matériel en « circuit-court »
Quels obstacles, manques, vigilances, freins pour arriver à ce résultat ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Éclairage public : règles imposées par la sécurité routière, risque d'insécurité, exigences des administrés → éclairage public « systématisé », investissements financiers, niveau des tarifs</li> <li>- Commerces-Tertiaire : consommations de confort (climatisation), absence de dispositifs d'aides type label → à construire</li> </ul>	
Quelles solutions pour contourner les obstacles et les difficultés ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Évolution des tarifications = construire des tarifs plus adaptés aux usages, déploiement de complexes communicants</li> <li>- Pédagogie en direction des utilisateurs citoyens</li> <li>- Évolution des règles de tarifs de rachat des énergies renouvelables pour favoriser l'autoconsommation (éviter les effets d'aubaine)</li> <li>- Développer les conditions alternatives à l'électricité (exemple : bois pour le chauffage)</li> </ul>	Maîtrise de la gouvernance (veiller à l'application des lois et règlements)

## Sujet N°6 : La maîtrise de l'énergie dans les entreprises

- Nombre de groupes participants : 2
- Mots-clés proposés : process, éco-procédé, éco-produits, certificats d'économie d'énergie
- Ajouts de mots clés : information, pédagogie, compétitivité, incitation
- Remarques/commentaires :
  - Mots-clés « éco-produits » = niche donc ne fait pas vraiment partie du sujet.
  - Il faudrait s'appuyer sur des réseaux capables d'orienter sur les « bonnes » aides car méconnaissance des CEE par certaines entreprises.
- Quels sont les objectifs ? Les résultats visés (quantitatifs et/ou qualitatifs) ?
  - Inciter les entreprises à engager des démarches de maîtrise d'énergie
  - Améliorer la connaissance de la consommation énergétique des entreprises (indicateurs, ...)
  - Identifier les pistes d'économies d'énergie
  - Connaître les différentes actions possibles à mettre en œuvre (comportement, équipement, ...) : quels accompagnements ?
  - Améliorer la connaissance sur les aides financières (CEE, ...)

• Développement des objectifs du sujet N° 6

	Échelle régionale	Échelle nationale	Échelle régionale	Échelle nationale
<b>Quel objectif avez-vous choisi d'approfondir ?</b>	<b>Inciter les entreprises à engager des démarches de maîtrise d'énergie</b>		<b>Améliorer la connaissance de la consommation énergétique des entreprises</b>	
Quelles actions entreprendre pour atteindre cet objectif ? Dans quel délai (court, moyen, long terme) ?	Information et pédagogie sur : - les aides existantes - l'intérêt d'agir avec une vision prospective de l'évolution des coûts de l'énergie et des vrais enjeux du réchauffement climatique - l'intérêt compétitif pour l'entreprise (communication nationale relayée par les Régions)		Visite individuelle : pré-diagnostic (photographie des consommations) et diagnostic (analyse détaillée, ...)	
Qui faudrait-il associer pour atteindre ce résultat ? Avec qui travailler ? Quel est le rôle de chacun ?	Réseaux d'entreprises (club, associations, syndicats...), chambres consulaires et organisations professionnelles, fournisseurs d'énergies, centres de ressources existants	L'État fixe les lignes directrices et doit laisser les acteurs agir ensuite	Réseaux : chambre des métiers, CCI, syndicats professionnels, Pôle de compétitivité, experts dans le domaine	
Sur quels outils, leviers ou ressources s'appuyer pour atteindre ce résultat ?	- Etre davantage présent sur le terrain auprès des entreprises et ne pas attendre qu'elles viennent se renseigner, mais aller les voir. - Développer une vraie démarche d'information dans les entreprises	Ne pas contraindre les entreprises avec des réglementations supplémentaires, passer par l'incitation	- Outils : tableau de bord pour chaque entreprise et définition des indicateurs pertinents à suivre - Leviers : échange de bonnes pratiques sur une zone (recueil local,...) ou un secteur d'activité	
Quels obstacles, manques, vigilances, freins pour arriver à ce résultat ?	- Manque de personnel et de ressources financières - Manque de temps des entreprises	Communication ambiguë au niveau national sur le coût de l'énergie (discours annonce une augmentation qui est toujours minimisée par les faits)	- Manque de cohérence dans la communication (besoin d'uniformisation) - Manque de temps et de disponibilité - Manque de trésorerie - Manque de compétences	
Quelles solutions pour contourner les obstacles et les difficultés ?	Valoriser les gains pour l'entreprise en terme de compétitivité	Avoir une visibilité à moyen terme sur les prix de l'énergie (au moins 3 ans). Le financement de la transition énergétique ne pourra se faire que dans un cadre de vérité des coûts à répercuter sur les prix payés par le consommateur final et le contribuable	Ouverture de l'entreprise vers l'extérieur : sur une zone industrielle ou vers d'autres entreprises ou de conseils	

## Sujet N°7 : La mobilité

- Nombre de groupes participants : 2
- Mots-clés proposés : auto partage, co-voiturage, multi modalité, transport collectif, déplacements doux, urbain/rural, véhicules électriques
- Ajouts de mots clés : dévoiturage, étalement urbain, précarité énergétique, densification de l'habitat, réduction de l'utilisation des véhicules personnels
- Remarques/commentaires :
  - Les mots-clés se réduisent aux modes de transport. Il est important de s'attacher à définir les raisons des déplacements en lien avec les distances parcourues.
  - Pour les transports en communs : importance de l'information et d'une billettique commune.
  - Véhicules électriques : pas seulement. Il y a aussi les véhicules au gaz naturel (GNV), à l'hydrogène → importance de l'existence d'autres filières : lien avec la production d'énergie (méthanisation à l'échelle des territoires, stockage de l'énergie : hydrogène)
  - Le dévoiturage c'est la sortie progressive de la voiture individuelle. Elle est nécessitée par l'augmentation durable du prix de l'énergie. Le covoiturage ou l'auto-partage sont des étapes vers le dévoiturage.
- Quels sont les objectifs ? Les résultats visés (quantitatifs et/ou qualitatifs) ?
  - Développer le « dévoiturage » = développer la mobilité durable = sortir de la voiture individuelle
  - Développer, encourager, faciliter la multi-modalité
  - Diminuer les déplacements domicile-travail
  - Quels choix en matière d'urbanisme pour limiter/faciliter les déplacements ?
- Développement des objectifs du sujet N° 7

	Échelle régionale	Échelle nationale
<b>Quel objectif avez-vous choisi d'approfondir ?</b>	<b>Diminuer les déplacements domicile-travail</b>	
Quelles actions entreprendre pour atteindre cet objectif ? Dans quel délai (court, moyen, long terme) ?	- Favoriser le télétravail - Politique de maîtrise des prix fonciers autour des bassins de l'emploi - Favoriser l'usage des transports collectifs ou du covoiturage dans les trajets domicile-travail → Plan de Déplacements des Entreprises	
Qui faudrait-il associer pour atteindre ce résultat ? Avec qui travailler ? Quel est le rôle de chacun ?	Impliquer les entreprises, CCI, MEDEF, syndicats, collectivités, État, EPF (Établissement Public Foncier), bailleurs sociaux, et acteurs du bâtiment	
Sur quels outils, leviers ou ressources s'appuyer pour atteindre ce résultat ?	- Fiscalité avantageuse pour le télétravail et l'implantation en zone proche des bassins d'emploi - Communiquer auprès des employeurs et salariés sur les modes de transports et aides (exemple : remboursement de la moitié de l'abonnement des transports en commun)	
Quels obstacles, manques, vigilances, freins pour arriver à ce résultat ?	- Refonte des habitudes de travail - Contraintes liées à la moindre flexibilité des horaires	
Quelles solutions pour contourner les obstacles et les difficultés ?		

	Échelle régionale	Échelle nationale	Échelle régionale	Échelle nationale
<b>Quel objectif avez-vous choisi d'approfondir ?</b>	<b>Développer le « dévoiturage » pour un usage limité de la voiture individuelle et réduire les déplacements imposés</b>		<b>Développer, encourager, faciliter la multimodalité</b>	
Quelles actions entreprendre pour atteindre cet objectif ? Dans quel délai (court, moyen, long terme) ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Élargir l'information (point info énergie)</li> <li>- Faire le lien avec la planification et l'aménagement du territoire (services de proximité, densification)</li> <li>- Obligation de densification de l'habitat autour des axes de transports collectifs avec une prise en compte de la dimension sociale (prix du foncier)</li> <li>- Fiscalité écologique, taxation du carburant</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réserver à court et moyen terme des places de parking à proximité de transport en commun pour les utilisateurs réguliers (intégration dans l'abonnement ou tarif privilégié)</li> <li>- Abonnement unique pour l'utilisation des différents modes de transport (auto-partage, vélo, train, bus ...) → 1 seul interlocuteur</li> <li>- Communiquer sur les facilités d'utilisation</li> </ul>	
Qui faudrait-il associer pour atteindre ce résultat ? Avec qui travailler ? Quel est le rôle de chacun ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Services d'urbanisme et des transports, collectivités locales</li> <li>- Leur rôle : améliorer les performances des transports collectifs (attractivité, gouvernance, coordination)</li> </ul>	Gouvernance des transports à l'échelle régionale (compétences, décentralisation)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Acteurs des transports collectifs (TER, bus...), du stationnement, collectivités locales</li> <li>- Rôle : entente sur les flux financiers et l'organisation</li> </ul>	
Sur quels outils, leviers ou ressources s'appuyer pour atteindre ce résultat ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plan de Déplacement des Entreprises (PDE) obligatoires</li> <li>- Covoiturage-autopartage</li> <li>- Systèmes d'informations régionales (SIM)</li> <li>- Documents de planification</li> <li>- Mobilité scolaire (Pédibus)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Culture et compétences de l'utilisation des transports (aspects éducatifs, sociologique)</li> <li>- Actions en direction des scolaires et des adultes</li> <li>- Information sur le budget réel des déplacements</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création d'espace Info-Mobilité</li> <li>- Sites internet multimodaux</li> <li>- Communiquer auprès des entreprises, des associations, des élus</li> <li>- Journée découverte (offerte) associant les différents acteurs</li> </ul>	
Quels obstacles, manques, vigilances, freins pour arriver à ce résultat ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Trouver la bonne échelle géographique</li> <li>- Difficultés d'organisation des transports pour les espaces ruraux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Souplesse du véhicule personnel</li> <li>- Aspect psychologique de propriété du véhicule personnel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Perte de liberté individuelle (horaires)</li> <li>- Maintenir un coût raisonnable pour l'utilisateur, les opérateurs et la collectivité</li> <li>- Coût pour la collectivité (incivilités, ...)</li> <li>- Acceptation par les parties de la mise en place d'un coordinateur unique</li> </ul>	
Quelles solutions pour contourner les obstacles et les difficultés ?			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Communication</li> <li>- Choix politiques privés/collectivités</li> </ul>	

# GLOSSAIRE

ABF : Architectes des Bâtiments de France

ACV : Analyse du Cycle de Vie

ADEME : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie

ADIL : Agence Départementale d'Information sur le Logement

ANAH : Agence Nationale de l'Habitat

BBC : Bâtiment de Basse Consommation

BE : Bureaux d'Études

BET : Bureau d'Études Technique

CAPEB : Confédération des Artisans et des Entreprises Professionnelles du Bâtiment

CCI : Chambre de Commerce et d'Industrie

CEE : Certificats d'Économie d'Énergie

DPE : Diagnostic de Performance Énergétique

EIE : Espace Info Énergie

EPF : Établissement Public Foncier

FFB : Fédération Française du Bâtiment

GNV : Gaz Naturel pour Véhicules

IDH : Indice de Développement Humain

Ifreé : Institut de Formation et de Recherche en Éducation à l'Environnement

IR : Infrarouge

kWhep/m<sup>2</sup> : kilowattheures d'énergie primaire par mètre carré

LED : Diode Électroluminescente

MEDEF : Mouvement des Entreprises de France

PCET : Plan Climat Énergie Territorial

PDE : Plan de Déplacement des Entreprises

PDU : Plan de Déplacements Urbains

PIB : Produit Intérieur Brut

PLH : Programme Local de l'Habitat

PLU : Plan Local d'Urbanisme

QAI : Qualité de l'Air Intérieur

R&D : Recherche et Développement

SCoT : Schéma de Cohérence Territoriale

SRCAE : Schéma Régional Climat Air Énergie

TER : Transport Express Régional

## RESTITUTION DE L'ATELIER N°2 :

Quelle trajectoire pour atteindre le mix  
énergétique en 2025 ?

Quels types de scénarios possible à l'horizon  
2030 et 2050 dans le respect des engagements  
climatiques de la France ?

\*\*\*

CONFÉRENCE REGIONALE  
DU 4 AVRIL 2013

# SOMMAIRE

<b><u>I Rappel sur la conférence du 4 avril.....</u></b>	<b><u>1</u></b>
<b><u>II Restitution de l'atelier N° 2.....</u></b>	<b><u>2</u></b>
♦ <u>Sujet N°1 : Le réseau intelligent.....</u>	<u>2</u>
♦ <u>Sujet N°2 : Le Rôle du particulier dans le développement des énergies renouvelables.....</u>	<u>4</u>
♦ <u>Sujet N°3 : L'accompagnement au développement des énergies renouvelables.....</u>	<u>6</u>
♦ <u>Sujet N°4 : La territorialisation de l'énergie.....</u>	<u>8</u>
♦ <u>Sujet N°5 : Le cadre de mise en œuvre du développement des énergies renouvelables.....</u>	<u>12</u>
♦ <u>Sujet N°7 : Quel R&amp;D pour la production, distribution, consommation et stockage de l'énergie ?</u>	<u>15</u>
<b><u>GLOSSAIRE.....</u></b>	<b><u>16</u></b>

# I Rappel sur la conférence du 4 avril

La Région Poitou-Charentes en partenariat avec l'État, a organisé le 4 avril 2013 à la Maison de la Région la Conférence régionale de lancement sur la transition énergétique.

Plus de 160 acteurs (producteurs et distributeurs d'énergie, développeurs de projet énergies renouvelables, collectivités locales, chambres consulaires, associations de consommateurs et environnementales, entreprises, banques, chercheurs, citoyens ...) étaient réunis pour débattre autour des questions de l'énergie.

Lors de cette conférence, 2 ateliers de réflexion ont été proposés. Ils ont été structurés pour permettre une production collective qui soit la plus opérationnelle et concrète possible en distinguant deux niveaux : national et régional.

Chaque atelier a traité une des quatre questions du Débat national au sein de laquelle 7 sujets ont été proposés reposant sur les observations et les échanges dans le cadre du Schéma Régional Climat Air Énergie Poitou-Charentes (SRCAE) ou de sa mise en consultation.

• **Thème de l'Atelier 2** : Quelle trajectoire pour atteindre le mix énergétique en 2025 ? Quels types de scénarios possibles à l'horizon 2030 et 2050 dans le respect des engagements climatiques de la France ?

• **Sujets proposés** :

- 1. Le réseau intelligent
- 2. Le rôle du particulier dans le développement des énergies renouvelables
- 3. L'accompagnement au développement des énergies renouvelables
- 4. La territorialisation de l'énergie
- 5. Le cadre de mise en oeuvre du développement des énergies renouvelables
- 6. Le développement des énergies marines
- 7. Quel R&D pour la production, distribution, consommation, stockage ?

• **Nombre de participants à l'atelier N° 1** : 89

• **Nombre de groupes de travail** : 12

## II Restitution de l'atelier N° 2

Les contributions retranscrites dans ce document sont le résultat, tel qu'il a été produit le 4 avril, d'un travail de réflexion collaboratif et participatif.

### Sujet N°1 : Le réseau intelligent

- Nombre de groupes participants : 1
- Mots-clés proposés : production, consommation, distribution, stockage, suivi consommation
- Quels sont les objectifs ? Les résultats visés (quantitatifs et/ou qualitatifs) ?
  - Faire du raccordement le premier moment intelligent du réseau
  - Ne pas oublier que l'intelligence est chez l'Homme
  - R&D : Créer un pôle régional pour l'innovation dans les stockages d'énergies

• Développement des objectifs du sujet N° 1

	Échelle régionale	Échelle nationale	Échelle régionale/locale	Échelle nationale	Échelle régionale	Échelle nationale
<b>Quel objectif avez-vous choisi d'approfondir ?</b>	<b>Faire du raccordement le premier moment intelligent du réseau</b>		<b>Ne pas oublier que l'intelligence est chez l'Homme</b>		<b>R&amp;D : Créer un pôle régional pour l'innovation dans les stockages d'énergies</b>	
Quelles actions entreprendre pour atteindre cet objectif ? Dans quel délai (court, moyen, long terme) ?	Planifier en cohérence le réseau et les productions de manière à optimiser les ressources		Déployer des outils d'information sur les consommations		« cluster » du stockage d'énergie	
Qui faudrait-il associer pour atteindre ce résultat ? Avec qui travailler ? Quel est le rôle de chacun ?	Distributeurs, collectivités, consommateurs, producteurs d'énergie	Associer le RTE	Producteurs, fournisseurs, consommateurs, services (météo)		Experts et industriels pour une recherche adaptée (universitaires)	
Sur quels outils, leviers ou ressources s'appuyer pour atteindre ce résultat ?	Schéma Régional de Raccordement au Réseau des Énergies Renouvelables (S3RER)		- Développement du compteur communicant - Développement de meilleurs matériaux d'isolation	- Directive européenne qui dit que chaque pays doit disposer d'un système de compteurs intelligent - Feu vert des pouvoirs publics		
Quels obstacles, manques, vigilances, freins pour arriver à ce résultat ?	- Manque de pilotage et de coordination entre les échelons territoriaux - Individualisme (« pas dans mon jardin ») - Mauvaise lisibilité et maîtrise des consommations - Les coûts		- Coûts - Mentalités - Faible conscience de la responsabilité individuelle - Effort pour s'impliquer		Coûts (investissement dans la recherche)	
Quelles solutions pour contourner les obstacles et les difficultés ?	- Instrumentation du réseau pour obtenir des indicateurs objectifs - Concertation entre acteurs	Clarifier les règles du jeu (S3RER décret)	Instrumentation et pédagogie			

## Sujet N°2 : Le Rôle du particulier dans le développement des énergies renouvelables

- Nombre de groupe participant : 1
- Mots-clés proposés : auto consommation, financement citoyen, financement participatif, accompagnement, conseil
- Ajouts de mots clés : du particulier au citoyen, boucle dynamique vertueuse, responsabilité individuelle et citoyenne
- Remarques/commentaires :
  - Différencier le particulier à 2 niveaux :
    - individuel pour l'autonomie énergétique (chauffage, isolation, éolien,...)
    - citoyen pour l'aspect collectif et solidaire (participation, initiation de projet, financement de projets locaux, régionaux, ...)
- Quels sont les objectifs ? Les résultats visés (quantitatifs et/ou qualitatifs) ?
  - Du côté de l'axe individuel du particulier :
    - s'équiper et produire (auto-consommation)
    - consommer des énergies renouvelables (prescripteur)
    - économiser financièrement et préserver les ressources
  - Du côté de l'axe collectif et solidaire du particulier :
    - s'impliquer et être acteur de projets à plusieurs titres, moments et dans la durée (co-initiateur, co-gestionnaire, co-financeur, ...)
  - Créer une boucle vertueuse et dynamique entre intérêts individuels et collectifs
  - A l'horizon 2025, chaque particulier picto-charentais devrait pouvoir contribuer au développement des énergies renouvelables à titre individuels (équipement, consommation) et/ou à titre collectif (investissement dans des projets collectifs)

• Développement des objectifs du sujet N° 2

	Échelle régionale	Échelle nationale
<b>Quel objectif avez-vous choisi d'approfondir ?</b>	<b>A l'horizon 2025, chaque particulier picto-charentais devrait pouvoir contribuer au développement des énergies renouvelables à titre individuel (équipement, consommation) et/ou à titre collectif (investissement dans des projets collectifs)</b>	
Quelles actions entreprendre pour atteindre cet objectif ? Dans quel délai (court, moyen, long terme) ?	Répertorier les possibilités des énergies renouvelables régionales en y impliquant tous les acteurs locaux, individuels, collectifs, afin de compléter et enrichir le schéma régional. Associer au choix, à la mise en œuvre (impact, financement, gains), à la globalité du projet territorial (voir exemple des éoliennes en pays de Vilaine)	?
Qui faudrait-il associer pour atteindre ce résultat ? Avec qui travailler ? Quel est le rôle de chacun ?	Élus, associations, collectivités, pays, habitants, entreprises, agriculteurs, banques (BPI), experts, ...	
Sur quels outils, leviers ou ressources s'appuyer pour atteindre ce résultat ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Outils d'animation</li> <li>- Ambassadeurs de l'Énergie</li> <li>- Espace Info Énergie (EIE)</li> <li>- Réunions de quartier</li> <li>- Structures participatives (Énergies partagées, Lumo, ...)</li> <li>- Éducation</li> </ul>	
Quels obstacles, manques, vigilances, freins pour arriver à ce résultat ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Coûts de l'investissement</li> <li>- Échelle de temps de rentabilité longue</li> <li>- Réglementation multiple</li> <li>- Compréhension des concepts liés à l'Énergie (Mix, énergies renouvelables)</li> <li>- Manque de conseils</li> <li>- Obligation du marché public pour les communes</li> </ul>	
Quelles solutions pour contourner les obstacles et les difficultés ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Stabilisation des tarifs</li> <li>- Formation/Éducation</li> <li>- Tiers financement dont le particulier</li> <li>- Simplification administrative</li> <li>- Mutualisation des compétences d'expertise</li> <li>- Accompagnement individuel et collectif</li> <li>- Réactualisation des projets en cours de déroulement</li> </ul>	

## Sujet N° 3 : L'accompagnement au développement des énergies renouvelables

- Nombre de groupes participants : 2
- Mots-clés proposés : proximité, EIE, ambassadeurs, conseils, assistance à maîtrise d'ouvrage, professionnel du bâtiment, collectivités, particuliers
- Ajouts de mots clés : formation des élus et des techniciens, sensibilisation des acteurs économique (zones commerciales, artisanales, industrielles), agriculture méthanisation, implication des citoyens
- Remarques/commentaires :
  - Assistance à maîtrise d'ouvrage = conseils + accompagnement technique et financier
  - Cibles = tous types d'acteurs (public, privé, particuliers)
  - S'appuyer sur l'existant pour plus de cohérence, de coordination, d'objectifs partagés, de mutualisation
  - Mettre en place un service public de l'énergie
  - Faire avancer tout le monde dans le même sens, sans concurrence
  - Favoriser l'information et le conseils aux particuliers
- Quels sont les objectifs ? Les résultats visés (quantitatifs et/ou qualitatifs) ?
  - 100 % du territoire couvert par une structure d'assistance à maîtrise d'ouvrage = un réseau homogène d'assistance structuré à l'échelle départementale et ayant des outils communs (équité de l'accompagnement disponible pour les acteurs)
  - Accompagner l'ensemble des cibles (public, privé, particuliers)
  - Centraliser et porter à connaissance les études de potentiel (centre de ressources)
  - Mettre en réseau les acteurs locaux pour permettre le couplage de la complémentarité des projets
  - Rationaliser l'accès aux financements (par type d'acteur et de projet)
  - Mobiliser les acteurs locaux pour porter de nouveaux projets
  - Animer
  - Favoriser le passage à l'acte pour tous
  - Diminuer les émissions de gaz à effets de serre

• Développement des objectifs du sujet N° 3

	Échelle régionale	Échelle nationale	Échelle régionale	Échelle nationale
<b>Quel objectif avez-vous choisi d'approfondir ?</b>	<b>100 % du territoire couvert par une structure d'assistance à maîtrise d'ouvrage : guichet unique de l'accompagnement (service public)</b>		<b>Favoriser le passage à l'acte pour tous (individuel et collectif)</b>	
Quelles actions entreprendre pour atteindre cet objectif ? Dans quel délai (court, moyen, long terme) ?	Regrouper d'ici à 2014 l'ensemble des structures faisant l'assistance à maîtrise d'ouvrage = création d'une seule structure régionale avec des antennes territoriales	- Création d'un réseau national des structures d'accompagnement - Rôle de financeur et de facilitateur pour la mise en place des structures en région - Définition d'objectifs et de réglementations pérennes du développement des énergies renouvelables	- Densifier le réseau d'information neutre et gratuite - Former les acteurs - Financement	- Stabiliser les règles - Réformer les plans d'urbanismes et les règlements
Qui faudrait-il associer pour atteindre ce résultat ? Avec qui travailler ? Quel est le rôle de chacun ?	Région, les 4 conseils généraux, ADEME, AREC, Consulaires, CRER, fournisseurs d'énergies, collectivités, ADIL, EIE, programme de recherche, les DDT, DREAL, Agences de l'Eau, associations, organisations professionnelles (FFB, CAPEB,...), institutions financières	Ministères, ADEME, INRA, IRSTEA, BRGM, ENERPLAN, ATEE, fournisseurs d'énergies, CLER, AMORCE, AMF, ARF, ...	EIE et réseau associatif, organismes de formation (formation initiale et permanente) Rôle : sensibiliser en périscolaire	
Sur quels outils, leviers ou ressources s'appuyer pour atteindre ce résultat ?	- EIE, CEP, ambassadeurs, PIG-Habiter mieux, ALE, études de potentiels, observatoires, outils d'évaluation - Outils financiers : subventions, CEE, tiers financeurs, financements alternatifs et citoyens - Animation territoriale	- Réglementation pérenne : fixation d'un cadre stable du développement des énergies renouvelables - Certifications, labels	Formation et financements	
Quels obstacles, manques, vigilances, freins pour arriver à ce résultat ?	- Etre vigilant pour que chaque structure ne se sente pas dépossédée - Financements - Cohérence des objectifs de chacun - Acceptation sociale des projets - Attention aux subventions anarchiques	- Lobbying - Volonté politique - Réglementation instable - Attention aux subventions anarchiques	Difficultés à trouver un accompagnement technique et/ou financier pour passer à l'acte	
Quelles solutions pour contourner les obstacles et les difficultés ?	- Corréler les subventions au potentiel et aux objectifs des territoires - Une vision commune et partagée à toutes les échelles - Projets participatifs (épargne citoyenne) - Exemplarité des collectivités - Démonstration/expérimentation - Développer la R&D - Valorisation/communication	- Développer la R&D - Valorisation/communication	Réforme bancaire Financement par un tiers investisseurs Encourager la vente partielle d'énergie dans le photovoltaïque	

## Sujet N°4 : La territorialisation de l'énergie

- Nombre de groupes participants : 5
- Mots-clés proposés : production, distribution, consommation, stockage
- Ajouts de mots clés : concertation, échelle de mise en œuvre, coût (investissement, précarité), mobilité, gouvernance
- Remarques/commentaires :
  - La concertation est indispensable entre les porteurs et les bénéficiaires du projets et les différents acteurs concernés
  - Développer des méthodologies de concertation
  - Décider de la sortie du recours à l'énergie nucléaire
  - Il y a nécessité d'une adéquation entre les besoins locaux en énergie et la production locale d'énergies renouvelables et de bio-matériaux ; ce qui implique que les projets puissent être de tailles variés s'il y a cette cohérence
  - Il y a un intérêt dans notre région à s'intéresser particulièrement au milieu rural. Il y a nécessité d'une cohérence transversale entre production d'aliments, d'énergie, et cohérence environnementale (eau-air-sol-biodiversité)
  - Interactions locales entre « Production, distribution, consommation, stockage » : ces 4 mots sont indissociables
  - Passage d'un modèle essentiellement national à un modèle combinant « niveau national » et initiatives locales
  - Le développement des énergies renouvelables implique le développement des infrastructures de distribution (réseaux intelligents)
- Quels sont les objectifs ? Les résultats visés (quantitatifs et/ou qualitatifs) ?
  - Stabiliser la facture énergétique des ménages, collectivités, entreprises
  - Se donner les moyens de concertation réelle entre acteurs locaux dans le but d'arriver à des compromis (exemples : chambre d'agriculture et associations environnementales, communauté de communes et associations locales)
  - Exploiter le potentiel de production locale en matière d'énergie renouvelable (et d'énergies de récupération)
  - Assurer l'équilibre entre production et consommation au niveau local et entre les territoires
  - Assurer l'équité entre les usagers en terme d'accès au service et de coût
  - Améliorer la gouvernance
  - Faciliter les projets locaux pertinents, sans remettre en cause la sécurité du système électrique
  - Mettre en place un cadre et des objectifs nationaux stables, dans lesquels les entreprises et collectivités locales peuvent travailler et trouver des solutions imaginatives
  - Ne pas oublier le volet « pétrole » à réduire (enjeu fort dans les habitats dispersés)
  - Appropriation par les territoires des notions d'efficacité et des enjeux d'un mix de production décentralisée
  - Exemplarité des collectivités (si production et consommation)
  - Mettre en place des démarches pédagogiques visant à l'implication des administrés
  - A l'horizon 2025 : avoir au moins une collectivité à énergie positive (en territoire rural) par département
  - A l'horizon 2050 : avoir au moins 50 % de la population des 4 agglomérations chefs-lieux associés à une démarche de maîtrise de l'énergie reposant sur le comptage intelligent et sur une politique de transport multimodale
  - Renforcer le pouvoir politique local en matière d'énergie (décision, compétences, coordination)
  - Se doter d'outils d'accompagnement des acteurs du territoire (consommateurs, élus, producteurs)
  - Adapter les infrastructures de distribution aux productions d'énergies renouvelables
  - Construire les modalités d'animation territoriales des projets
  - Imaginer les outils de financements pour les projets territoriaux (modes de financements innovants, modèles économiques)
  - En 2025, 40 % de la population devrait être capable de situer sa consommation par rapport à un référentiel

• Développement des objectifs du sujet N° 4

	Échelle régionale	Échelle nationale	Échelle régionale	Échelle nationale
<b>Quel objectif avez-vous choisi d'approfondir ?</b>	<b>Stabiliser la facture énergétique des ménages, collectivités, entreprises en milieu rural</b>		<b>Exploiter le potentiel de production locale en matière d'énergie renouvelable (et d'énergies de récupération)</b>	
Quelles actions entreprendre pour atteindre cet objectif ? Dans quel délai (court, moyen, long terme) ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Diminuer la facture liée aux transports (limitation de l'étalement urbain, développement des transports en commun, choix de l'alimentation)</li> <li>- Diminuer la facture liée au chauffage (rénovation thermique des bâtiments)</li> <li>- Développer des unités de production décentralisées d'énergies</li> <li>- Mettre en adéquation les ressources naturelles locales et les besoins (exemple : mini-réseaux de chaleur en milieu rural)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fiscalité incitative : faire payer l'énergie nucléaire à son juste prix (démantèlement, gestion des déchets)</li> <li>- Simplifier les montages juridiques et les réglementations (exemple : éolien, photovoltaïque)</li> </ul>	A court terme : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Connaissance détaillée des gisements</li> <li>- Information et communication au public</li> </ul>	Simplifier les procédures
Qui faudrait-il associer pour atteindre ce résultat ? Avec qui travailler ? Quel est le rôle de chacun ?	Concertation en amont : monde agricole, collectivités, artisans, investisseurs privés, banques, particuliers		Administration, collectivités, professionnels, citoyens, et les acteurs financiers	Acteurs financiers
Sur quels outils, leviers ou ressources s'appuyer pour atteindre ce résultat ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les conditions financières doivent être stables le temps de constitution du projet</li> <li>- S'appuyer sur le scénario Négawatt</li> <li>- Concours de territoires à énergie positive</li> <li>- Cours de l'énergie en 2020</li> </ul>	Fiscalité carbone à renforcer	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Financement incitatif, participatif</li> <li>- Gouvernance</li> <li>- Inclure un volet énergie dans les SCOT et les autres documents d'urbanismes</li> </ul>	
Quels obstacles, manques, vigilances, freins pour arriver à ce résultat ?	Difficulté pour des petites collectivités de produire de l'énergie pour le patrimoine communal et autres au vu d'investissement conséquents	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Centralisation de la production d'énergie</li> <li>- Prédominance de lobbies nucléaire, pétrolier, gazier ...</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fiabilité des acteurs ?</li> <li>- Technique</li> <li>- Acceptabilité sociale</li> </ul>	Procédures, contradiction avec les autres réglementations
Quelles solutions pour contourner les obstacles et les difficultés ?	Faciliter l'accès au prêt pour les communes Simplifier les aspects réglementaires Développer la formation dans les écoles d'urbanisme, d'architecture, d'ingénieurs, les IUT, ...		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Cahiers des charges pour répondre aux besoins, mettre en place un contrôle</li> <li>- Communication</li> </ul>	

	Échelle régionale	Échelle nationale	Échelle régionale	Échelle nationale
<b>Quel objectif avez-vous choisi d'approfondir ?</b>	<b>Faciliter les projets locaux pertinents, sans remettre en cause la sécurité du système électrique</b>		<b>Appropriation par les territoires des notions d'efficacité et des enjeux d'un mix de production décentralisée</b>	
Quelles actions entreprendre pour atteindre cet objectif ? Dans quel délai (court, moyen, long terme) ?	Poursuivre les travaux du SCRAE et la consultation des acteurs locaux	- Loi cadre sur le mix énergétique à 10-20 ans - Simplifier les procédures administratives	A court terme : - Connaître - Échanger les pratiques - Mutualiser - Accompagner les acteurs sur les territoires	- Benchmarking pour avoir de la dynamique - Assurer la cohérence des systèmes et des démarches
Qui faudrait-il associer pour atteindre ce résultat ? Avec qui travailler ? Quel est le rôle de chacun ?	Rôle du Préfet pour répercuter dans les territoires les grands axes retenus	Suivi par le ministère de l'énergie et de l'application de la loi cadre	Collectivités territoriales, citoyens, consommateurs, acteurs du monde de l'énergie	Évolution de la compétence « énergie »
Sur quels outils, leviers ou ressources s'appuyer pour atteindre ce résultat ?	- Circuits-courts de décisions locales - Ne pas hésiter à lancer des expérimentations (R&D) à la maille locale	Demandons-nous pourquoi un permis de construire est obtenu en 6 mois en Allemagne et en 3 ans en France !!!	- Information/formation - Développement d'un dialogue territorial - Élaboration de préconisations précises de travaux d'amélioration de l'habitat sur la base de diagnostics qualitatifs - S'appuyer sur toutes les ressources locales pour diversifier le mix énergétique	- Prévoir une certification des professionnels du diagnostic - Fixer des objectifs chiffrés de rénovation du bâti dans les contrats de plan Etat-Région
Quels obstacles, manques, vigilances, freins pour arriver à ce résultat ?	Manque de formation et d'information des services instructeurs	Complexité des circuits (qui peuvent dissuader)	Malgré des disponibilités financières, l'empilage institutionnel et la dilution des responsabilités (= absence de chef de file) nuit à la concrétisation des actions (exemple : mise en œuvre du plan « Habiter Mieux »)	
Quelles solutions pour contourner les obstacles et les difficultés ?	Subventionnement des projets R&D qui laissent présager d'être à l'équilibre à terme	Évaluation des expériences pour trier celles qui sont performantes et celles inefficaces	Définition d'un chef de file	- Clarification des compétences - Simplification des procédures (allègement des compétences) - Hiérarchisation des schémas (les rendre compatibles et opposables)

	Échelle régionale	Échelle nationale	Échelle régionale	Échelle nationale
<b>Quel objectif avez-vous choisi d'approfondir ?</b>	<b>Renforcer le pouvoir politique local en matière d'énergie (décision, compétences, coordination)</b>		<b>Se doter d'outils d'accompagnement des acteurs du territoire (consommateurs, élus, producteurs)</b>	
Quelles actions entreprendre pour atteindre cet objectif ? Dans quel délai (court, moyen, long terme) ?	- Coordination régionale - Document local de programmation énergétique opposable dans chaque territoire	Définir l'échelle territoriale pertinente pour organiser les projets énergétiques	Aider les particuliers à s'appropriier les enjeux de réduction de consommation et à maîtriser leurs consommations individuelles	Demander aux opérateurs d'énergie de développer des solutions technologiques permettant aux consommateurs de connaître leur consommation
Qui faudrait-il associer pour atteindre ce résultat ? Avec qui travailler ? Quel est le rôle de chacun ?	ADEME, DREAL, syndicats d'énergie, EPCI		Agences Régionales de l'Energie, les syndicats d'énergie, ADEME, EIE	Opérateurs d'énergie, syndicats d'énergie, associations de consommateurs
Sur quels outils, leviers ou ressources s'appuyer pour atteindre ce résultat ?	- Chaque territoire connaît ses consommations et son potentiel de production (optimiser le potentiel local) - Projets de finance participative (financement innovant)	Modèles économiques public/privé	- Profils-types de consommation - Données agrégées à une maille pertinente (immeuble, quartier) - Outils de sensibilisation	- Leviers financiers - Campagne d'information
Quels obstacles, manques, vigilances, freins pour arriver à ce résultat ?	- Maille territoriale pertinente - Accès aux données de consommation	Arsenal juridique à créer	- Confidentialité des données individuelles - Prise en main d'une technologie nouvelle	Dispositions limitées aux énergies de réseau (électricité, gaz)
Quelles solutions pour contourner les obstacles et les difficultés ?				

## Sujet N°5 : Le cadre de mise en œuvre du développement des énergies renouvelables

- Nombre de groupes participants : 2
- Mots-clés proposés : législation, financement, normes
- Ajouts de mots clés : incitations, consultation, territoires et collectivités, stabilité, visibilité et simplicité, équité, qualité des prestataires (label)
- Remarques/commentaires :
- Quels sont les objectifs ? Les résultats visés (quantitatifs et/ou qualitatifs) ?
  - Valoriser les atouts, les potentiels de la Région
  - Simplifier les démarches administratives (législation, normes, ...) en vue de la mise en œuvre des projets d'énergies renouvelables
  - Limiter les recours « abusifs » des opposants aux projets, notamment éoliens
  - Donner aux collectivités territoriales les moyens nécessaires à l'accompagnement et au développement des projets (humains/financiers)
  - Stabiliser la législation relative au développement des énergies renouvelables
  - Permettre l'évacuation des énergies renouvelables dans les réseaux électriques de la Région
  - Mieux répartir et équilibrer la taille des projets pour une meilleure acceptation
  - Simplifier la procédure
  - Rendre stable et visible le cadre de mise en œuvre du développement (fiscalité, conditions économiques, lois, ...) afin d'éviter les effets d'aubaine ou de découragement
  - Définir le cadre de financement (réseau et transport)

• Développement des objectifs du sujet N° 5

	Échelle régionale	Échelle nationale	Échelle régionale	Échelle nationale
<b>Quel objectif avez-vous choisi d'approfondir ?</b>	<b>Permettre l'évacuation des énergies renouvelables dans les réseaux électriques de la Région</b>		<b>Simplifier les démarches administratives (législation, normes, ...) en vue de la mise en œuvre des projets d'énergies renouvelables</b>	
Quelles actions entreprendre pour atteindre cet objectif ? Dans quel délai (court, moyen, long terme) ?	Fixer des objectifs atteignables		Mettre en cohérence les zones favorables entre les différents schémas de développement	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Supprimer la procédure ICPE (Installation classée pour la protection de l'environnement) éolien</li> <li>- Limiter le nombre de documents administratifs à fournir et alléger la réglementation</li> <li>- Définir la notion de recours « abusif » pour permettre des poursuites</li> <li>- Prendre exemple des bonnes pratiques en Europe</li> <li>- Supprimer les appels d'offres photovoltaïques pour les moyennes surfaces et régionaliser les appels d'offres</li> </ul>
Qui faudrait-il associer pour atteindre ce résultat ? Avec qui travailler ? Quel est le rôle de chacun ?	Élus, associations professionnelles, associations environnementales, ELD (entreprises locales de distribution), opérateurs de réseaux, DREAL, Préfecture	État, CRE (Commission de régulation de l'énergie)	Élus locaux, ELD, syndicats d'énergie, opérateurs de réseau	État, organisations professionnelles, CRE
Sur quels outils, leviers ou ressources s'appuyer pour atteindre ce résultat ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place des recensements réguliers des projets et leur localisation</li> <li>- Observatoire des énergies renouvelables</li> <li>- Commission Régionale des énergie renouvelables</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Observatoire des énergies renouvelables</li> <li>- Développer la R&amp;D des réseaux intelligents (et les financements associés)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ajouter/créer un groupe (ou une commission) de simplification des procédures</li> <li>- Mise en place d'une commission régionale avec des indicateurs (ex : temps de réalisation des projets, projets en attente)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Comparaison avec les pays européens</li> <li>- Ajouter/créer une commission de simplification des procédures</li> <li>- Faire une loi</li> <li>- Mise en place d'observatoires des énergies renouvelables (avec des indicateurs)</li> </ul>
Quels obstacles, manques, vigilances, freins pour arriver à ce résultat ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Des objectifs trop ambitieux</li> <li>- Coût de raccordement par rapport à son projet</li> <li>- Financement et sa répartition</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Zones interdites trop nombreuses</li> <li>- Idées reçues provoquant des recours abusifs</li> </ul>	
Quelles solutions pour contourner les obstacles et les difficultés ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Recensements réguliers des projets et leur localisation</li> <li>- Mise en place de commissions incluant les acteurs concernés</li> </ul>		Mise en place d'expérimentations pour tester les schémas	Mise en place de commissions indépendantes pour identifier les contraintes limitant le développement des énergies renouvelables (radars,...)

	Échelle régionale	Échelle nationale	Échelle régionale	Échelle nationale	Échelle régionale	Échelle nationale
<b>Quel objectif avez-vous choisi d'approfondir ?</b>	<b>Simplifier la procédure</b>		<b>Définir le cadre de financement (réseau et transport)</b>		<b>Rendre stable et visible le cadre de mise en œuvre du développement (fiscalité, conditions économiques, lois, ...) afin d'éviter les effets d'aubaine ou de découragement</b>	
Quelles actions entreprendre pour atteindre cet objectif ? Dans quel délai (court, moyen, long terme) ?	Guichets uniques (régionaux et locaux) regroupant les compétences déjà existantes	- Réduire les délais d'instruction - Prévoir une pré-instruction des recours afin de ne conserver que les recours « légitimes »	- Recherche de l'adéquation optimale entre objectifs en termes de puissance/production et quote part S3R (Schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables) - Prise en compte des coûts échoués disproportionnés dans le cas des GRD (Gestionnaire du réseau de distribution) ruraux	Dans le cadre d'une transition fossile vers les énergies renouvelables, élargir l'assiette de financement de la CSPE (contribution au service public de l'électricité) à toutes les énergies pour ne pas décourager le seul consommateur électrique	- Stabilité des aides et des subventions - Éviter les effets d'aubaines	- Stabilité législative - Pas de rétro-activité - Éviter les effets d'aubaines
Qui faudrait-il associer pour atteindre ce résultat ? Avec qui travailler ? Quel est le rôle de chacun ?					Associer les acteurs (associations professionnelles, fabricants, sous-traitants, banques, ...) et les élus aux différentes échelles territoriales	
Sur quels outils, leviers ou ressources s'appuyer pour atteindre ce résultat ?		- Simplification législative - Simplification des procédures administratives	- Crédits/subventions capés en rapport avec les rendements (kWh électrique ou thermique) de l'installation Rôle facilitateur de la Région - Dans le secteur résidentiel : bonus aux projets qui couplent la rénovation énergétique et la substitution aux énergies renouvelables		- S'appuyer sur les coopératives (CUMA), les collectivités compétentes pour améliorer l'acceptabilité et le montage financier - Approche expérimentale et études d'impacts économiques	Approche expérimentale et études d'impacts économiques
Quels obstacles, manques, vigilances, freins pour arriver à ce résultat ?	Mille-feuille administratif				Interprétation différenciée des textes selon (et entre) les mailles administratives	Vision à court terme
Quelles solutions pour contourner les obstacles et les difficultés ?			- Mutualiser les coûts échoués des GRD ruraux pour aboutir à un même taux de couverture des investissements - Favoriser la cohérence entre courbe de production et consommation avec une subvention aux énergies renouvelables/classique autour du gisement		Moyens locaux adaptés aux objectifs locaux et aux ressources locales	- Vision à long terme - Texte clair et simple évitant les interprétations

## Sujet N°7 : Quel R&D pour la production, la distribution, la consommation et le stockage de l'énergie ?

- Nombre de groupe participant : 1
- Mots-clés proposés : innovation, financement, choix technologique
- Ajouts de mots clés : comportements, sociologie
- Quels sont les objectifs ? Les résultats visés (quantitatifs et/ou qualitatifs) ?
  - Recherche et développement sur les comportements en rapport avec l'énergie (utilisation, comportements, choix des solutions informatives, sobres et frugales) pour :
    - Faire évoluer les comportements par la démonstration et l'expérimentation progressive
    - Se donner les moyens de « massifier » les changements de comportements grâce à l'appropriation par les acteurs
- Développement des objectifs du sujet N° 7

	Échelle régionale	Échelle nationale
<b>Quel objectif avez-vous choisi d'approfondir ?</b>	<b>Recherche et développement sur les comportements en rapport avec l'énergie pour faire évoluer les comportements et se donner les moyens de « massifier » les changements de comportements grâce à l'appropriation par les acteurs</b>	
Quelles actions entreprendre pour atteindre cet objectif ? Dans quel délai (court, moyen, long terme) ?	A l'échelle régionale, nationale et internationale : - État des lieux des actions existantes et des centres de compétences - Définir l'organisation du pilotage des actions (qui fait quoi et convergence-synergie-avec un souci de partage des connaissances, des expériences, des innovations = « sortir du cadre ») - Mener des expérimentations « économie positive » = soutenable dans une approche en rupture, sous forme d'appels à projets Etat/Région/Europe et dans des modes d'organisations innovants (coopératives, économie participative, micro-finance)	
Qui faudrait-il associer pour atteindre ce résultat ? Avec qui travailler ? Quel est le rôle de chacun ?	- Actions exemplaires de la Région et de l'État - Repérer les forces en présence et les forces de réaction dans les acteurs associés : associations, collectivités, entreprises, chambres consulaires, citoyens	
Sur quels outils, leviers ou ressources s'appuyer pour atteindre ce résultat ?	- Sensibilisation via les écoles et les autres lieux de formations - Internet, réseaux sociaux, moyens de mobiliser les aides/épargne - Associations de consommateurs, qui seraient à renforcer - Énergéticiens, particulièrement pour les mesures de résultats	
Quels obstacles, manques, vigilances, freins pour arriver à ce résultat ?	- Les habitudes, la culture - La sémantique → pour partager un langage commun, une vision commune, un regard vers l'avenir. Aujourd'hui nos « mots » ne sont pas compris entre nous (exemple : éco-quartier) - Le faible coût actuel de l'énergie - Les peurs qui empêchent de rentrer dans le projet et la « tyrannie de l'urgence » = obligation de résultats immédiats	
Quelles solutions pour contourner les obstacles et les difficultés ?	- R&D = se donner le droit à l'erreur et se donner du temps - Augmenter la capacité d'intervention du capital-risque - Développer nos capacités à dialoguer et inciter aux comportements citoyens au travers des médias - Mettre en place une tarification incitative dans le sens de l'économie et de l'innovation en l'accompagnant de dispositifs pour les situations de précarité énergétique et de compétitivité dans les entreprises (mesures transitoires)	

# GLOSSAIRE

ADEME : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie

ADIL : Agence Départementale d'Information sur le Logement

ALE : Agence Locale de l'Énergie

AMORCE : association nationale des collectivités, des associations et des entreprises pour la gestion des déchets, de l'énergie et des réseaux de chaleur

AMF : Association des Maires de France

AREC : Agence Régionale d'évaluation Environnement Climat

ARF : Association des Régions de France

ATEE : Association Technique Énergie Environnement

BPI : Banque Publique d'Investissement

BRGM : Bureau de Recherches Géologiques et Minières

CAPEB : Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment

CEE : Certificats d'Économies d'Énergie

CEP : Conseil en Énergie Partagé

CLER : Comité de Liaison Énergies Renouvelables

CRE : Commission de Régulation de l'Énergie

CRER : Centre Régional des Énergies Renouvelables

CSPE : Contribution au Service Public de l'Électricité

CUMA : Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole

DDT : Direction Départemental des Territoires

DREAL : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

EIE : Espace Info Énergie

ELD : Entreprises Locales de Distribution

ENERPLAN : Syndicat des professionnels de l'énergie solaire

EPCI : Établissement Public de Coopération Intercommunale

FFB : Fédération Française du Bâtiment

GRD : Gestionnaire du Réseau de Distribution

ICPE : Installation Classée pour la Protection de l'Environnement

INRA : Institut National de la Recherche Agronomique

IRSTEA : Institut de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture

IUT : Institut Universitaire de Technologie

kWhep/m<sup>2</sup> : kilowattheures d'énergie primaire par mètre carré

PIG Habiter mieux : Programme d'Intérêt Général

R&D : Recherche et Développement

RTE : Réseau de Transport d'Électricité

SCoT : Schéma de Cohérence Territoriale

SRCAE : Schéma Régional Climat Air Énergie

S3RER : Schéma Régional de Raccordement au Réseau des Énergies Renouvelables

## Communiqué de



Conférence régionale sur l'énergie : Ségolène Royal annonce dix actions pour accélérer les économies d'énergies et la production d'énergie propre

---

La Région Poitou-Charentes en partenariat avec l'Etat, a organisé ce jour à la Maison de la Région la Conférence régionale sur la transition énergétique. 180 acteurs de l'énergie : sociétés de production et de distribution, collectivités locales, associations environnementales, entreprises du bâtiment, chercheurs,... ont proposé, à travers des travaux fructueux en ateliers, d'accélérer en Poitou-Charentes la transition énergétique, pilier de l'excellence environnementale en région.

Ségolène Royal a annoncé des actions pour :

1. renforcer les conseils gratuits aux particuliers pour les travaux de maîtrise de l'énergie dans les logements ;
2. développer les économies d'énergies dans les entreprises pour augmenter les compétitivités ;
3. favoriser les véhicules propres en encourageant l'autopartage ;
4. aider les particuliers et les entreprises à produire localement leur énergie ;
5. demander à l'Etat un cadre administratif stable et simplifié pour développer les énergies renouvelables ;
6. donner de nouvelles compétences aux collectivités locales pour qu'elles produisent, elle-mêmes et pour leurs habitants, leur énergie ;
7. multiplier l'utilisation d'éco-matériaux produits en région par l'agriculture et des procédés industriels innovants ;
8. offrir un conseil de proximité notamment dans les territoires ruraux de Poitou-Charentes ;
9. multiplier les unités de production d'énergies renouvelables (éolien, solaire, biomasse...) pour créer des territoires à énergie positive ;
10. offrir des actions d'éducation à l'environnement dans les écoles primaires de la région.

**La Région Poitou-Charentes, territoire de l'excellence environnementale, veut ainsi garder une énergie d'avance.**

---

Pour toute information complémentaire, contacts :  
- **Maryline Simoné, porte-parole, conseillère régionale**  
06 31 24 64 30 ; [maryline.simone@gmail.com](mailto:maryline.simone@gmail.com)  
- **Valérie Courrech, attachée de presse**  
06 15 56 12 84 ; [valerie.courrech@gmail.com](mailto:valerie.courrech@gmail.com)

# Annexe 6 : Les contributions issues des 2 tables rondes du 13 avril organisées par Europe Ecologie Les Verts de la Vienne

## Transition énergétique dans le bâtiment : une opportunité pour l'emploi ?

Le déroulé de cette convention :

- 10h00 Ouverture de la Convention par Robert Rochaud, adjoint au maire de Poitiers, Co-secrétaire du groupe local EELV Poitiers Sud-Vienne  
Introduction par Yannick Jadot, député européen EÉLV, spécialiste des questions énergétiques et du commerce international
- 10H30 Table ronde suivie d'un débat Développer la filière pour la transition énergétique dans le bâtiment  
Jean-François Mauro, directeur de l'Ademe  
Jean-Michel Pouvreau, Association des Ingénieurs Chauffage Ventilation et Froid  
Didier Duthoit, Futur'Eco, fournisseur de matériaux écologiques et énergies renouvelables  
Claudine Gaudin, architecte  
Sylvie Berland, vice-présidente fédération départementale du bâtiment et des travaux publics  
David Sinnasse, ingénieur Méthodes et Construction Durable d'Eco-habitat
- 12h30 Pause déjeuner
- 14H00 Table ronde :  
Développer les compétences et l'emploi pour la transition énergétique dans le bâtiment  
Jean Claude Lizé, CAPEB, Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment  
Hélène Shemwell, conseillère régionale Poitou-Charentes, membre de la commission énergie  
François Ripault, directeur du BTP CFA  
Nathalie LEROUX, ingénieur pour l'école, en charge de la mission académique école entreprise, rectorat de l'Académie de Poitiers
- 16h00 Focus : La rénovation dans l'habitat social - Jean-François Macaire
- 16h30 Conclusion par Véronique Massonneau, députée EÉLV de la Vienne

## Les principales personnalités intervenantes :

Y JADOT et V MASSONEAU pour EELV  
JF MACAIRE vice président de la Région PC

## La participation : environ 54 personnes

Après l'introduction de bienvenue et de présentation de R Rochaud l'intervention de Y Jadot a permis de recadrer pour le mouvement EELV la place du débat sur la transition énergétique dans les problèmes que rencontre la société actuellement. Il a rappelé qu'il s'agissait d'un débat central et il a appelé les participants à « changer d'imaginaire ».

**La première table ronde** avait pour objectif de dresser tout d'abord un constat de l'existant en région Poitou Charentes au travers du témoignage d'acteurs directement concernés par la question de la transition énergétique, le plus souvent car ils en sont des acteurs directs : aussi bien la vision de l'institution que des constructeurs ou encore de la filière de vente de matériaux.

Le représentant de l'ADEME a fait le constat de la situation actuellement dans la région et a souligné les défis auxquels il faut s'attaquer ne serait ce que pour respecter les objectifs du sommet de Grenelle : 30000 logements à réhabiliter contre 2000 en moyenne par an actuellement, coût 12 milliards, potentiel de création ou transformation d'emplois : 15000. Il a mentionné une initiative de la Région qui mérite d'être relayée : le concours famille énergie positive.

La représentante des architectes a axé son intervention sur les changements de pratique professionnelle qui sont induits par la question de la transformation de l'habitat. Elle a par ailleurs souligné que la question de la performance des logements doit être impérativement liée à l'usage.

Le thermicien a souligné que le principal effet de grenelle a été de secouer le cocotier, ce qui a permis de rapprocher les professionnels. Il a souligné la nécessité de travailler le plus en amont possible sur les projets. Il a cassé l'image qui voudrait que les logements sociaux soient dans la situation la plus catastrophique.

La représentante de la FFB a d'abord souligné la grande difficulté dans laquelle se trouve aujourd'hui la profession en soulignant notamment la question des prix !

Elle a formulé des demandes précises :

- Fin de l'auto-entreprenariat dans le bâtiment

- Lutte contre la concurrence étrangère déloyale
- Une plus grande stabilité des dispositifs d'ordre réglementaire pour donner le temps aux entreprises de s'organiser.

Enfin elle a insisté sur un point récurrent en ce qui concerne la réalisation des opérations : un temps de décision très long qui réduit le temps de réalisation.

Le fournisseur de matériaux a souligné l'inventivité dans la recherche et la mise sur le marché de nouveaux matériaux.

Enfin le représentant du cluster « cohabitât » a insisté, comme d'autres avant lui, sur la nécessité d'une plus grande transversalité pour créer de l'échange et de la coopération entre les professionnels. Il a souligné en outre que sur le neuf le travail est connu : « tirer les professionnels vers le haut », par contre cela semble plus compliqué dans l'ancien.

### **Le débat a amené les questions suivantes**

Deux points essentiels à retenir de l'échange avec la salle :

- La nécessité de lier la question de l'habitat avec celle des transports : lutter contre l'étalement urbain !
- Par anticipation sur le débat de l'après midi l'intérêt des groupements d'employeurs pour conserver les compétences dans le secteur.

### **Les principales propositions que l'on peut retenir de ce débat et des interventions**

Rendre le PPID ou PTZ sécable pour permettre aux particuliers de réaliser des opérations séparées dans le temps

Créer des guichets uniques : l'un pour les particuliers pour donner conseil et aide au financement, l'autre pour les entreprises pour favoriser l'accès à la demande.

L'ADEME préfère aux guichets uniques la mise en place d'une plateforme de rénovation de l'habitat qui assumerait les fonctions suivantes : Conseil, accès à l'expertise, suivi des opérations, évaluation.

Pour préserver son caractère de neutralité et d'objectivité la gouvernance devrait être confiée aux collectivités locales, au niveau des intercommunalités : se pose la question du financement.

**La seconde table ronde** avait pour objectif de mesurer les progrès faits dans le développement de l'emploi et l'évolution des métiers en rapport avec le thème et plus spécialement dans les métiers de la construction. Est ce que l'offre de formation a pris en compte la nécessité de faire évoluer les métiers ? Est ce que l'institution EN a intégré cette nouvelle donne dans ses formations ? Enfin est ce que les professionnels trouvent la main d'œuvre dont ils ont besoin ?

Il s'agissait aussi de vérifier que la mise en place d'un Centre de Ressources plus spécialement dédié à cette filière était nécessaire pour accélérer les mutations nécessaires.

### CR des débats

La situation en région Poitou-Charentes en quelques chiffres. En région Poitou-Charentes on compte 40 000 entreprises. 10 000 travaillent dans le bâtiment et 50% de celles-ci fonctionnent avec un seul artisan. Seules 5% ont plus de 10 salariés. Ces entreprises représentent 15 000 emplois. 200 artisans seulement possèdent le label d'éco-artisan.

Les métiers du bâtiment sont en pleine évolution, il n'y a pas de véritables nouveaux métiers mais une formation initiale axée sur le développement durable qui privilégie la coordination entre tous les corps de métiers ainsi qu'une hiérarchisation des travaux. Ainsi, quelque soit l'artisan intervenant sur un chantier de rénovation, un conseil est apporté et justifie l'ordre d'intervention : on commencera par l'isolation, puis la chaudière avant de s'attaquer aux cloisons et à l'électricité...

### La formation dans la filière du bâtiment :

Au niveau de la formation académique, l'enjeu est de conjuguer les demandes des entreprises et la formation dans les établissements publics et les centres de formation et d'apprentissage (CFA). La stratégie pour répondre aux demandes repose sur l'établissement d'un contrat de plan état-région qui donne un cadre de référence et d'aménagement du territoire afin d'avoir une bonne répartition des formations sur la région.

Dans la formation, le grenelle de l'environnement a été un accélérateur des pratiques aussi bien dans la formation initiale que continue, ainsi la problématique du développement durable est enseignée dans le socle de compétence et au travers des différentes disciplines. On forme des jeunes qui seront de plus en plus sensibles à la problématique. Dans la formation professionnelle, l'évolution des métiers est notable: le plombier devient aussi installateur de pompe à chaleur, le maçon prend en charge l'isolation... Au cœur de métier, il y a ajout de formation par addition de compétences.

Les conséquences sur la formation initiale sont multiples :

- De nouvelles certifications ont été créées
- Les référentiels de formation ont évolué répondant au mieux à la technicité des tâches, des produits utilisés mais aussi aux exigences des demandeurs de formations (ouvrier, artisan, patron).
- Une modification de certaines filières comme la filière STI (Sciences et Techniques Industrielles) qui s'est diversifiée en 4 spécialités (innovation technologique et écoconstruction, système d'information numérique, énergie et économie d'énergie, architecture et écoconstruction). L'université de Poitiers a mis en place une licence verte et un master en développement durable.

La formation continue a accompagné cette évolution. Le projet « Praxibat » a permis l'installation de différentes plateformes de formation et d'apprentissage. Trois CFA maillent le territoire académique. Ces CFA offrent toute une gamme de modules d'apprentissage répondant aux demandes des entreprises ainsi que des offres complémentaires appelées « formation complémentaires d'initiative locale » validées par un certificat de qualification professionnel (CQP).

Les CFA ont l'avantage d'être gérés par les professionnels du bâtiment qui expriment des besoins. L'établissement d'un plan de développement permet de répondre aux diverses attentes et demandes.

Dans ces centres de formation, il y a lieu :

- de former convenablement les formateurs qui devront à leur tour former les apprentis à travailler en coactivité au sein des différents corps de métiers
- d'équiper les formateurs avec un matériel pédagogique adapté répondant aux exigences de la RT 2012
- de développer le plus de contrats de travail et d'alternance.

Les CFA bénéficient d'une initiative de l'agence qualité de construction qui a listé par retour d'expériences toutes les pathologies de construction et a pu établir à la fois des fiches de pathologies et des réponses pratiques à ces pathologies. La formation par diagnostic est la clé de voûte de la formation dispensée par les CFA. Les CFA ont mis en place une formation continue pour les demandeurs d'emploi sur les nouvelles compétences liées à cette transition.

### L'apprentissage, une voie d'avenir

L'apprentissage n'a, par le passé, pas toujours eu bonne presse, l'apprenti étant considéré comme le manoeuvre de service. Encore dans les années 1990, l'apprentissage dans le bâtiment était la voie d'orientation par défaut. Le bâtiment offrait une image plutôt négative, dureté des conditions de travail, salaires et conditions de sécurité étaient les éléments rebutants auprès des jeunes. Cependant depuis les années 2000, on observe une inversion nette de la tendance : l'apprentissage est accessible à tous les niveaux d'étude, du post CAP au post ingénieur en passant par les licences professionnelles. La profession du bâtiment a fait de gros efforts pour revaloriser la filière auprès du grand public (campagne audiovisuelle promotionnelle où l'artisanat s'est montrée comme la première entreprise nationale), les salaires d'apprentis ont été revus à la hausse avec une augmentation de 40%, les conditions de formation ont été améliorées et l'entrée des femmes dans la profession (de l'ordre de 6% des apprentis) a fait évoluer les mentalités.

Le succès de l'apprentissage repose évidemment sur l'insertion dans le monde du travail : en post CAP, le taux d'insertion est de 100%, pour les détenteurs d'un Bac Pro, 100% obtiennent un CDI dans les six mois. D'une façon générale, dans la filière du bâtiment pour les détenteurs d'un CAP, le taux d'insertion est de 85 à 90% pour les jeunes de 16-25 ans. Les autres filières n'offrent pas toutes de telles perspectives. Ces données sont plutôt encourageantes et les apprentis n'ont jamais été aussi nombreux. Un pic ayant été atteint en 2008 dans les CFA de la région. L'apprentissage repose sur un contrat de travail et il n'y a établissement du contrat que s'il y a travail. On peut donc considérer que l'acceptation d'un apprenti est un véritable recrutement par l'employeur. Les perspectives de travail dans le bâtiment sont plutôt optimistes puisqu'on estime, dans la région, que plus de 350 000 logements sont à rénover dans l'avenir et que 41 % des artisans ont actuellement plus de 50 ans.

### Rénovation dans l'habitat social, un cercle vertueux

L'habitat social est aujourd'hui un gisement d'emploi important pour la rénovation. Sur Grand Poitiers, un programme ambitieux est conduit pour que le logement social devienne un écohabitat sans coût supplémentaire pour le bailleur (logiparc, Sipa, Habitat 86) et pour le locataire. Ceci repose à la fois sur un modèle économique bien monté mais aussi sur un accompagnement des familles locataires qui sont impliquées dans les démarches de sobriété et d'économie d'énergie. Ainsi en 2009, 90% du parc social était étiqueté en catégorie C, en 2015 c'est près de 60% du patrimoine social qui sera étiqueté en A. La rénovation est considérée comme un levier d'économie pour les ménages et permettra de retarder la précarité énergétique. Reste encore à introduire le qualitatif plus qu'on ne le fait encore, c'est-à-dire rénover en utilisant des matériaux les moins nocifs pour l'habitant. Les fonds européens FEDER sont utilisés et participent aux 430 millions d'euros d'investissement à venir. Ce seront plus de 14000 emplois dans le bâtiment qui seront pérennisés dans les 6 années à venir sur l'agglomération.

En conclusion, l'évolution des normes (RT2012) et le grand chantier de la rénovation répondent aujourd'hui à des exigences d'efficacité et de sobriété énergétique. C'est donc tout le secteur de l'habitat qui est concerné et en transition : de la conception de nouveaux matériaux à l'évolution des pratiques, en passant par la formation d'apprentis et la diversification des filières professionnelles. Toutes ces perspectives ouvrent sur un marché de l'emploi porteur et des emplois non délocalisables.

### **Les principales propositions que l'on peut retenir de ce débat et des interventions**

- ~ la mise en place de formation continue spécifique à la transition énergétique dans l'habitat pour les demandeurs d'emploi existe dès maintenant et ne demande qu'à être amplifiée
- ~ l'affectation de 24% des fonds FEDER européen, pour 2014/2020, à l'efficacité énergétique doit également favoriser cette démarche.
- ~ la baisse de la TVA proposée par EELV pour les travaux de rénovation énergétique va dans le même sens.
- ~ faire en sorte que l'artisan soit aussi le messenger de cette rénovation énergétique (isolation d'abord, puis chaudière....)

# Annexe 7 : Compte rendu de la conférence sur l'Eco-habitat des 13 et 14 avril à Ardin

Cette manifestation a eu lieu le samedi après midi (de 14h00 à 18h00 et le dimanche de 10h00 à 17h00).

Six conférenciers sont intervenus soit 2 le samedi après midi et 3 le dimanche.

Plusieurs artisans, Isol Chanvre, menuiserie, tâcheront utilisant des matériaux nobles, des particuliers ayant réalisés deux éco-hameaux, des représentants de l'Association Fourmis'colos et présence d'une Mia et de son représentant : Clément Restoueix (voir : <http://www.mia-voiture-electrique.com/node/364> ).

Les conférenciers et leur intervention chronologique :

Le Samedi :

- Anne Marie Martin et Alain Richard : concepteurs d'un Eco-Hameau , président et vice-président de l'Association Hélioterre, créée à cet effet. Voir Blog : <http://helioterre.eklablog.com/>
- Jean Christian Lhomme, qui a écrit notamment un ouvrage intitulé : La Maison Econome où il développe notamment le sujet suivant : Et si votre maison fabriquait plus d'énergie qu'elle n'en consomme ? voir site : [http://www.lamaisoneconome.com/?tri\\_liste\\_articles=popularite&sens\\_liste\\_articles=-1](http://www.lamaisoneconome.com/?tri_liste_articles=popularite&sens_liste_articles=-1)

Le Dimanche :

- Denis Renou responsable du CRER Centre Régionale de l'Energie Renouvelable .Voir site : <http://www.crer.info/uploads/file/PDF/Reglement-BEPOS.pdf>
- Isabelle Boffy, Phyto-épuration...  
[http://www.ecohabitant.fr/index.php?option=com\\_mtree&task=viewlink&link\\_id=155&Itemid=7](http://www.ecohabitant.fr/index.php?option=com_mtree&task=viewlink&link_id=155&Itemid=7)
- Mathias Chebrou, président de Fourmi's Colos <http://www.fourmiscolos.fr/les-amis> la construction écologique et notamment maison paille et maison bois.
- Monsieur Le Quang ex Compagnon du tour de France, tailleur de pierre, a pu faire partager son expérience.

Public : 200 personnes ont participé à cette manifestation. Les échanges avec le public furent fort riches. Il faut toutefois noter la présence de jeunes couples en projet de construction mais globalement. Toutefois, la majorité des personnes présentes étaient manifestement sensibles au thème de cette manifestation donc réceptifs aux préconisations des différents intervenants.

Pour conclure, nous pouvons affirmer que la qualité des conférenciers et des participants divers, a pleinement satisfait les organisateurs et n'a pas manqué d'intérêt pour le public que l'on aurait aimé plus nombreux.

# **Annexe 8 : Les contributions issues des tables rondes co-organisées le 2 mai par la SCOP WISION et la commune de Vandré**

Ce débat a eu lieu à Vandré, commune dans laquelle la société coopérative et participative (SCOP) Wision anime la population autour du développement durable tout au long de l'année, notamment par le biais d'un outil internet d'ancrage territorial « Wision'Aires » : [www.wision.info/wisionaires](http://www.wision.info/wisionaires)

Le débat s'est inscrit dans le cadre de cette animation en proposant aux 780 habitants de Vandré de réfléchir ensemble au sujet de la transition énergétique sur leur territoire, à leur échelle. Il a été co-animé par Cyrille Bombard de Wision, et Marie-Véronique Gauduchon de Lumo.

Marie-Véronique Gauduchon intervient sur le sujet de la Transition énergétique depuis début 2013 dans le cadre de la chaire de « Développement *humain* durable et territoires » de l'École des Mines de Nantes : « Vers une transition énergétique ? Quelles énergies pour demain et pour tous, sur le territoire ? ». La soirée s'est déroulée en 2 parties : une première partie où les deux animateurs ont présenté les enjeux énergie-climat tout en répondant aux questions de l'auditoire ; puis une deuxième partie qui consistait, lors de tables rondes, à mettre les personnes présentes en position de s'exprimer librement sur l'un des 4 thèmes proposés :

- Consommer l'énergie autrement ?
- Produire l'énergie autrement ?
- Le juste prix et le juste accès ?
- Décider autrement et s'engager ?

Les 13 habitants présents (dont 4 élus) se sont rassemblés en 2 tables rondes et ont choisi de traiter pour l'une « Consommer l'énergie autrement ? » et pour l'autre « Produire l'énergie autrement ? ».

**La soirée a été fort appréciée pour son caractère pédagogique et de concertation. Connaître et comprendre les enjeux de l'énergie en général et de la transition énergétique en particulier ne sont pas simples : ces temps de partage sont un point de départ à leur appropriation, pour ce sujet et pour d'autre.**

## **Consommer l'énergie autrement ?**

Nombre de personnes : 7

### **Les points clefs ressortis des échanges :**

#### **Ce qui est notable sur la commune**

- La commune chauffe certains bâtiments comme l'école et la mairie avec une chaudière à bois (granulés) depuis 2007.
- La moquette « solaire » chauffe l'eau de la piscine municipale depuis 1981. C'est à développer de manière industrielle.

#### **Ce que nous préconiserions en matière de déplacements**

- Utiliser le vélo plutôt que la voiture pour les petits trajets
- Prendre le train
- Utiliser les transports en commun
- Faire du covoiturage
- Réduire sa vitesse de conduite
- Réduire la vitesse autorisée sur autoroute à 110 km/h et supprimer/réduire les péages
- Rouler en Mia

#### **Ce que nous préconiserions dans la maison**

- Mise en veille des appareils
- Bannir le chauffage électrique
- Changer de mode de chauffage ou avoir des chaudières plus performantes
- Isoler les maisons, y compris les toitures et faire attention aux ouvertures
- Mettre des réducteurs sur les robinets d'eau
- Remplacer le rasoir électrique par un rasoir mécanique

**Clin d'oeil** Animer et multiplier les réunions de la transition énergétique pour jeûner car ce soir nous avons gagné 17 repas !

# Produire l'énergie autrement ?

Nombre de personnes : 6

## Les points clefs ressortis des échanges :

- **Quelles ressources énergétiques utiliser ?**

Il serait intéressant de pouvoir varier les énergies plutôt que de miser sur une seule énergie. Ce serait plus raisonnable d'avoir un éventail à disposition, de diversifier. Chacun devrait pouvoir exploiter ses ressources, s'il en a, et être ainsi moins dépendant. Il faut rendre la production plus efficace là où on est, avec les ressources du territoire.

Il y a une attention à porter sur les productions individuelles. L'idée de produire pour soi est intéressante.

Il faut amener les Bâtiments de France » à assouplir leurs positions car aujourd'hui c'est un frein à l'installation des énergies renouvelables. Cf. église de Vandré.

Problème du retraitement des panneaux photovoltaïques, de leur recyclage. Il faut faire attention à la qualité des panneaux.

Dans un monde parfait, si l'on pouvait faire 100% d'énergies renouvelables, ce serait mieux. Mais se pose le problème du prix de l'énergie par rapport à sa production. Par exemple, comme le pétrole n'est pas assez cher, les autres énergies ne sont pas appréciées à leur juste valeur. Il faudrait produire un mix énergétique avec des prix fixés pour tous et en fonction des objectifs à atteindre par type d'énergies. Il faut un mix énergétique avec une incitation à produire des énergies renouvelables pour une transition effective vers les énergies renouvelables. Cela permettrait en plus de créer des emplois.

- **Production locale ?**

Une production locale d'électricité, d'énergies est une bonne chose pour rendre les habitants d'un territoire conscients de la valeur que cela représente. Nous sommes dans un monde « trop gâté ». Nous ne nous rendons plus compte de la valeur des choses et de comment cela fonctionne.

Derrière le fait de produire en local, il y a une idée d'autonomie du territoire. Mais l'énergie est elle un bien local ou un bien national ? On aurait plus de chances d'y arriver localement qu'à un niveau plus grand.

Il faudrait lier la production à la consommation pour réduire la consommation.

- **Regards sur les moyens de production**

Certains ne sont pas ou très peu connus : houlomotrices, méthanisation, hydroliennes.

Et pour les autres, il est difficile d'apprécier les risques s'ils représentent à la fois pour la nature et les Hommes. Exemple avec les différents types de centrale (charbon, fioul, gaz et même nucléaire) car il y a un manque de connaissance réel.

Le nucléaire est perçu comme présentant un risque très important avec le problème des déchets et de leur traitement. Le risque zéro n'existe pas ! La fréquence du risque est pour le nucléaire faible mais présente une gravité forte.

L'extraction du gaz de schiste n'est a priori pas une bonne chose. C'est même une aberration aujourd'hui. Il y a un risque énorme et c'est sur ce que l'on veut bien nous dire ! Tant qu'à changer, autant ne pas changer le gaz de schiste car si c'est pour faire pire que ce que l'on a fait jusque là, ce n'est pas la peine.

L'éolien présente un risque faible pour la nature et les Hommes. Mais n'y a-t-il pas un désagrément réel au niveau sonore ? Faut-il mieux faire de grands parcs éoliens ou les éparpiller les éoliennes ?

Les chaufferies à bois sont intéressantes mais il faut vraiment replanter des arbres au fur et à mesure.

Les barrages sont une valeur sûre mais il ne faut pas qu'ils lâchent ! Du même ordre, les usines marémotrices sont sympathiques dans l'idée mais quels impacts sur les poissons ?

# Annexe 9 : Les contributions issues de la rencontre organisée le 14 mai par la CCI Poitou-Charentes

Nombre de participants : 102

## Participants :

74 des Deux-Sèvres, 20 Vienne, 4 Charente Maritime, 2 Charente  
65 participants d'entreprises  
12 de collectivités, services de l'Etat  
19 de CCI, associations et structures d'accompagnement entreprises  
6 particuliers

## Cochez les questions traitées lors de l'événement :

- Comment aller vers l'efficacité énergétique et la sobriété ? L'évolution des modes de vie, de production, de consommation, de transport ainsi que des services énergétiques nécessaires doit constituer le point de départ.
- Quels choix en matière d'énergies renouvelables et de nouvelles technologies de l'énergie et quelle stratégie de développement industriel et territorial ?

## Thématiques traitées (500 caractères) :

- Enjeux, potentialités pour les entreprises régionales, SCRAE
  - La transition comme levier de développement économique pour notre territoire :
- ~ Construire un projet commun  
~ Etudier l'équation énergétique du territoire... et l'ampleur de la tâche  
~ Explorer de nouveaux modes organisationnels, de financement et de gouvernance
- Principales évolutions des marchés de l'énergie et impact sur les entreprises
  - Quel modèle de transition choisir ? Quelle stratégie adopter pour un chef d'entreprise ?

## Acteurs présents (500 caractères) :

- Intervenants :
- ~ Hélène Le Téo, Carbone 4  
~ Bertrand Tronchon, GREENeffi  
~ Jean-François Mauro, Directeur Ademe Poitou-Charentes
- Rencontre présidée par Philippe Dutruc, Président CCI Deux-Sèvres, Vice-Président CCI France
  - En présence de Pierre Lambert, Préfet des Deux-Sèvres

## Point de consensus et les motifs (2500 caractères) :

- **Mix énergétique :**
- ~ Les gaz de schiste ne constituent pas une option valable, ont des rendements extrêmement bas et ne sont pas adaptés au territoire français, constituent un risque et perturbent les marchés.  
~ L'énergie solaire thermique est une des solutions, par exemple 8 installations d'élevage de veaux en région qui consomment 1000 à 2000 litres d'eau chaude/jour, avec technologies matures et retour sur investissement à 10 ans (6 avec aides), beaucoup de choses possibles rapidement (témoignage Eklor).  
~ Méthanisation : vrais potentiels en région : témoignage de TIPER Méthanisation.  
~ Géothermie, réel apport, 40% pompes à chaleur fabriquées en France.
- **Sobriété énergétique :**
- ~ Process utilisant de la chaleur, des économies par récupération : témoignages ANETT (blanchisseries industrielles), Cyberscope (hébergement de données numériques, data center innovant).  
~ Rénovation locaux professionnels avec utilisation énergie solaire : passage de 250 kwh/m<sup>2</sup> à 14 (Sté Innovert).  
~ Construction neuve : redécouvrir le bon sens, architecture solaire : maisons passives ; projet de 8 logements avec facture chauffage et eau chaude de 52 €/an (témoignage La Maison Economie : 2 réalisations en région, 2 projets en cours).  
~ Eclairage : source importante d'économie (60% de la consommation), mais les entreprises n'ont pas les moyens d'investir (témoignage Eodem Lighting) surtout en période de crise, trouver une formule type « contrat de performance énergétique » ou autre ingénierie financière.  
~ Mettre en place des réseaux de chaleur sur des ZA.  
~ L'éco-conduite permet une économie conséquente (Sté ANETT : -15%).  
~ Gros travail de changement de comportements, en particulier transports, éclairage.
  - **La transition est déjà en marche, mais comment l'accélérer ?**

~ Besoin de stabilité des tarifs. Témoignage Sarl Bois Joly : 4 projets photovoltaïques réalisés, 4 tarifs différents. Besoin de visibilité. Les « effets d'aubaine » ne profitent qu'aux plus riches (particuliers et entreprises) ou aux spécialistes, ceux qui doivent prévoir (ménages, TPE, PME) ne peuvent pas en profiter.

~Importance de la transmission des savoirs, de l'expérience.

~Développer des conjonctions entre entreprises et collectivités.

~Trouver de nouvelles modalités de financements, innover : tiers investissement, prises de participations, financement participatif citoyen, etc.

~Des délais trop longs et de grosses contraintes sur les projets, à l'exemple de TIPER.

~Des projets qui doivent rassembler des acteurs de proximité qui souvent ne se connaissent pas, portage de projets qui doit être neutre et facilité par les collectivités, avec intérêt équitable pour tous.

#### **Point de dissensus et les motifs (2500 caractères) :**

- ***Les transports***

~La voiture, clé pour évoluer, nouvelles technologies / on sait produire mais on ne le fait pas car trop d'investissements, de plus le changement de parc prendra du temps.

~La voiture électrique est un modèle à développer, il faut l'encourager fiscalement ce qui n'est pas le cas aujourd'hui (considérée à 1CV fiscal : revoir les barèmes), témoignage M. Dabin Sté Boutissol et aussi infirmier libéral, 60 000 Km réalisés en Mia en 18 mois, de plus économie de CO2.

~Trop d'usage véhicules individuels à Niort avec seulement un passager / La situation à Niort n'est pas exceptionnelle / L'évolution des comportements pourra se faire avec la réalisation de projets tels que le transport en site propre / Très gros travail à mener sur le changement de comportement pour les déplacements.

- ***Les solutions***

~La technologie est une solution / le « tout technologie » n'est pas une solution car il existe un effet rebond / les comportements ont une part importante, la technologie ne résoudra pas tout, par exemple pour l'éclairage / Aujourd'hui on ne peut pas faire de tri-génération avec méthanisation.

~Comment investir alors que les effets de marchés donnent des coûts énergie à la baisse, et que les systèmes financiers poussent à des retours sur 3 à 4 ans ? / Nécessité de faire preuve de volontariat...

~Bois énergie : notre région est bien lancée, mais doit maintenir son effort. Attention toutefois à ne pas aller au-delà d'une production pérenne de proximité.

- ***Les secteurs où la sobriété doit avancer et fait débat***

~L'agriculture ne présente pas un bilan d'émission de GES positif car on ne prend pas en compte le rôle des plantes qu'elle produit / l'agriculture contribue pour une part importante à la consommation d'énergie, notamment hydrocarbures, et à l'émission de GES dans notre région.

~La rénovation : un programme est lancé, mais peu de réalité / Collectivités ? / Entreprises ? / La mise en oeuvre opérationnelle n'est pas claire, les avis divergent sur les responsabilités et rôles des acteurs... Or les enjeux sont importants, tant pour les économies d'énergie à réaliser qu'en termes de marchés potentiels pour les entreprises.

L'intégralité de la Rencontre-débat a été filmée, et la vidéo est en ligne sur notre site à l'adresse suivante :

<http://www.cci79.com/infos/mediatheque-video-rencontre-debat-transition-energetique-14mai2013.php>

# Annexe 10 : Les contributions issues des EnerCamp du 16 mai organisés par Schneider Electric



L'EnerCamp d'Angoulême a réuni plus d'une quarantaine de participants autour du thème : « Energie : consommer moins, consommer mieux »

Le 16 mai 2013, à l'Hôtel de Ville d'Angoulême, s'est tenu le quatrième EnerCamp, atelier participatif réunissant toutes les parties prenantes locales concernées par la gestion intelligente de l'énergie et souhaitant faire entendre leurs propositions dans ce débat.

Officiellement labellisé dans le cadre du débat national, cet EnerCamp a également reçu le soutien de la mairie d'Angoulême et de la région Poitou-Charentes, particulièrement dynamique dans le domaine énergétique.

Cette quatrième étape s'est tenue à Angoulême, ville où ce tour de France de l'efficacité énergétique a une résonance particulière. Le grand Angoulême est en effet référent sur l'électromobilité, un vecteur important pour assurer la transition énergétique. A ce titre, Schneider Electric est partenaire de cette démarche et collabore à la mise en place de bornes de recharge dans l'agglomération ainsi qu'à l'initiative locale d'autopartage, Mobili'volt.

L'usine de production de Schneider Electric à Angoulême est par ailleurs un des fleurons du Groupe, qui croit au large développement de l'électromobilité comme une des clefs de la transition énergétique et participe du dynamisme de la région.

*« Le format participatif de l'EnerCamp a permis de mobiliser les participants sur les différentes problématiques et d'engager des discussions riches d'enseignement, en particulier dans la séquence des ateliers thématiques. Nous espérons que cet éclairage local permettra de faire avancer le débat sur la transition énergétique et les solutions à mettre en œuvre. »* a déclaré Joël Denis-Lutard, Directeur des usines d'Angoulême et Bourguebus, Schneider Electric.

En synthèse, voici les idées qui ont été discutées et les propositions issues de chaque atelier :

## **Atelier 1 : « La pédagogie et l'information réelle sont indispensables pour opérer la transition énergétique »**

Le groupe a d'abord insisté sur le fait que les solutions technologiques pour opérer la transition énergétique existent déjà, pour ensuite évoquer les actions à mettre en œuvre afin d'en faciliter l'usage, tout en insistant sur la difficulté de changer les comportements.

Mais une large partie des échanges a porté sur la problématique de l'appropriation de la technologie. Celle-ci se confronte à la méconnaissance des utilisateurs et des professionnels de la filière, d'où la nécessité de former ces deux types d'acteurs de manière cohérente pour en assurer la compréhension. Le groupe a ainsi insisté sur le besoin d'adapter la formation des professionnels pour l'adapter aux nouvelles solutions d'efficacité énergétique (formation initiale et continue) comme du public dès le plus jeune âge (montrer aux enfants, former le corps enseignants à ces enjeux).

Outre la formation en tant que telle, apporter l'information aux utilisateurs par la communication est crucial pour sensibiliser le public et s'assurer qu'il puisse juger de la pertinence de ces technologies. Pour cela, il faut, d'une part, apporter l'information utile à la compréhension des enjeux énergétiques par des experts et non uniquement les médias ou la publicité dont le discours peut-être contre-productif. Et ce, pour permettre de développer une culture réflexive de l'économie d'énergie (à l'instar de l'économie d'eau). Mais également l'information nécessaire à la banalisation de ces solutions pour en faire comprendre les avantages et les démystifier (indicateurs de consommation en €, comparaison de consommation réelle, pédagogie, etc). D'autre part, diffuser les bonnes pratiques pour engager un processus d'apprentissage collectif.

Les participants ont enfin insisté sur l'exemplarité des acteurs (collectivités locales, industries) et sur le besoin de recourir aux nouvelles technologies pour sensibiliser les individus (internet, mobile).

### **Propositions issues du groupe de travail :**

- **Fournir des outils offrant l'information de consommation réelle des appareils** (indicateurs concrets) pour engager la modification des comportements.
- **Communiquer auprès du grand public** sur les enjeux réels liés à l'énergie et sur les possibilités d'action, notamment grâce aux nouvelles technologies (mobile, internet).
- **Recourir à l'enseignement**, qu'il s'agisse d'**adapter la formation de la filière** aux nouvelles solutions (formation initiale et continue), ou de **former les individus dès le plus jeune âge** à l'école.
- **Diffuser les bonnes pratiques** afin de montrer que les solutions assurant la transition énergétique existent.
- **Obliger les fournisseurs d'énergie et les fabricants d'appareils à apporter l'information juste** sur la consommation énergétique et **développer une méthode de certification de cette information.**

### **Atelier 2 : « L'accès à l'efficacité énergétique : complémentarité des leviers du passif et de l'actif, promotion de la rentabilité des investissements et diffusion des bonnes pratiques »**

Le deuxième atelier a commencé par souligner l'importance de la rénovation des bâtiments existants (efficacité énergétique passive). Il a souligné la résonance que cette notion pouvait avoir en Charente, dont le parc extrêmement vieillissant illustre l'image de « passoire énergétique » (cf. carte de France thermographique) - même si cela vaut sur tout le territoire. Pourtant, les moyens d'action simples et peu onéreux pour réaliser d'importantes économies d'énergie existent ; certaines initiatives locales devraient pouvoir être déployées au national.

Les participants ont ensuite souligné la nécessité d'encourager le deuxième pilier de l'efficacité énergétique, celui de l'actif, qui passe par la mise en place de solutions utilisant les nouvelles technologies. En rendant l'information disponible et en permettant de contrôler les appareillages énergivores, ces solutions permettent de réduire fortement les dépenses énergétiques des bâtiments. Comme dans le passif, des mesures simples et peu onéreuses par rapport au retour sur investissement sont déjà à la disposition des citoyens et des professionnels.

Le groupe s'est par ailleurs accordé sur la complémentarité des deux leviers de l'efficacité énergétique que sont le passif et l'actif. Tous deux dépendent également d'une phase cruciale de chiffrage et de contrôle, car « ce qui n'est pas mesuré n'existe pas » : cela passe par des bilans (prise de conscience des dépenses vs. économies possibles), de la visibilité en temps réel, etc. Toutes ces mesures permettant d'atteindre l'efficacité énergétique des bâtiments sont valables aussi bien pour le tertiaire que pour les secteurs industriels ou le parc de bâtiments du service public : la démarche doit être holistique.

Les participants sont enfin tombés d'accord sur le fait que ces deux volets d'action reposaient en majorité sur des bonnes pratiques, et qu'il était nécessaire de diffuser ces dernières via des experts et prescripteurs indépendants. C'est le rôle de l'Etat et des collectivités locales, qui doivent pouvoir s'emparer de ces sujets en toute objectivité, en évitant les effets de mode et les faux débats, et qui ont toute légitimité auprès du public et des professionnels.

### **Propositions issues du groupe de travail :**

- **Charger les administrations de faire connaître les bonnes pratiques.**
- **Désigner un organisme centralisant les subventions** des différentes entités administratives, qui avancerait ces crédits de manière immédiate, afin que les particuliers comme les entreprises n'aient pas à s'endetter initialement.
- **Investir de manière simple à la fois dans la rénovation du parc existant, comme dans le pilier actif** pour réaliser des économies significatives.
- **Donner aux citoyens les moyens d'établir des bilans et de contrôler les dépenses énergétiques de leurs bâtiments** pour les responsabiliser et engager une prise de conscience.

### **Atelier 3 : "Consommer mieux, consommer moins : réglementation, cadre législatif et valorisation"**

Tous les participants se sont mis d'accord sur le fait que le cadre législatif est là, et va dans le bon sens, mais devrait être amendé sur plusieurs points, que ce soit sur le volet coercitif ou incitatif.

Par ailleurs, les participants se sont accordés à dire que si la réglementation est déjà en place, elle se doit d'être avant tout applicable au niveau local, d'imposer l'optimisation, et toute action doit obligatoirement avoir comme l'un de ses objectifs premiers la création d'emplois. Poitou Charente, Ils ont évoqué les 30 projets de méthanisations qui ont été acceptés et sont en cours en région Poitou Charentes. Certaines sociétés font également de la micro méthanisation, ou encore travaillent sur les produits bio-sourcés (tels que la fibre de lin).

Le groupe a constaté qu'en France, la réglementation est insuffisante principalement sur le volet économique, et n'a pas pris toute la mesure des possibilités de valorisation de l'écologie durable. Il faut, selon eux, optimiser l'incitation fiscale, insuffisante aujourd'hui, tant pour les particuliers qui n'ont pas assez d'aides, que pour les industriels qui eux recherchent avant tout un retour sur investissement.

Ensuite, les participants ont discuté de favoriser l'innovation et la recherche grâce à une réglementation et un cadre législatif adaptés, et ce, afin d'éviter l'importation de matière premières ou l'exportation de déchets recyclables.

Enfin, le groupe est revenu sur les clivages politiques et notamment sur le sujet de la taxe carbone (UMP) et de la Contribution Energie (PS) élargie aux autres énergies. La taxe carbone est en cours pour les poids lourds, mais cela reste insuffisant, ce qui nécessite de revoir son périmètre d'application.

**Propositions issues du groupe de travail :**

- **Mettre en place et redéfinir le périmètre d'action de la taxe carbone.**
- **Instaurer une justice sociale écologique et intégrer le principe de solidarité économique géographique** dans l'hexagone.
- **Organiser des rencontres et des sessions de travail** avec les acteurs concernés ou désireux de l'être.
- **Encourager les projets pilotes innovants**, en instaurant éventuellement un quota de projets pilotes annuels par département.
- **Favoriser la mise en place de moyens qui pourraient déboucher sur une émulation des pratiques** et a minima sur une compréhension de textes souvent techniques.

# Annexe 11 : Les contributions issues des tables rondes et ateliers organisés par la CFDT le 21 mai

Environ 85 personnes présentes.

## Les thèmes traités :

- Enjeux de la transition énergétique sur le plan national :
  - La responsabilité sociale des entreprises: choix et priorités dans le cadre d'un développement durable
  - Un scénario de prospective énergétique
  - Transition énergétique et modèle de production
- Une présentation des enjeux sur le territoire régional :
  - Des principes pour guider l'action publique et des propositions sur les actions et mesures en cours
  - Bilan production, consommation, ENR en région
  - La politique régionale en matière d'énergie et le point sur les ENR en région
  - La responsabilité sociale et sociétale des entreprises, des organisations et des administrations dans un nouveau modèle de vie compatible avec un développement durable
- L'efficacité énergétique et la sobriété
- Choix en matière d'énergies renouvelables et de nouvelles technologies de l'énergie et quelle stratégie de développement industriel et territorial ?
- Conséquences sur les évolutions industrielles, sur les métiers et sur les formations

## Les acteurs :

Dominique OLIVIER : secrétaire confédéral CFDT

Alain MESTRE : SYNDEX (cabinet d'expertise au service des représentants de salariés)

Jean-François Moreau : directeur de l'ADEME Poitou-Charentes

Amandine LOEB : directrice de l'AREC Poitou-Charentes

Georges STUPAR : conseiller régional, président de la commission maîtrise de l'énergie et ENR

Michel HORTOLAN : président de la commission environnement du CESER Poitou-Charentes

Marie Legrand : Vienne nature

Gérald Dumas : FGMM-CFDT (fédération générale des mines et de la métallurgie)

Olivier Chabrol : SYNDEX

François De La Tranchette : FGTE-CFDT (Fédération Générale transports environnement)

Pascal Gabriel : SYNDEX

Guillaume Girard : Pôle éco-industries

Valérie Delplace : FCE-CFDT (fédération chimie énergie)

Fabrice Marion : FNCB-CFDT (fédération nationale construction-bois)

Bernard Giret : secrétaire général URI CFDT Poitou-Charentes

Yves Prévost : UNSA Poitou-Charentes

Dominique Goueset : directeur CREDES (Centre Régional d'Etudes et de Documentations Economiques et Sociales)

Frédéric Siuda : UFC que choisir

Emmanuelle Pirat : journaliste à CFDT magazine

Etaient présents également des membres d'organisations syndicales ou d'associations : CFDT, UNSA, CFTC, CGC, ACEVE (association pour la cohérence environnementale en Vienne)

**Consensus** sur le bilan partagé de la situation énergétique en France et en Poitou-Charentes et la nécessité d'un débat sur la transition énergétique qui devra déboucher sur un véritable plan d'urgence, préservant l'environnement :

- Nécessité d'économiser l'énergie en priorité sur les postes les plus énergivores que sont le bâtiment résidentiel et le transport :
  - Isolation des bâtiments neufs et anciens (points de vigilance : professionnalisation et compétences des acteurs, isolants compatibles avec les critères de santé publique, aides en fonction des revenus, pédagogie sur les gains en énergie générés, ...)
  - Efficience des systèmes de production de chauffage et électro-ménager (vigilance : obsolescence)
  - Lutte contre l'étalement urbain
  - Développement du télétravail (vigilance : isolement et risques psychosociaux, droits et réglementation du travail)
  - Réduction de la place de la voiture « sale » et développement de modes de transports individuels et collectifs « propres »
  - Augmenter le transport modal (routier/maritime et fluvial et routier/rails)
  - Négocier des PDE (plan de déplacement entreprise, inter-entreprises, administration)
  - Développer le co-voiturage, les aménagements « vélos »
- Nécessité de produire l'énergie autrement

- Diminuer la facture énergétique du pays qui est sur une pente ascendante (dépendance au pétrole)
- Développer des moyens de produire l'énergie qui ne compromettent pas les générations futures donc les ENR
- Développer la recherche et développements pour rendre ces ENR plus efficaces, pour résoudre le problème du stockage de l'électricité (vigilance : actuellement le nucléaire capte une grosse part de la R&D au détriment des ENR par exemple)
- Développer sur le territoire les ENR les plus matures et les plus pertinents (proximité de l'océan pour les éoliennes off-shore et l'houlomoteur, région agricole générant des déchets propices à la méthanisation, filières bois importantes, photovoltaïque)
- Créer des plateformes « énergie » territoriales sous forme de guichet unique (expertise, conseil, accompagnement, ...)
- Construire un système de production d'énergie décentralisé et en réseau
- Créer des réseaux de production d'énergie intelligents : producteur/consommateur

-Développer des filières industrielles localisées

- Ecologie industrielle et économie circulaire (les déchets constituent un gisement de matière première exploitable, réduction des coûts de transport, d'extraction, de conditionnement, ...)
- Engager des économies d'énergie et rechercher l'efficacité énergétique dans tous les secteurs d'activité
- Développer l'activité économique génératrice d'emplois dans les secteurs en conformité avec le développement durable (vigilance sur les conditions de travail)

-Participation citoyenne et gouvernance

- Animer la concertation
- Eduquer au développement durable
- Organiser un véritable dialogue social territorial
- Renforcer la compétence des instances représentatives des personnels dans les entreprises et administrations afin de s'engager dans une responsabilité sociale, sociétale et environnementale de ces dernières (exemple : ISO 26 000)
- Anticiper les mutations et les transitions technologiques puis professionnelles et leurs incidences sur l'emploi et la formation
- Nécessité d'une volonté politique forte et d'une gouvernance territoriale associant les acteurs de la société civile

#### **Dissensus :**

-Développement industriel et territorial : beaucoup de choses se sont développées car il y a du business à faire. Il y a des « charlatans » qui sont sur ce marché. Il faut du diagnostic et de la labellisation d'entreprises, ainsi on pourra travailler sur des réseaux d'artisans, de professionnels sérieux.

-Nécessité d'un cadre réglementaire pour avoir une stabilité pour les industriels. Comment dans ce cadre a-t-on une institution régionale ? Question du dialogue social territorial.

-La transition énergétique c'est une véritable jungle. On est dans des affaires de spécialistes. Les citoyens ne savent pas ce que c'est à 90 % ; il faut aller sur la vulgarisation.

-La labellisation concernant l'ADEME ? Il y a nécessité d'avoir une stabilité politique, afin que ce soit partagé nationalement.

-A chaque fois que l'on va vers une clarification des réglementations, on va vers un coût supplémentaire et ce que l'on a diagnostiqué a été effectué uniquement par une valeur déclarative.

-Les nouvelles constructions doivent être mieux vérifiées. Il faut faire attention à chaque fois que l'on durcit la réglementation il y a un effet négatif.

-S'il y a un diagnostic sur le lieu de résidence, le prix ne sera pas le même.

-La labellisation évolue avec la difficulté de certains éléments qui ont bougé très vite ex : le photovoltaïque. Les installateurs ont été formés et il y a eu des évolutions technologiques.

-Au niveau de l'éolien, il y a une grande partie qui vient de l'état, le territoire n'est pas suffisant. Quels échelons met-on derrière ?

-Photovoltaïque : choix dans le résidentiel ? En fonction des besoins ?

-Les gens qui n'ont pas beaucoup de moyens auront des difficultés dans leurs choix, que ce ne soit pas au détriment d'autres besoins.

-Choix énergétique : Mutation du paysage : 1 éolienne par commune. Instabilité de la législation. Modification législative tous les 2 ans ½. On abandonne les ZDE, on revient à la situation de 2003. Nécessité d'avoir 1 réflexion afin de permettre de se regrouper et pas uniquement sur l'éolien. Retour financier sur les collectivités locales.

-Les entreprises ne reconnaissent pas les salariés comme partenaire de réflexion RSE

-Les mutations technologiques ne risquent-elles pas d'avoir des conséquences négatives sur les conditions de travail.

-Comment faire pour que les questions sur la transition énergétique sortent du débat d'experts pour devenir un débat citoyen ?

-Développement des véhicules électriques et exemple local : MIA : la région a fait beaucoup par une aide à l'entreprise – le véhicule électrique est à ses débuts.

-Les mentalités ont changé, quelle cible à trouver, quelle clientèle ? on est à 40 /35 voitures par mois, ce qui n'est pas viable.

-Référencer UGAP, au catalogue des véhicules électriques. Nécessité de démocratiser les véhicules électriques. L'accès à l'UGAP a fait du bien, est-ce que l'on va avoir le temps ?

-Il y a eu des erreurs stratégiques : parking, erreur de reconversion : carrossier en concepteur du véhicule électrique : concepteur de batteries, différents métiers ...

-Ça rejoint la politique de filière, très large, qui implique pas mal d'acteurs. Eviter l'isolement de l'entreprise.

-L'expérience au niveau du véhicule électrique avec l'utilisation au quotidien. En Espagne on change la batterie en 5 minutes. Quand on veut acheter une MIA, on se demande où est le concessionnaire ? Où est le réseau de distribution ? A qui s'adresse le particulier, l'entreprise ?

# **Annexe 12 : Les contributions issues des débats et tables rondes organisés par la mairie de Champniers le 11 juin**

**Nombre de participants :** environ 50 personnes dans le public + 5 intervenants

## **Cochez les questions traitées lors de l'événement**

Comment aller vers l'efficacité énergétique et la sobriété ? L'évolution des modes de vie, de production, de consommation, de transport ainsi que des services énergétiques nécessaires doit constituer le point de départ.

Quelle trajectoire pour atteindre le mix énergétique en 2025 ? Quels types de scénarios possibles aux horizons 2030 et 2050, dans le respect des engagements climatiques de la France ?

Quels choix en matière d'énergies renouvelables et de nouvelles technologies de l'énergie et quelle stratégie de développement industriel et territorial ?

Quels coûts, quels bénéfices et quel financement de la transition énergétique ?

## **Les acteurs présents**

Une mixité a été souhaitée pour la composition du collège des intervenants. En effet, il était présent pour cette soirée :

- Le responsable de la commission Énergie de Charente Nature (représentant aussi l'association Négawatt) - Serge ROY
- Le président de la Commission Environnement au Conseil Environnemental, Social et Économique de la Région Poitou-Charentes - Michel HORTOLAN
- Un conseiller énergie du Conseil de l'Architecture, de l'urbanisme et de l'Environnement de la Charente - Mickaël CHARRUAULT
- Le directeur du Développement territorial Charente-Limousin de EDF - Pierre-Yves MAUREAU
- Le chef de service du Conseil Général 16 en charge des énergies et des collèges - Jean-Paul MOTET

La soirée a été animée par Didier GESSON, élu référent Agenda 21 de la collectivité et membre du CESER.

Dans le public, la plupart des secteurs étaient représentés. Tout d'abord, il a été noté la présence d'élus locaux :

- De la Région Poitou-Charentes : Christophe RAMBLIERE (Conseiller Régional)
- De Champniers : Michel Le MOEL (Adjoint), Joel HERIAUD (Adjoint) , Gérard HUET (Adjoint de Champniers), Christiane CHABAUD (Adjointe), Mickaël LAVILLE (Conseiller Municipal de Champniers), Fabienne SUCQUET (Conseillère Municipale), Robert PIAUD (Conseiller Municipal), Laurent AUXIRE (Conseiller Municipal)
- De Marsac : Jean-Marie ACQUIER (Maire)

Mais aussi des membres de l'association Charente Nature, tout comme des agriculteurs, des industriels et même des étudiants dans la filière des énergies renouvelables.

## **Les thématiques traitées**

Lors de cette soirée, il a été abordé :

- La nécessité de changer de société : que ce soit d'une société de consommation à celle de l'économie, ou d'une société où on répare les dégâts causés à celle de l'anticipation ;
- La sortie de l'énergie électrique Nucléaire d'ici 2035. Nécessaire à cause de la vétusté du parc et surtout car il n'a pas été encore trouvé de moyens d'éliminer les déchets nucléaires ;
- L'amélioration de l'industrie, que ce soit au niveau du taux de recyclage, de l'efficacité énergétique ou bien la substitution des énergies fossiles ;
- Notre mode de consommation : on surconsomme et surtout trop de viande ;
- S'appuyer sur une gouvernance associant la société civile: il faut tout faire pour impliquer au maximum l'échelon local dans cette transition au lieu de tout se dérouler au niveau des institutions ;

- Le biogaz par le biais de la réaction de Sabatier et: on utilise l'électricité stocké pour provoquer une réaction avec l'hydrogène et de dioxyde de carbone pour créer du méthane, sachant qu'on peut produire ensuite 7 fois plus d'électricité qu'un panneau photovoltaïque ;
- La création d'emploi suite aux économies réalisées en changement de mode de production et de consommation d'énergies ;
- La mutation écologique : par transfert de compétences (exemple de la Bretagne). Utiliser les compétences des entreprises locales, en leur demandant de travailler sur de nouvelles technologies, tout en utilisant les techniques de leur corps de métiers ;
- Privilégier la recherche/développement de la technologie de l'houlomoteur ;
- La précarité énergétique : aujourd'hui, 4 millions de personnes ne peuvent pas payer leur note d'électricité (il en est prévu 8 millions en 2018) ;
- Les comportements ne sont pas en adéquation avec les nouvelles normes : on isole mieux mais du coup on ne fait plus attention aux économies d'énergies ;
- Les systèmes d'aides pour les économies d'énergies ;
- Le coût des déplacements : un déplacement journalier de 20km annule un gain de 80 Kwh/an.

### **Les points de consensus et les motifs**

Il est nécessaire d'éduquer dès le plus jeune âge au développement durable car bien souvent les bonnes pratiques, à l'image de la sécurité routière, sont reportées aux parents par les enfants ;L'éducation doit se dérouler tout le temps : il faut plus sensibiliser les personnes afin de ne pas accroître encore plus le nombre de personnes touchées par la précarité énergétique.

Les collectivités locales sont un intermédiaire indispensable pour l'information des ménages : il paraît indispensable de trouver de la documentation sur les aides, les moyens pour économiser les énergies dans le domaine du tertiaire-logement.

De plus, il paraît important de regrouper autour d'une table tous les secteurs d'activités : les entreprises, les collectivités, l'artisanat et les énergéticiens afin de trouver des solutions, comme la par exemple, la mise en place de passeports rénovation etc., => Car en effet l'information, et notamment des ménages, n'est pas encore assez bien réalisée .

Il faut revoir les moyens de financement : pour se faire, pourquoi ne pas créer une banque publique d'investissement qui avancerait les fonds au plus démunis sachant qu'ils bénéficieront d'aide pour leurs travaux d'isolations par exemple. => Car même si des financeurs participent grandement au financement de travaux, d'équipements, beaucoup de ménages ne peuvent quand même pas fournir les sommes restantes et n'ont plus les conditions remplies pour l'obtention d'un crédit.

Il faut inciter les pays en voie de développement à inscrire le développement durable dans leurs politiques => Car l'effort national paraît vain si les gros pollueurs ne font pas d'effort et donc il paraît inutile aux Français de faire ces efforts (financiers, d'économies).

Le Bio carburant est une initiative au carburant à abandonner . => Car en effet, la production de cette alternative réduit la part de parcelles cultivables.

Il est cependant nécessaire de développer les nouvelles technologies en matières de développement durable : L'houlomoteur, les éoliennes offshore, les panneaux photovoltaïques ... En effet, la France est le troisième pays au niveau de la quantité de surface marine, utilisable donc pour la première technologie. De plus, le potentiel exploitable (mondiale) est de 20 000 TWh, soit plus que la totalité de la consommation mondiale.

Ensuite, équiper la moitié de nos bâtiments en France permettrait d'alimenter toutes nos consommations également.

=> Par conséquent tous sont d'accord pour dire qu'il faut absolument instaurer un mix-énergétique avec l'ensemble de ces solutions, car nous pourrions alors sortir de l'énergie nucléaire et ainsi faire de grandes économies.

Il serait ensuite judicieux qu'au lieu de rénover complètement des habitations, il soit convenu de renforcer l'isolation de ces habitations. => Car cela permettrait de faire bénéficier plus de foyers/habitations de cette aide.

Il faut absolument arrêter l'implantation de parc photovoltaïque sur des terres agricoles ; => car c'est contraire aux valeurs du développement durable. De plus, notamment en Charente, nous disposons d'un fort potentiel au niveau des bâtiments.

### **Les points de dissensus et les motifs**

Certaines personnes ont exprimé le fait que s'inscrire dans cette transition énergétique est réservée aux personnes aisées car en effet celles-ci peuvent facilement accéder aux technologies des énergies renouvelables, a contrario les personnes à faibles revenus ne peuvent pas faire le nécessaire et ne peuvent sortir de cette précarité énergétique.

Il a cependant été rappelé que de nombreuses aides sont disponibles pour aider à réaliser ces travaux, d'isolation notamment ou même pour l'implantation de systèmes tels que les éoliennes mais qu'effectivement, il fallait tout de même un apport pas toujours évident à rassembler.

De plus, une aide importante sera prochainement disponible pour les PME-PMI pour l'implantation de panneaux photovoltaïques en auto-alimentation.

Apparemment, la rentabilité des panneaux photovoltaïque ne serait pas évidente à atteindre, d'autant que la durée de vie des appareils est courte. => Effectivement avec la baisse du prix de rachat de l'électricité, avoir une installation rentable est peu facile mais attention, il est rappelé, contrairement aux idées reçues qu'il n'est pas du tout obligatoire de vendre son électricité : par conséquent, vivre en auto-alimentation reste une source réelle d'économie.

Concernant la durée de vie des appareils, elle est estimée à 25 ans.

Le Problème pour certain est que changer nos modes de consommation c'est bien, mais c'est vain si on reste dans une économie de profit.

M. HORTOLAN, membre du CESER, rappelle qu'il est bien question d'également changer de société d'où les préconisations pour un changement d'éducation et des modes de consommations.

Il faut faire attention à son lieu d'implantation, par rapport à la distance avec son travail car un déplacement journalier de 20km annule un gain de 80 KWh/an. Il est proposé d'inclure les frais kilométriques dans les demandes de crédits ; => Le problème ici est le prix de l'immobilier, qui oblige les futurs acquéreurs à s'éloigner des villes, où l'emploi est concentré, pour pouvoir devenir propriétaire.

Il a été posé la question des priorités de la Région dans le domaine, puisque apparemment la plupart des alternatives citées dans la soirée ne seront pas poursuivies. => La région souhaite soutenir l'initiative locale dans sa globalité et non des domaines précis.

De plus, il est confié au recteur de Poitiers une mission nationale concernant la généralisation de l'éducation au Développement durable.

#### **Choisir le débat concerné:**

Transition énergétique : quelle énergie pour demain ?

#### **Fichiers joints: 2 photos**



# Annexe 13 : Les contributions issues de la conférence-débat co-organisé le 14 juin par la Communauté d'Agglomération de Niort, la ville de Niort et le Conseil Général des Deux-Sèvres



## Energies de demain Ensemble faisons avancer le débat

Fruit du partenariat entre la CAN, la Ville de Niort et le Conseil général des Deux-Sèvres, cette conférence-débat inscrite dans le cadre du débat national sur la transition énergétique a été organisée à destination du grand public le 14 juin 2013. Sur un format de 2h30, elle visait d'une part à apporter un éclairage sur les enjeux énergétiques et climatiques du 21ème siècle, et d'autre part à susciter des propositions pour alimenter le projet de loi sur la transition énergétique, en cours de préparation. A cette occasion, les trois collectivités ont convié Thomas Guéret, membre fondateur de l'association *négaWatt*, pour présenter les piliers de la transition énergétique, et Sylvain Allemand, journaliste, pour animer la conférence. A noter : la présence tout au long de la conférence de **Delphine BATHO**, Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, qui a apporté un éclairage et des réponses aux constats formulés par les personnes présentes dans la salle.

### ↘ *Participation*

**144 personnes** ont assisté à la conférence, organisée de 18h30 à 21h. L'objectif d'une manifestation « grand public » a été atteint puisque **68% des personnes étaient présentes en tant que particuliers**, contre 27% au titre de représentants d'une structure associative, politique ou syndicale.

De même, les canaux de communication utilisés (PQR, mailing, réseaux,...) ont permis d'élargir la manifestation à des personnes provenant de l'extérieur de la CAN (**18%**) même si le public majoritaire reste niortais (**63%**) ou habitant la CAN (**15% - hors Niort**).

**Les personnes ont pris connaissance de l'organisation de la conférence essentiellement par voie informatique** : 20% par le biais d'e-mails, 18% par Internet (sites des collectivités, relais presse, site national de la transition énergétique). La presse régionale quotidienne a également permis à 21 personnes d'être informées, grâce au point presse organisé 3 jours avant la tenue de la conférence. Une diffusion large de l'information s'est faite par les réseaux des 3 collectivités partenaires, et auprès des collectivités de la région Poitou-Charentes engagées dans des démarches énergie-climat (journée régionale PCET du 6 juin).

Bien que la **voiture ait été le moyen de transport le plus utilisé (54%)**, il est à noter que 26% des personnes présentes sont venues à pied, 11% à vélo, 4% en co-voiturage et 3% en train.

### ↘ *Déroulé de la conférence*

Durant près d'une heure, Thomas Guéret, de l'association *négaWatt*, est revenu sur les enjeux du changement climatique et les 3 piliers de la transition énergétique : la sobriété énergétique, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables. Un focus a été fait sur trois secteurs à forts enjeux sur le territoire niortais : le bâtiment (secteur résidentiel), les transports et l'agriculture. Tout au long de la démonstration, et ce afin de faire du lien entre l'action de la collectivité et l'action individuelle, des exemples concrets sont venus illustrer les propos. A cette occasion, les élus des trois collectivités sont venus présenter des actions menées dans chacun de ces secteurs :

- La Ville de Niort, pour les opérations effectuées sur les bâtiments communaux et l'habitat privé
- La CAN, pour sa politique de transports (auto-partage, covoiturage, réseau de TC) et l'action menée autour des énergies renouvelables (groupement de commandes pour la fourniture et la pose de panneaux photovoltaïques)
- Le Conseil Général pour la mise en place du réseau ResaLis (plateforme d'alimentation en circuit court à destination de la restauration collective) et le travail mené autour du bois-énergie

La parole a ensuite été donnée à la salle pendant près de 45 minutes pour partager les constats, les interrogations et faire part

des propositions. Thomas Guéret a ainsi pu apporter son éclairage technique, puis Delphine Batho a conclu la conférence en apportant des réponses aux interrogations formulées, au regard du travail mené au niveau national.

La conférence s'est terminée à 21h autour d'un buffet.

### ↘ *Constats formulés par la salle lors de la prise de paroles*

Le développement des énergies et leur optimisation a beaucoup fait parler le public présent. Des thèmes divers et variés ont été abordés :

- Les travaux d'efficacité énergétique : sources de financement, conseils pour éviter les « arnaques » des démarcheurs peu scrupuleux, modalités des appels d'offres sur les marchés publics, diagnostics thermiques, crédits d'impôt...

- Le choix de continuer la production d'EPR pour des parcs nucléaires

- Le développement de l'éolien et du photovoltaïque sur le modèle de l'Espagne

- La production d'électricité individuelle et atomisée : unités citoyennes de production, partenariats public/privés et la privatisation des marchés, les circuits courts et l'autofinancement

- Les fausses bonnes idées et les effets de mode dans le développement durable

- L'obsolescence programmée et l'économie circulaire.

### ↘ *Contributions*

Durant cet échange, le public a fait part de diverses propositions relatives à l'utilisation de l'énergie même. Après différents constats relatifs au développement de projet nucléaire ou à l'épuisement des ressources naturelles, de nouvelles solutions ont émergé, et il a été suggéré d'adapter différentes mesures. Mais en premier lieu, il a été rappelé la nécessité de mettre fin à des pratiques jugées non pertinentes : installation de panneaux publicitaires électriques, utilisation de chauffage électrique, veille des appareils électriques en fonctionnement. Des constats plus généraux ont donné lieu à des remarques, notamment dans le domaine du développement nucléaire.

En ce qui concerne le bâtiment, trois suggestions sont faites du côté des particuliers : créer l'obligation de mettre aux normes le bâtiment lors du changement de propriétaire, aider à l'accès au logement et aux travaux d'isolation (notamment pour petits budgets), et mettre la rénovation thermique des bâtiments à la portée de tous grâce à des aides accordées en fonction de l'efficacité énergétique finale de l'isolation.

Du côté des entreprises, il est proposé de les responsabiliser par le biais de diagnostics de performance énergétique, et les inciter financièrement à mettre en oeuvre les préconisations. Le potentiel qu'offre le recyclage des déchets de construction a également été souligné.

Concernant les transports, le développement d'une tarification plus flexible pour les TER et des espaces dans ces derniers pour favoriser la multi-modalité sont proposés. Faciliter les contrats d'assurance pour encourager l'achat partagé de véhicules constitue également une des piste soulevée.

Pour les énergies renouvelables, l'utilisation de courants maritimes, le système d'appel d'offre photovoltaïque, la taxation du développement de l'éolien et les coûts des énergies ont fait l'objet d'un débat. Il a été demandé de faciliter l'autoconsommation de l'énergie, cogénérer systématiquement la production thermique et l'électricité, ainsi que développer :

- L'énergie solaire à partir de parcs au sol dans le cadre d'un tarif compétitif,

- Le stockage de l'énergie hydraulique et pneumatique (air comprimé).

L'importance de l'éducation a été mise en avant, que ce soit dès le plus jeune âge ou concernant les acteurs et professionnels du terrain (artisans, professions immobilières, éducation) pour véhiculer les actions à mettre en oeuvre. Il a été suggéré par ailleurs de faire un référendum sur le projet de loi sur la transition énergétique.

Des idées plus généralistes ont également émergé : faire une loi sur l'obsolescence programmée des appareils électriques, diminuer les niveaux sonores des concerts et des publicités à la TV, faire évoluer le Code des Marchés publics pour faciliter l'achat local, et restructurer le réseau et les aides agricoles pour un développement rapide d'une agriculture saine, durable et locale.

# Annexe 14 : Les contributions issues des tables rondes organisées par Jean-Michel CLEMENT le 17 juin

**Nombre de participants :** environ 150

**Les thématiques traitées (500 caractères maximum):**

La place des énergies renouvelables dans le mix énergétique (1ère table ronde).

Atouts et conditions de la réussite pour un territoire rural (2ème table ronde).

**Les acteurs présents (500 caractères maximum):**

SOREGIES, ADEME, ERDF, entreprises de panneaux photovoltaïques, La Région, SEOLIS, Chambre de commerce et d'industrie, Préfecture et Le président de la commission du développement durable à l'assemblée nationale.

**Les points de consensus et les motifs (2500 caractères maximum):**

Signature d'un arrêté approuvant le schéma régional climat air énergie émanant de la préfecture.

Le devenir du parc nucléaire.

Présentation des expériences d'équipement sur le territoire rural de la Vienne :

- méthanisation
- éoliennes
- bornes électriques, etc...

**Les points de dissensus et les motifs (2500 caractères maximum):**

Implantation d'éoliennes en milieu rural impactant les cadres de vie.

Augmentation de la facture énergétique pour payer les travaux d'installation de ces énergies renouvelables.

**Choisir le débat concerné:**

Transition énergétique : la contribution des territoires ruraux.

**Cochez les questions traitées lors de l'événement**

Comment aller vers l'efficacité énergétique et la sobriété ? L'évolution des modes de vie, de production, de consommation, de transport ainsi que des services énergétiques nécessaires doit constituer le point de départ.

Quels coûts, quels bénéfices et quel financement de la transition énergétique ?

**Fichiers joints: 6 photos**



Le débat du 17 juin a été filmé. Pour consulter la vidéo, vous pouvez contacter la permanence parlementaire de GENCAY :

05 49 03 16 38 ou [jmclément@assemblee-nationale.fr](mailto:jmclément@assemblee-nationale.fr)